

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 8 – 13 janvier 2025



CHINE

中國

Pour nous écrire :
Adresses.la.revue@gmail.com



Téléchargement sur [Entre les lignes entre les mots](#), Réseau Bastille et www.syllepse.net
Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris
Images : Collections particulières.

LISTE DES ADRESSES

INTRODUCTION AU NUMÉRO SPÉCIAL CONSACRÉ À LA CHINE

L'énigme chinoise	5
<u>Richard Smith</u>	
<u>ADRESSE N° 72</u>	
La révolution de Mao :une réinterprétation marxiste	9
<u>Richard Smith</u>	
<u>ADRESSE N° 73</u>	
La tyrannie du productivisme d'État	15
<u>Au Loong-Yu</u>	
<u>ADRESSE N° 74</u>	
Pourquoi la Chine ne peut pas se décarboner	20
<u>Richard Smith</u>	
<u>ADRESSE N° 75</u>	
Droits de douane ou droits démocratiques ?	29
<u>Richard Smith</u>	
<u>ADRESSE N° 76</u>	
Solidarité syndicale mondiale au travers des chaînes d'approvisionnement	36
<u>Zhang Mazi</u>	
<u>ADRESSE N° 77</u>	
Le genre et la classe ouvrière chinoise	40
<u>Zoe Zhao et Olia Shu</u>	
<u>ADRESSE N° 78</u>	
Solidarité ouvrière États-Unis-Chine	45
<u>Propos recueillis par Andrew Sebald</u>	
<u>ADRESSE N° 79</u>	
L'internationalisme et la classe ouvrière chinoise	51
<u>Ruo Yan et Andrew Sebald</u>	

<u>ADRESSE N° 2/00</u>	
Rivalité entre les États-Unis et la Chine, « coopération antagoniste » et anti-impérialisme au 21 ^e siècle	55
<u>Entretien de Federico Fuentes avec Promise Li</u>	
<u>ADRESSE N° 80</u>	
Regarder l'impérialisme chinois en face	66
<u>Au Loong-Yu</u>	
<u>Entretien avec Federico Fuentes</u>	
<u>ADRESSE N° 12/01</u>	
L'ascension de la Chine comme puissance mondiale	73
<u>Entretien avec Au Loong-Yu</u>	
<u>ADRESSE N° 81</u>	
Le début de la fin de la montée en puissance	81
<u>Au Loong-Yu</u>	
<u>Entretien avec Federico Fuentes</u>	
<u>Adresse inaugur@le pour une revue</u>	91
<u>Adresses, n° 0, 23 janvier 2024</u>	

Ce numéro 8 d'*Adresses: internationalisme et démocratie* est exclusivement consacré à la « question chinoise ». Il paraît simultanément en français et en anglais.

Les textes ont été réunis et sont présentés par Richard Smith. Il nous invite à percer le mystère de cette révolution chinoise qui « sous Mao » a accouché d'un « État policier totalitaire », lequel s'est perpétué en une dictature d'un parti-État organisant ce qu'il désigne comme une forme hybride de capitalisme et de collectivisme.

Les lectrices les plus assidues et attentives d'*Adresses* ne manqueront pas de constater que deux de ces textes ont déjà été publiés dans les pages de cette revue. L'« Adresse n° 2 », « Rivalité entre les États-Unis et la Chine, « coopération antagoniste » et anti-impérialisme au 21^e siècle » a ainsi été publiée dans le numéro 0 et l'« Adresse n° 12 », « L'ascension de la Chine comme puissance mondiale » l'a été dans le numéro 2.

Il ne s'agit pas d'une maladresse éditoriale, mais d'un choix délibéré de regrouper dans ce premier – premier car, à l'instar de la discussion de naguère sur la « nature des rapports sociaux » de l'URSS (au demeurant jamais close), cette discussion, ne peut certes pas être épuisée en quelques dizaines de pages.

C'est une des vocations d'*Adresses*, dont on retrouvera la déclaration d'intention à la fin de ce numéro 8, de permettre un tel débat... et de bien d'autres.

L'énigme chinoise

Richard Smith

5

Comment comprendre l'énigme chinoise? Le débat sur la nature du «socialisme» chinois laisse la gauche occidentale perplexe depuis 1949. Comment un Parti communiste, autrefois composé en grande majorité de prolétaires (60 % d'ouvriers en 1926) et qui, au milieu des années 1920, a mené la plus grande révolte ouvrière et paysanne de l'histoire, a-t-il pu se transformer en une dictature policière totalitaire, en un parti communiste-capitaliste de gangsters capitalistes kleptocrates, un parti d'impérialistes ultranationalistes gérant des usines d'esclaves dans ses colonies du Xinjiang et du Tibet, s'emparant des zones de pêche des pays voisins et lançant chaque jour des vols de bombardiers pour menacer Taiwan¹ ?

La révolution hérétique de libération nationale de Mao, fondée sur un parti petit-bourgeois et un système de substitution paysan, a réussi – de manière spectaculaire – à renverser le «féodalisme» et à expulser les derniers impérialistes là où la révolution bourgeoise de 1912 avait échoué et où la révolution ouvrière de 1927 avait été écrasée. Pourtant, au lieu du socialisme ou même simplement de la démocratie bourgeoise, Mao a instauré une dictature totalitaire policière et bureaucratique qui a assassiné ou enfermé des millions de personnes, dont les derniers milliers de trotskistes, puis a entrepris de construire le socialisme dans un seul pays en surexploitant la paysannerie (85 % de la population dans les années

1. Le travail forcé et le génocide culturel au Tibet ne sont pas encore aussi intenses ni aussi bien documentés qu'au Xinjiang, mais ils prennent de l'ampleur. Voir [Central Tibet Administration](#), «UN experts express concern over extensive labour exploitation in Tibet by China», 11 avril 2023.

1950) pour accumuler les capitaux nécessaires à l'importation d'industries modernes.

Alors que le Grand Bond en avant de Mao a fait travailler et mourir de faim quelques 30 à 40 millions de ces paysan-nes qui avaient permis au parti de remporter la victoire, et que sa «Grande révolution culturelle prolétarienne» a traumatisé l'ensemble de la société et tué deux millions de personnes supplémentaires, le pays s'est laissé distancer de plus en plus par l'Occident pendant trois décennies. En 1978, la Chine comptait deux fois plus de pauvres qu'en 1949 – 800 millions contre 400 millions –, soit la quasi-totalité de la population à l'exception des quelques millions de cadres du PCC².

Avec l'effondrement et/ou la révolte en vue, Deng Xiaoping a été enrôlé pour restaurer le capitalisme et sauver le Parti communiste du destin de ses camarades d'Europe de l'Est et d'URSS. Il a libéralisé l'économie

2. Il est inquiétant de constater qu'au cours de ces mêmes décennies, les voisins de la Chine, Taiwan, la Corée du Sud, Hong Kong et Singapour – les «quatre tigres» – qui se trouvaient tous à peu près au même niveau socio-économique que la Chine en 1949 (et la Corée devait subir une autre guerre en 1951-1953), étaient déjà, dans les années 1980, des économies entièrement industrialisées et modernisées. Dans les années 1990, elles étaient toutes, selon la Banque mondiale, des économies à «revenu élevé» du premier monde, alors que la Chine communiste n'a même pas pu atteindre le statut de «revenu moyen inférieur» avant 2001. Les tigres capitalistes ont également éliminé la pauvreté de masse alors que, même après sept décennies de «modernisation socialiste», quelque 600 millions de Chinois, soit 40 % de la population, vivent encore dans la pauvreté, selon le premier ministre chinois Le Kaqiang en mai 2020. En outre, à l'exception de Hong Kong, qui était encore une colonie britannique, les autres tigres sont devenus des démocraties dans les années 1990. Richard Smith, «Can Xi Jinping's "Chinese Model" supplant capitalist democracies and why should Western socialists care? - Part 2», [New Politics](#), 4 décembre 2023.

mais a maintenu un État policier impitoyable. Lorsque des Chinois-es ordinaires ont réclamé la liberté d'expression au Mur de la démocratie en 1978, ils et elles ont été arrêté-es. Le «miracle» économique chinois a néanmoins réussi, de manière spectaculaire, à industrialiser et à moderniser l'économie en moins de quatre décennies, à élever le niveau de vie, à allonger l'espérance de vie et à construire certaines des meilleures infrastructures du monde. Mais, comme le montrent les articles de ce numéro d'*Adresses*, ce miracle a été construit sur l'exploitation atroce et le travail forcé de centaines de millions d'anciens travailleur-euses agricoles migrant-es - une classe d'apartheid de «clandestins» non libres dans leur propre pays -, maintenu-es volontairement pauvres et sans droits par le gouvernement «socialiste» - pour enrichir le Parti communiste et ses partenaires capitalistes étrangers et nationaux. Le mariage du capitalisme et du stalinisme de Deng a donné naissance à la grande économie la plus corrompue du monde, avec des extrêmes de richesse et de pauvreté pires que ceux des États-Unis capitalistes. Son modèle de «production sale et bon marché» a fait de la Chine l'économie industrielle la plus polluante du monde, avec des émissions de CO2 près de trois fois supérieures à celles des États-Unis³.

Lorsqu'en 1989, un million d'étudiant-es ont envahi la place Tiananmen à Pékin pour réclamer la démocratie et la fin de la corruption, Deng les a massacrés-es, réaffirmant la domination du Parti et ouvrant la voie à un âge d'or du capitalisme kleptocrate et gangster dans les années 1990 et 2000.

Ainsi, dans les années 2000, l'expansion du capitalisme, la corruption bureaucratique incontrôlée, la pollution et les demandes renouvelées de démocratie ont constitué de nouvelles menaces graves pour le pouvoir du Parti communiste. En 2012, la vieille garde a donc installé Xi Jinping à la fois pour freiner le capitalisme et écraser la société civile, les syndicalistes, les activistes de la démocratie et des droits humains, les étudiant-es marxistes et maoïstes, les féministes, les médias indépendants nationaux et occidentaux et rétablir le contrôle du Parti sur tout: «Le gouvernement, l'armée et les écoles, au

nord, au sud, à l'est et à l'ouest, le Parti les dirige tous», a réaffirmé Xi Jinping⁴.

Dans le domaine de l'économie, Xi a recentré les entreprises d'État sur leur position dominante, arrêté et exproprié de nombreux capitalistes, suborné les autres, y compris ceux des principales industries technologiques privées, afin d'aligner leur recherche de profit sur l'objectif du Parti: la nationalisation autosuffisante, la suprématie technologique mondiale et de sécurité.

Il a modernisé l'armée, abandonné la politique étrangère de Deng de coopération pacifique avec ses voisins et l'Occident pour une diplomatie nationaliste agressive de «guerriers-loups», des expansions militaires impérialistes, s'emparant de la mer de Chine méridionale aux dépens des Philippines, du Vietnam et d'autres pays, s'emparant de morceaux de l'Inde et menaçant quotidiennement d'envahir Taïwan dont les peuples indigènes ne sont pas chinois et que la Chine n'a jamais entièrement gouverné. Il a remplacé les politiques coloniales relativement modérées du Parti au Xinjiang, au Tibet et en Mongolie intérieure par une assimilation forcée brutale, un génocide culturel et même physique féroce, par la formation d'États de surveillance panoptique et, au Xinjiang, la construction d'immenses usines de production par des esclaves dans les prisons. Il a également écrasé le mouvement démocratique de Hong Kong, dont la seule revendication était que la Chine tienne sa promesse d'autoriser l'autonomie jusqu'en 2047.

Il va sans dire que tout cela n'a rien à voir avec le socialisme. Alors comment expliquer ce dénouement?

Ce numéro 8 d'*Adresses* rassemble des essais sur ces questions et d'autres connexes, rédigés par des auteurs-es de la gauche militante.

Il s'ouvre par des essais d'Au Loong-Yu et de Richard Smith sur la nature du système mis en place par Mao et modifié par Deng Xiaoping avec la réforme et l'ouverture du marché - ses moteurs systémiques, ses contradictions intrinsèques, ses irrationalités et leurs conséquences. Ils montrent comment l'hypercroissance productiviste de la bureaucratie est enracinée dans l'*aspiration* nationaliste chauvine Han de Mao

3. Richard Smith, *China's Engine of Environmental Collapse*, Londres, Pluto Press, 2020.

4. *Ibid.*

qui voulait restaurer ce qu'il imaginait être la grandeur de la Chine à l'époque féodale et dépasser les États-Unis. À cette fin, le PCC a soutenu son effort d'auto-industrialisation nationale pendant sept décennies en maximisant l'extraction des surplus de la paysannerie et de la classe ouvrière, en supprimant leur consommation depuis 1949 afin d'accumuler les surplus nécessaires pour importer des usines et des technologies modernes, construire l'infrastructure d'une économie moderne et faire de la Chine une superpuissance militaire de classe mondiale.

Mao a pressuré la paysannerie jusqu'à ce que des dizaines de millions de personnes meurent de faim. Deng a créé un prolétariat de travailleur·euses migrant·es semi-esclaves entièrement nouveau pour le vendre aux capitalistes occidentaux au prix le plus bas du monde - le «prix de la Chine» - afin d'accumuler des milliers de milliards de dollars supplémentaires, à la fois pour construire la richesse et le pouvoir et pour enrichir le Parti.

Le chauvinisme nationaliste des grandes puissances et la compétition militaire entre superpuissances ne constituent évidemment pas un projet socialiste. Comme l'écrit Au, «le socialisme n'est pas un productivisme; son but ultime n'a jamais été d'accroître indéfiniment les forces productives. C'est l'état d'esprit capitaliste, pas l'état d'esprit socialiste». En outre, comme je le montre, la course au charbon voulue par le Parti pour dépasser les États-Unis a fait de la Chine le premier émetteur de CO₂ au monde, accélérant le réchauffement climatique au risque d'inonder les villes côtières du monde, dont Hong Kong et Shanghai, d'ici le milieu du siècle.

Un deuxième groupe d'essais analyse l'exploitation de la main-d'œuvre par les entreprises privées et publiques et explore les possibilités de renforcer la solidarité ouvrière entre les États-Unis et la Chine.

J'affirme que l'«avantage comparatif» unique de la Chine dans l'économie mondiale ne réside pas tant dans les subventions de l'État que dans son État policier tout-puissant et hautement organisé, qui a fourni des centaines de millions d'esclaves salariés industriels au coût le plus bas du monde, et qui a également expulsé par la force des dizaines de millions de paysan·nes et de résident·es des villes afin de dégager des terres pour construire des voies ferrées, des

routes, des lignes de télécommunications, des usines, des centrales électriques, des immeubles de bureaux, des logements, des ports, des aéroports, etc. Il a aussi financé et construit des universités, des écoles de commerce et des instituts de recherche scientifique afin de faire progresser les prouesses technologiques de la Chine.

Zhang Mazi décrit la surexploitation de la main-d'œuvre migrante de Foxconn ainsi que des stagiaires non rémunéré·es des écoles de commerce, les brimades, le harcèlement sexuel. Il décrit le système en «circuit fermé» qui a enfermé les salarié·es de l'usine Foxconn de Zhengzhou pendant Covid, leur soulèvement à la fin de l'année 2022 et la répression qui s'en est ensuivie.

Zoe Zhao et Oli Shua montrent la situation critique des travailleuses des industries de l'habillement et de l'électronique qui sont soumises non seulement à une exploitation impitoyable mais aussi au harcèlement sexuel, et qui se défendent du mieux qu'elles peuvent en s'organisant et en s'entraïdant.

Ellen David Friedman, organisatrice syndicale, Kevin Lin, universitaire militant, et Alex Tom, militant, évoquent leurs expériences respectives dans la construction de la solidarité syndicale pendant l'ère relativement libérale de Hu Jintao dans les années 2000, lorsque les ONG pro-travail et pro-démocratie, les avocats des droits humains et les ONG environnementales jouissaient d'une relative liberté. Au cours de ces années, Ellen Friedman a étonnamment créé un institut de recherche à l'université Sun Yat Sen de Guangzhou (près de Shenzhen et de Hong Kong) afin d'éduquer et de former les travailleurs et les travailleuses pour leur permettre de se défendre contre les employeurs privés. Kevin et Alex décrivent leur travail de création d'organisations de solidarité dans les communautés chinoises de San Francisco, en amenant des militants syndicaux de San Francisco aux manifestations anti-OMC de 2005 à Hong Kong, et en permettant à des syndicalistes des dockers de Hong Kong de prendre la parole dans les locaux syndicaux de l'International Longshore and Warehouse Union (ILWU) lors de la grande grève des dockers de Hong Kong en 2013. Les ONG syndicales ont été fermées, Ellen Friedman a été embarquée par la police et a reçu l'ordre de quitter le pays, des activistes syndicaux et

des centaines d'avocats spécialisés dans les droits humains ont été arrêtés. La répression règne depuis lors. Ruo Yan et Andrew Sebald décrivent la suppression des structures syndicales et les difficultés rencontrées par les travailleur-euses pour consolider les acquis du mouvement en Chine, malgré la persistance d'un certain militantisme.

Le troisième groupe d'essais traite de la rivalité géopolitique entre les États-Unis et la Chine. Promise Li écrit qu'à notre époque de concurrence entre grandes puissances, ceux qui, à gauche, prennent le parti de la Chine contre l'impérialisme américain ne comprennent pas que, premièrement, la Chine et les États-Unis sont partenaires dans le maintien de leurs systèmes respectifs d'exploitation économique et que, deuxièmement, la Chine est elle-même une puissance impériale montante et qu'elle n'est pas le moins du monde anti-impérialiste malgré la rhétorique officielle.

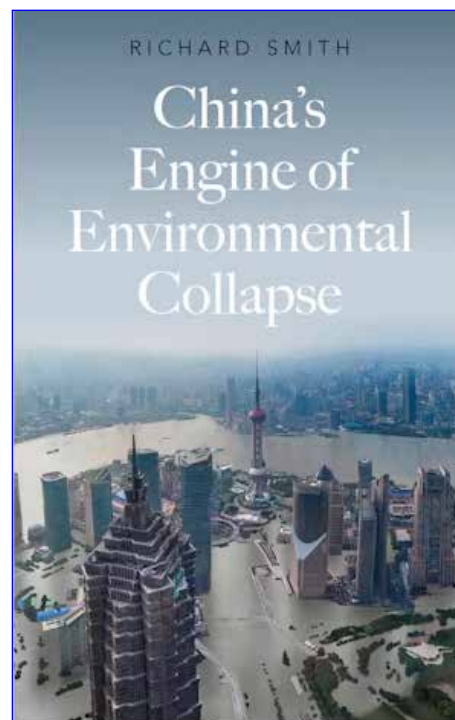
Nous concluons par un entretien en deux parties avec Au Loong Yu. La première partie, «Regarder l'impérialisme chinois en face», est un modèle d'argumentation pour les anti-impérialistes socialistes : comment critiquer l'impérialisme américain sans soutenir le PCC totalitaire, et comment critiquer l'impérialisme chinois et soutenir l'autodétermination de Hong Kong et de Taïwan sans s'aligner sur l'impérialisme américain.

La deuxième partie, «Le début de la fin de la montée en puissance de la Chine», analyse les fondements de la montée en puissance de la Chine, en particulier la subordination de la consommation à l'investissement. Le monopole du Parti sur le pouvoir d'État lui a permis de maintenir pendant des décennies le taux d'investissement en capital le plus élevé au monde, soit plus de 40 % du PIB. Cela a permis de financer la modernisation industrielle de la Chine (mais aussi une vaste surproduction et la mise en concurrence des fonctionnaires locaux qui s'affrontent dans des «tournois du PIB» pour plaire à Pékin et obtenir des promotions⁵). Pourtant, Au Loog-Yu note que la surexploitation de la main-d'œuvre qui a favorisé l'essor de la Chine entrave désormais la poursuite de la croissance, car les travailleur-euses à faible

revenu du pays n'ont pas les moyens d'acheter ce que produisent les usines. Le gouvernement tente donc d'exporter sa surproduction qui, parce qu'elle est basée sur la main-d'œuvre chinoise ultra bon marché, est à un prix inférieure à celle des producteurs occidentaux, provoquant ainsi des guerres commerciales défensives. Alors que le long boom chinois touche à sa fin, que les moteurs de croissance des dernières décennies s'épuisent, aggravés par l'éclatement de la bulle immobilière, l'effondrement démographique et le vieillissement de la main-d'œuvre, Au se penche sur les perspectives du pays.

Richard Smith est l'auteur de *Green Capitalism: The God That Failed* (2016) et de *China's Engine of Environmental Collapse* (2020).

Cet article est tiré du premier chapitre de son livre en cours d'écriture. Une première version a été publiée sous le titre «On Contradiction: Mao's Party-Substitutionist Revolution in Theory and Practice» en quatre parties, *New Politics*, 7 juin 2022.



5. Sur ce point, voir Richard Smith, *China's Engine*, op. cit., chap. 5.

La révolution de Mao : une réinterprétation marxiste

Richard Smith

Comment la gauche doit-elle comprendre la Chine d'aujourd'hui ? Comment un Parti communiste, autrefois composé d'une écrasante majorité de prolétaires (60 % d'ouvriers en 1926) et qui, au milieu des années 1920, a conduit la plus grande révolte ouvrière et paysanne de l'histoire, a-t-il fini, sous Mao, par mettre en place un État policier totalitaire stalinien. Lequel État a fait travailler et mourir de faim 30 à 45 millions de ces mêmes paysans qui avaient permis au parti de remporter la victoire en 1949. Lequel État a vendu, plus tard sous Deng Xiaoping, des centaines de millions de travailleurs chinois au capitalisme étranger pour des salaires les plus bas du monde, pratiquement ceux de l'époque de la révolution industrielle ?

Le mythe maoïste du socialisme chinois

Mon approche rejette le cadre théorique et le récit historique classiques qui ont façonné le discours sur la nature de la révolution chinoise depuis les années 1950 et qui ont pris pour argent comptant ce que disaient les maoïstes et la plupart des spécialistes de la Chine, quelle qu'ait été d'ailleurs leur attitude à l'égard de Mao et des communistes. Pour eux, la révolution maoïste a instauré une sorte de socialisme et Deng Xiaoping a rétabli le capitalisme.

Selon ce point de vue, malgré ses contradictions et ses désastres, la Chine de Mao était socialiste parce que la révolution avait aboli le capitalisme et la propriété privée, nationalisé l'économie, remplacé le marché par une planification centralisée, libéré les femmes, introduit la garantie de l'emploi dite du « bol de riz en fer », l'école et les soins médicaux gratuits, ainsi que des services sociaux fournis par l'État du berceau à la tombe.

Au contraire, Deng Xiaoping et ses successeurs ont réintroduit le marché, brisé le « bol de riz en fer », privatisé le logement, les soins médicaux et l'enseignement au-delà du secondaire. Ils ont également invité les capitalistes étrangers à exploiter sans pitié les travailleurs migrants chinois [de l'intérieur] et ont favorisé le développement des capitalistes nationaux, en les invitant même à adhérer au Parti communiste.

Je soutiens pour ma part que la Chine n'a jamais été socialiste sous Mao et qu'elle n'est pas devenue pleinement capitaliste depuis Deng.

À propos du socialisme

La nationalisation n'est pas nécessairement socialiste

Sous Mao, le parti-État a nationalisé l'ensemble des terres et des ressources naturelles et de l'économie. Tout est devenu la propriété exclusive du parti-État. Les Chinois ordinaires ne possédaient rien et n'avaient pas leur mot à dire sur quoi que ce soit.

La planification économique n'est pas nécessairement socialiste

Cela dépend de qui organise la planification et pour qui elle est organisée. En Chine, la planification a toujours été faite *par* la bureaucratie *pour* la bureaucratie. Là encore, les masses chinoises ont toujours été totalement exclues du processus. Elles n'ont eu ni leur mot à dire ni le moindre droit de regard sur ce qui devait être produit ou non.

La garantie de l'emploi n'est pas non plus nécessairement socialiste

Sous Mao, les travailleurs avaient le « droit » à un emploi d'État, non pas parce que la Chine était socialiste, mais parce que

le régime cherchait à maximiser la croissance économique en optimisant l'emploi de la main-d'œuvre et il fallait pour cela que tout le monde soit sur le pont. En réalité, les Chinois *n'avaient pas le droit de ne pas travailler*. Sous Mao, l'État fournissait aux ouvriers de l'industrie emplois, logements, écoles, soins médicaux, ainsi qu'une modeste retraite car, en l'absence de marché, il n'y avait aucun moyen d'accéder à ces services.

Mais durant leur vie entière, les travailleurs étaient soumis à un régime de non-liberté. Le parti-État contrôlait tous les aspects de leur vie, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Ils n'avaient pas de vie privée. À l'instar de la Russie de Staline, dont Mao s'est inspiré, le pays était couvert de goulags où des millions de personnes étaient soumises au travail forcé. La Chine la plus grande prison à ciel ouvert du monde.

De même si Mao a libéré les femmes, c'est uniquement pour les faire travailler

La vie entière des femmes chinoises était hors de leur contrôle : elles ont été contraintes d'avoir des enfants (Mao avait supprimé le contrôle des naissances), puis contraintes de ne pas avoir d'enfants quand Deng Xiaoping a imposé la « politique de l'enfant unique » et enfin, sous Xi, on a de nouveau fait pression sur elles pour qu'elles redeviennent des machines à faire des bébés.

Les femmes n'ont jamais eu leur mot à dire à propos de quoi que ce soit et elles ont toujours été systématiquement discriminées au sein du parti et du gouvernement. Aujourd'hui encore, le bureau politique du Parti communiste chinois, composé de 24 membres, ne compte aucune femme. Sur les 205 membres du comité central, à peine 5 % sont des femmes. Aux États-Unis, pays capitaliste et sexiste, 10 % des PDG des Fortune Five Hundred sont des femmes, ce qui est fort peu, mais deux fois plus que dans la Chine « socialiste féministe ».

La réforme du marché et l'ouverture de la Chine ont introduit beaucoup de capitalisme, mais celui-ci n'y a jamais été complètement restauré

La propriété privée n'a jamais été restaurée et l'ancienne économie d'État planifiée

de type stalinien est toujours dominante. Comme l'avait déclaré dans les années 1980, Chen Yun, le responsable en chef de la planification, si la Chine a besoin d'un peu de capitalisme, « nous le gardons comme un oiseau dans une cage ».

La Chine n'est ni totalement capitaliste ni totalement stalinienne. Il s'agit d'un stalinisme de marché hybride, une sorte de « capitalisme communiste » ou de « collectivisme capitaliste ». En quarante-cinq ans de réforme du marché, la Chine n'a jamais manqué d'établir un plan quinquennal. Quelle économie capitaliste fonctionne avec des plans quinquennaux ? Où existe-t-il une économie capitaliste sans propriété privée ?

Dans *La Guerre civile en France*, le livre qu'il a consacré à la Commune de Paris, Marx observait l'auto-émancipation des communards, la démocratie ouvrière, l'élection de leurs représentants au suffrage universel, ceux-ci étant rétribués selon le salaire d'un ouvrier ordinaire et étant soumis à la révocation par les citoyens. Il a pu alors affirmer : « C'est ça le socialisme. »

C'est aussi ma définition et c'était également la vision du principal fondateur du Parti communiste chinois, Chen Duxiu¹.

Pour le marxiste que je suis, l'histoire maoïste selon laquelle Mao a instauré le socialisme et Deng a restauré le capitalisme n'a aucun sens. Selon moi, le cadre idéologique du maoïsme constitue un obstacle insurmontable à la compréhension de la nature de la révolution chinoise et du régime qu'elle a mis en place.

Tout d'abord, ce cadre conceptuel ne permet pas de saisir la particularité théorique et le caractère non marxiste de la révolution de la « nouvelle classe » de Mao qui s'est installée avec le parti.

Deuxièmement, la théorie maoïste n'est pas en mesure d'expliquer les contradictions historiques du système mis en place par

1. NdT. Chen Duxiu (1979-1942) fut l'un des fondateurs du Parti communiste chinois. Exclu en 1927, il rejoignit l'Opposition de gauche internationale.

Mao, car si la Chine était socialiste, ses horreurs seraient inexplicables.

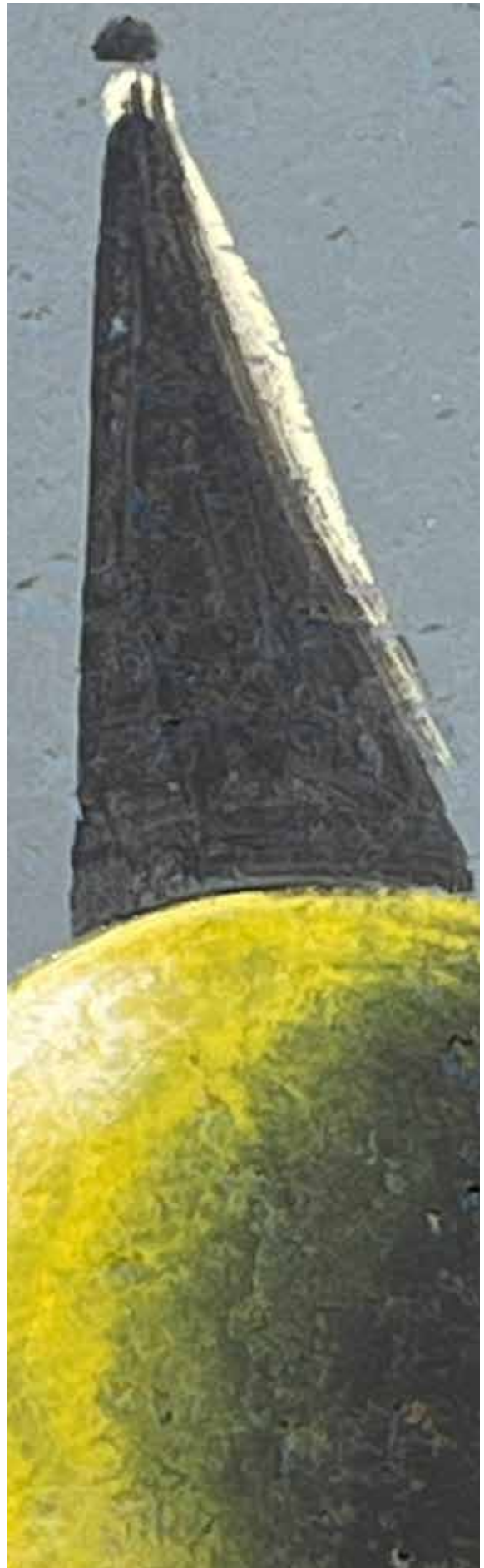
Troisièmement, cette théorie a obligé les universitaires et les idéologues maoïstes à défendre (ou à ignorer) les pratiques criminelles du Parti communiste, qui sont d'une évidence aveuglante et qui défient toute définition du socialisme fondée sur le simple bon sens.

Quatrièmement, la théorie maoïste ne parvient pas non plus à expliquer pourquoi, si Deng Xiaoping et ses successeurs avaient «restauré le capitalisme», ils ont systématiquement contrarié leurs propres réformes du marché, précisément pour *empêcher* la restauration totale du capitalisme ?

Si le cadre théorique maoïste est inutile à comprendre la révolution chinoise, il a également conduit les universitaires et la gauche maoïstes à produire des analyses empiriquement indéfendables, à remplir des étagères de livres absurdes et à proposer une apologie moralement indéfendable du Parti communiste chinois ; à l'image d'une génération précédente d'apologistes occidentaux qui avait fait de même avec les crimes de Staline. Cela ne fait que discréditer davantage l'idée même du socialisme.

Comment le maoïsme a-t-il pu dominer le discours occidental et les études sur la Chine en dépit de ses contradictions et de ses insuffisances manifestes ? Quatre raisons au moins viennent à l'esprit.

1) *Le marxisme n'a jamais eu de racines profondes en Chine.* Au début du 20^e siècle, le prolétariat commercial et industriel chinois était assez restreint et la Chine n'avait ni tradition social-démocrate ni socialiste révolutionnaire. Les radicaux du début du 20^e siècle étaient plus attirés par l'anarchisme que par le marxisme, car l'accent mis par Marx sur la classe ouvrière industrielle ne semblait pas pertinent dans le contexte chinois. Les fondateurs du Parti communiste en 1921 ont évidemment été inspirés par la révolution bolchevique, mais la plupart d'entre eux n'avaient alors que peu, voire pas du tout, de connaissance du marxisme. Ils se sont convertis au communisme avant d'avoir lu Marx et la plupart ne sont d'ailleurs jamais devenus marxistes. Ils sont devenus staliens et maoïstes ou ont été exclus du parti à la fin des années 1920 et dans les années 1930.



2) *L'État totalitaire chinois a été beaucoup plus efficace que les staliniens d'URSS et d'Europe de l'Est pour écraser la dissidence et pour effacer la mémoire historique des courants non maoïstes.* (Que ce soit les trotskistes, les activistes démocratiques de Tiananmen, la Charte 08², etc.)

Mao et ses hommes de main, comme Kang Sheng, ont assassiné des centaines de trotskistes chinois dans les années 1930 et 1940, avant d'enfermer, en 1952, pour des décennies le dernier millier d'entre eux, étouffant ainsi le dernier pôle d'attraction socialiste alternatif au maoïsme. Il n'y a jamais eu d'espace en Chine pour la dissidence, pour le *samizdat* ou pour une clandestinité marxiste comme le Comité de défense des travailleurs (KOR) qui s'est développé en Pologne à partir de 1976 pour promouvoir l'auto-organisation des travailleurs et politiser leur mouvement et qui a finalement donné naissance à Solidarnosc. Les théoriciens marxistes, les organisateurs syndicaux socialistes et les socialistes révolutionnaires chinois en puissance, tels que les trotskistes des années 1970 et les militants pour la démocratie Chen Erjin, Wang Xizhe, Wei Jingsheng, les défenseurs de la démocratie de Tiananmen et de la Charte 2008, dont Liu Xiaobo, ont tous été impitoyablement écrasés, assassinés, enfermés dans des prisons ou des camps de travail pendant des décennies ou encore poussés à l'exil et oubliés en Chine.

Aujourd'hui, Xi Jinping ne cesse de parler de marxisme. Mais lorsque des étudiants de l'université de Pékin l'ont pris au sérieux et ont créé des groupes d'étude pour lire Marx, ils ont été arrêtés et ont disparu. En réalité, depuis les années 1940, le discours politique légitime est contraint dans le cadre maoïste. Aujourd'hui, les censeurs chinois doivent apprendre une partie de leur histoire parce qu'en grandissant derrière la Grande Muraille, ils n'ont jamais entendu parler de Trotsky, de Chen Duxiu, de Wei Jingsheng, de Liu Xiaobo, de Fang Zhi Li ou des manifestants pour la démocratie de Tiananmen. Ne sachant rien de ces noms et de ces

2. NdT. Publiée en 2008, la charte se déclarait pour la démocratie au sein de la république populaire de Chine. Elle a été signée par plus de 5000 personnes. L'un de ses auteurs, Liu Xiaobo, a été emprisonné de 2009 à 2017,

événements, ils sont dans l'incapacité de les censurer.

3) *Il n'y a rien dans les études chinoises qui soient comparables avec les débats soulevés par les théories de la « nouvelle classe » qui ont existé à propos de la Russie et des régimes staliniens d'Europe de l'Est, comme celles de Bruno Rizzi, Milovan Djilas, Michael Voslensky, George Konrad et Ivan Szélenyi, Max Schachtman et bien d'autres encore*³. On ne retrouve rien de tel, ni en Chine ni dans les études occidentales sur la Chine. À la fin des années 1970, après la mort de Mao, il y eut une brève période durant laquelle des militants de gauche et des démocrates chinois, tels que Chen Erjin⁴ et Wei Jingsheng⁵, ont avancé quelques thèses rudimentaires selon lesquelles le Parti communiste chinois était devenu une nouvelle classe dirigeante « social-fasciste » ou « fasciste totalitaire ». Mais ils ont été rapidement embastillés et oubliés dans la « République populaire d'amnésie », selon le titre du livre de Louisa Lim⁶.

4) *En relation étroite avec le précédent point, [aux États-Unis] l'aile gauche des études chinoises occidentales a été fondée par un groupe de jeunes diplômés et de jeunes professeurs pacifistes et épris de la révolution culturelle dans les années 1960 et 1970, qui ont idéalisé la Chine et le Vietnam en réponse à l'impérialisme américain en Asie du Sud-Est. Anti-impérialistes de gauche, non marxistes, tiers-mondistes romantiques, ils vénéraient le Soleil rouge. Ils étaient, comme le rappelle Orville Schell, « amoureux de la Chine ». Ces universitaires maoïstes ont trompé des générations d'étudiants avec une vision fabuliste, ahistorique et délirante de la Chine de Mao. Je le sais, j'ai assisté à leurs cours.*

3. NdT. Bruno Rizzi, *La bureaucratisation du monde* [Ivréa, (1939) 1977]; Milovan Djilas, *La nouvelle classe dirigeante* (Plon, 1957); Michael Voslensky, *La Nomenklatura : les privilégiés en URSS* [Livre de poche, 1992]; Konrad et Szélenyi, *Intellectuals on the Road to Class Power*, [Harcourt, 1979]; Max Schachtman, *The Bureaucratic Revolution : The Rise of the Stalinist States* [1962, Donald's Press].

4. NdT. Chen Erjin, *Crossroads Socialism : An Unofficial Manifesto for Proletarian Democracy*, Londres, Verso, 1984

5. NdT. Sur Wei Jingsheng, voir [Le Maitron](#).

6. NdT. Louisa Lim, *The People's Republic of Amnesia*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

Le résultat de ce qui précède est que, malgré les interprétations importantes de Livio Maitan (un trotskiste qui considéraient que le socialisme chinois était déformé par une «couche bureaucratique dirigeante» qui n'était pas encore pas encore une classe) et Au Loong-Yu (qui qualifie la Chine comme un «capitalisme bureaucratique⁷»), Tony Cliff et Nigel Harris (pour qui la Chine de Mao, était un capitalisme d'État), il n'y a pas eu à propos du «socialisme chinois» de théorisation autour de la «nouvelle classe», que ce soit en Chine ou en Occident. Le livre sur lequel je travaille vise à combler partiellement cette lacune en présentant la révolution de Mao comme un collectivisme bureaucratique reposant sur la prise du pouvoir par un parti «substitutionniste». Il s'agit, selon moi, d'une révolution faite *par* et *pour* une intelligentsia révolutionnaire confucéenne-stalinienne qui se concevait comme la source unique des «idées justes». C'est donc une proto-classe dirigeante qui s'est installée pendant la révolution des années 1930-1940 comme une nouvelle classe dirigeante avec ses propres tendances et contradictions intrinsèques qui ne sont ni capitalistes ni socialistes. C'est ce processus que Deng Xiaoping a marié avec le capitalisme en créant un système stalinien «de marché» hybride.

Mon argumentation en bref

Le titre de mon livre sera *The Triumph and Tragedy of the Chinese Revolution* («Triomphe et tragédie de la révolution chinoise»). *Triomphe*, parce que la révolution de Mao a réussi là où la révolution bourgeoise de 1912 avait échoué et où la révolution ouvrière de 1925-1927 avait été écrasée par Chiang Kai-shek. *Tragédie*, parce que la révolution du parti-substitution de Mao était une révolution stalinienne-nationaliste et non une révolution socialiste. Elle a installé le parti, l'armée et la bureaucratie en tant que classe dirigeante bureaucratique et collectiviste sur le modèle de l'URSS de Staline et a tenté de construire le socialisme dans un pays encore plus arriéré en exploitant ses propres paysans et ouvriers.

7. NdT. Au Loong-Yu, *La Chine : un capitalisme bureaucratique*, Paris, Syllepse, 2013.

Mao était avant tout un ethno-nationaliste dans la tradition du «mouvement d'auto-renforcement» chinois du 19^e siècle et du début du 20^e siècle⁸. De Sun Yat-sen à Mao, en passant par Deng Xiaoping et Xi, les dirigeants chinois ont tous été obsédés par un objectif central : surmonter le «siècle d'humiliation» de la Chine, atteindre «la richesse et la puissance» et «dépasser l'Occident» pour reconquérir ce qu'ils imaginent être la «place fière et méritée» de la Chine en tant que première civilisation de l'histoire mondiale.

Oui, Mao était également socialiste, mais pas marxiste. Il était plutôt une sorte de socialiste utopique prémarxien tardif partisan du «socialisme par en haut». Son socialisme ne s'inspirait pas des idées de Marx et Engels du «socialisme par en bas», démocratique et d'auto-émancipation de la classe ouvrière, illustré par la Commune de Paris et les soviets russe, mais des idées prémarxistes du «socialisme par en haut» préconisé par les socialistes utopiques, les anarchistes et les populistes agraires.

C'est là le socialisme des élites autoproclamées, convaincues qu'elles seules avaient la vision et la stratégie «correctes» pour créer et gérer une société socialiste, et qu'elles devaient donc régner en dictateurs bienfaisants dispensant le socialisme aux masses malheureuses.

C'est le socialisme des babouvistes qui voulaient instaurer une «dictature éducative» bien intentionnée, comme Joseph Proudhon qui s'imaginait être un «gestionnaire en chef» bienfaisant dirigeant une société où les syndicats, le suffrage universel, les constitutions et autres étaient interdits.

C'est le socialisme de Mikhaïl Bakounine, pour qui le royaume de la «liberté absolue» se trouvait dans la conformité absolue à la «dictature invisible» de Bakounine – ce qui est pratiquement le modèle de ladite «révolution culturelle» ultra-autoritaire et «antibureaucratique» de Mao.

C'est enfin le socialisme d'Alexandre Herzen qui prétendait que «les avantages de l'arriération» permettraient aux nations agraires de «sauter des étapes historiques» et que les paysans «purs» pourraient

8. NdT. Après les concessions faites aux puissances capitalistes occidentales, une partie des élites chinoises a cherché à moderniser le pays.

conduire la Russie à un socialisme rural idyllique en contournant les horreurs du capitalisme occidental.

Mao a transposé la vision idéaliste de Herzen dans sa doctrine de construction du socialisme par le biais de la primauté de l'esprit sur la matière, du «rouge sur l'expert», du pouvoir de la volonté humaine, etc. Mao n'a pas «révisé» le marxisme. Il était un socialiste utopique prémarxien tardif.

La théorie de Mao sur la révolution paysanne dirigée par un parti-substitutionniste s'est avérée adéquate pour conduire au succès la première révolution paysanne de libération sociale et nationale. Elle a servi de modèle à la vague de révolutions du tiers monde de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux années 1970. Mais pendant toutes ces années de guérilla, de «vie simple et de lutte acharnée», aucun «prolétariat de substitution» n'a jamais mis en place un gouvernement ouvrier, un gouvernement socialiste ou une démocratie. Au contraire, dans tous les cas, les révolutionnaires de l'intelligentsia petite-bourgeoise ont développé leurs propres intérêts de «nouvelle classe», nationaliste, bureaucratique, autocratique et antidémocratique. Ils se sont installés à la tête de nouvelles sociétés de classe: soit stalinienne (en Yougoslavie, en Corée du

Nord, au Vietnam ou encore à Cuba), soit à la tête de dictatures à parti unique (ou même à un seul homme) avec des économies capitalistes ou capitalistes d'État (en Algérie, au Mozambique, en Angola, au Zimbabwe, etc.).

En outre, leur stratégie de socialisme par le haut, menée par des «dictateurs sauveurs» omniscients comme Mao, était vouée à l'échec dès le départ, en Chine comme partout ailleurs. En Chine, qui est en l'archétype, la priorité absolue de Mao était «de rattraper et de dépasser l'Occident» au moyen d'une auto-industrialisation à marche forcée, et cela ne pouvait être financé que par des décennies d'extraction coercitive des excédents des ouvriers et des paysans chinois, qui à leur tour ne pouvaient être mis en œuvre que par une dictature qui écrasait les luttes ouvrières, syndicales et toutes les luttes pour la démocratie.

De ce point de vue, lorsque la révolution de Mao est comprise pour ce qu'elle était réellement: c'est une «nouvelle classe» qui a pris le pouvoir grâce à une révolution conduite *par* et *pour* le parti, l'armée et la bureaucratie confucéenne et stalinienne. L'installation d'un État policier totalitaire et d'une économie bureaucratique collectiviste, permet alors que les contradictions apparentes du système disparaissent.



La tyrannie du productivisme d'État

Au Loong-Yu

Le Congrès national du peuple s'est réuni en mars dernier à Pékin au beau milieu d'une forte récession économique qui affecte les conditions de vie de millions de personnes : resserrement du crédit sur le marché immobilier et à d'autres secteurs financiers, déflation, ralentissement de l'industrie manufacturière, fuite massive des investissements étrangers, augmentation du chômage, etc.

En réponse à ces problèmes, le Premier ministre Li Qiang¹ a présenté un rapport qui n'est rien d'autre qu'une longue liste de mesures définies par ses 26 ministères et qui fait penser à l'inventaire d'une épicerie. Il y a en fait quelque chose de plus : des slogans creux. Le mystère plane toujours sur ce que Li Qiang a dans la tête quant à la stratégie globale à appliquer pour résoudre la crise qui se dessine. Il a reconnu qu'il y avait eu des « difficultés et problèmes entremêlés », mais il a rassuré son auditoire sur le brillant avenir de la Chine « sous la ferme direction du comité central du PCC, avec le camarade Xi Jinping à sa tête, le peuple chinois a le courage, l'ambition et la force de relever n'importe quel défi et de surmonter n'importe quel obstacle ». De fait, il a mentionné Xi à 19 reprises, le couvrant d'éloges en tous genres. S'il y a un thème principal qui revient dans l'inventaire de l'épicerie dressé par le Premier ministre, c'est bien le culte du dirigeant suprême.

Le Premier ministre et son inventaire d'épicier

Mais c'est précisément la raison pour laquelle ce rapport doit nous inquiéter. Non pas que le ralentissement économique

actuel soit entièrement imputable à Xi. Bien avant son arrivée au pouvoir, les déséquilibres économiques entre l'investissement, la production et la consommation avaient déjà atteint des proportions gigantesques et le jour du bilan approche. Mais le problème de Xi, c'est que ses orientations ont encore aggravé les déséquilibres et que, dans certains domaines, il s'est tout simplement tiré une balle dans le pied, comme l'a montré sa politique de « zéro covid ». Sa politique de répression disproportionnée à Hong Kong a non seulement anéanti l'opposition et les organisations syndicales, mais a aussi largement contribué à tuer la poule aux œufs d'or de l'État-parti - le marché financier de la ville ayant toujours été la planche à billets de Pékin, mais aujourd'hui Hong Kong c'est « fini », comme l'a annoncé Stephen Roach, ancien président de Morgan Stanley Asia, qui avait commencé à travailler dans cette ville à la fin des années 1980. Certains grands médias occidentaux ont expliqué à Pékin qu'il devrait faire ce que Wen Jiabao, son prédécesseur, avait fait en 2008 et 2009, en lançant un plan de sauvetage de 634 millions de dollars US pour stimuler l'économie stagnante ou, du moins, faire quelque chose pour renforcer la confiance des consommateurs. Même si leurs conseils sont très discutables, le cœur du problème à l'heure actuelle est que Pékin n'a aucune stratégie crédible pour faire face à l'affaissement de l'économie.

Pour mieux comprendre le problème structurel de l'économie chinoise, il nous faut sans doute revenir à l'époque de Mao et, au terme de ce voyage, nos lecteurs comprendront que, malgré toutes les ruptures entre la Chine de Mao et celle de Deng, il y a aussi une grande continuité - l'empressement à « dépasser la Grande-Bretagne et à rattraper les États-Unis » a traversé les deux époques,

1. NdT. Ne pas confondre Li Qiang avec le précédent Premier ministre Li Keqiang, qui a été mis de côté sans cérémonie en mars 2023.

d'où cette stratégie de croissance fondée sur un taux d'investissement anormalement élevé qui est resté remarquablement le même. C'est tellement évident pour Li Qiang qu'il n'a pas pris la peine de développer ce point. Il lui suffisait de perpétuer la tradition du PCC. Nos lecteurs se doivent cependant de réexaminer cette question dont on ne parle pas assez, mais qui est d'une importance capitale, car cela permettra non seulement de mettre en lumière l'absurdité de la stratégie, mais aussi de mieux cerner le degré de réussite de la politique économique de Pékin.

«La production doit avoir la priorité sur le niveau de vie»

À l'époque de Mao, le programme d'industrialisation rapide du parti a été mis en œuvre par le biais de l'«économie planifiée». Mais la tension entre le gouvernement central et les bureaucraties provinciales a toujours été l'un des principaux obstacles à une croissance moins déséquilibrée de l'économie. L'«économie à planification centralisée» était tristement connue pour son manque d'efficacité, et les gouvernements provinciaux manquaient toujours de matériel, de main-d'œuvre qualifiée ou simplement de mesures incitatives, ce qui ne tardait pas à contraindre le gouvernement central à recourir périodiquement à l'allocation de ressources et de moyens - non pas aux populations locales, mais à la bureaucratie des provinces. Ces dernières, poussées par leurs propres intérêts, ont toujours été prêtes à saisir toute occasion d'obtenir plus de pouvoir (et donc plus d'intérêts matériels), avant de réaliser que l'heure des comptes n'allait pas tarder à arriver, car la décentralisation provoquait un surinvestissement et un chaos suffisant pour convaincre le gouvernement central de reprendre le pouvoir aux provinces. Ce «cycle» de *shou, si, fang* et *luan*, ou répétition de la centralisation, de la décentralisation et de la recentralisation, a affecté l'économie dès le départ.

Par l'exploitation impitoyable des surplus de main-d'œuvre, le régime a permis à l'État de financer un taux d'investissement absurde-ment élevé entre 1958 et 1980, qui a toujours été de près de 30 % (sauf au lendemain de la famine du début des années 1960). Cela s'est traduit non seulement par de

nombreux gaspillages, mais aussi et surtout par une baisse du niveau de vie des gens ordinaires. Les salaires ont été gelés pendant toute la période, malgré une croissance économique annuelle moyenne de plus de 4 %. En réponse aux travailleurs mécontents, la propagande du parti a mis en avant le slogan «la production doit avoir la priorité sur les conditions de vie du peuple».

Les quatre décennies de «réforme et d'ouverture» ont été une période où le capitalisme d'État (en partenariat avec le secteur privé) allait remplacer l'«économie planifiée», mais le taux d'investissement absurde-ment élevé promu par l'État s'est perpétué jusqu'à aujourd'hui. Aujourd'hui, il est même beaucoup plus élevé, dépassant les 30 % et se maintenant à plus de 40 % au cours des vingt dernières années, au prix d'une chute brutale de la part relative de la consommation des ménages dans le PIB, qui est passée de plus de 50 % au début des années 1980 à moins de 35% en 2010. Même si elle a commencé à augmenter depuis lors, elle n'a jamais atteint 40 % au cours des dernières années. La raison principale de cette baisse de la consommation des ménages est la diminution de la part des revenus du travail dans le revenu national.

Deux universitaires chinois ont mis en garde contre cette situation il y a déjà quelques années dans un article dont voici un extrait :

Le taux d'investissement de la Chine est supérieur de 30 % à la moyenne mondiale, tandis que son taux de consommation est inférieur de 30 % à la moyenne mondiale [...] et il en a résulté des capacités de production en excédent qui deviennent de plus en plus sérieuses.

Exporter les excédents de capacité

Pékin n'avait pas l'intention d'abandonner son obsession productiviste tant qu'elle pouvait continuer à exporter ses capacités excédentaires. L'annonce récente selon laquelle, les ventes de voitures électriques BYD ayant dépassé celles de Tesla, les États-Unis et l'Europe envisagent désormais des mesures de rétorsion, n'est qu'un exemple parmi d'autres de la manière dont l'atelier du monde, qui exporte ses problèmes dans le

monde entier, suscite de plus en plus de ressentiment et de mesures de rétorsion de la part des autres pays.

En ce qui concerne le marché intérieur, le PCC n'a pas tenu compte de la contrainte que représente le niveau relativement faible du revenu disponible des ménages parmi la population active, et a continué à encourager les gens à acheter leurs propres maisons, puis leurs résidences secondaires, tout en permettant aux gouvernements locaux d'accumuler des dettes dans le seul but de promouvoir le marché immobilier et leurs projets d'urbanisation. Maintenant, le jour du bilan est arrivé, et le cycle d'expansion a tourné à la débâcle. Xi est bien intervenu pour faire face à la méga-bulle à la fin de 2020 (la politique des trois lignes rouges), mais il était trop tard.

Il a assisté à la croissance rapide de la bulle depuis son arrivée au pouvoir en 2012, mais pendant dix ans, il n'a rien fait de substantiel pour refroidir la spéculation folle, sans même parler de rectifier le tir par rapport aux problèmes structurels que pose le productivisme. «Accumuler, accumuler! C'est Moïse et les prophètes!». Mais le capitalisme victorien de libre marché tel que Marx le décrivait faisait pâle figure face au capitalisme d'État chinois d'aujourd'hui. La vérité dérangeante est cependant qu'il y a toujours une limite à tout, notamment pour ce qui est de la pulsion d'accumulation et de la pulsion d'abus de pouvoir. Dans le cas de la Chine, nous sommes aujourd'hui en grande difficulté parce que ces deux pulsions sont achevées, comme nous l'a révélé le Congrès national du peuple en cours.

Que faire si le pilote n'a jamais piloté d'avion ?

Cette session du Congrès était très différente des précédentes, car il a été mis fin à la tradition qui voulait que le Premier ministre tienne une conférence de presse à la fin de la session, comme cela avait été le cas chaque année depuis 1993. Cela avait toujours été un moment très important pour permettre aux observateurs extérieurs d'avoir un aperçu de l'équilibre des pouvoirs entre les différentes factions au sommet de l'État. Donner la vedette au Premier ministre est un héritage politique de Deng Xiaoping :

Nous ne permettrons jamais que l'emprise du parti sur le gouvernement se relâche, pas même d'un seul millimètre, mais nous ne permettrons pas non plus le retour à l'autocratie de l'époque de Mao.

Cependant, c'est précisément ce que Xi fait en ce moment, à savoir non seulement en revenir à l'autocratie, mais aussi faire de son abus de pouvoir la nouvelle normalité. Il ne se contente pas de concentrer toutes les instances de pouvoir entre ses mains, il continue également à se placer à la tête d'une douzaine de groupes de travail de haut niveau pour acquérir encore plus de pouvoir. En pleine crise du crédit, Xi a créé en octobre dernier une nouvelle organisation, la Commission financière centrale, en apparence sous les auspices du Comité central du PPC. Bien que le chef de la CFC soit Li Qiang, la présente session du Congrès du peuple a déjà montré clairement qui est le véritable patron de cette CFC. L'intention de Xi semble être d'affaiblir davantage les institutions financières de l'État, telles que les différentes instances de régulation.

Le problème, cependant, est de savoir si Xi sait quoi que ce soit du fonctionnement du capitalisme ou de son marché financier. En janvier dernier, nous avons vu les régulateurs du marché, dans la hâte de prévenir une chute brutale, ordonner aux investisseurs institutionnels de ne pas procéder à des ventes nettes d'actions certains jours. Cela revient à fermer le couvercle d'une marmite en ébullition pour l'empêcher de déborder. Cette mesure ne fait qu'éroder davantage la confiance du marché. Pour être honnête, Li Qiang a annoncé qu'il allait émettre des obligations d'État d'une valeur de mille milliards de RMB (ou 139 milliards de dollars) afin de lever des fonds pour soutenir une économie en manque de liquidités. Ce montant est minuscule par rapport au risque de défaillance des gouvernements locaux, qui ont une dette de 94 000 milliards de RMB, dont 3 200 milliards arriveront à échéance à la fin de l'année. Sans oublier que les promoteurs immobiliers ont également besoin de 2 000 milliards de dollars américains rien que pour liquider leurs stocks.



Le professeur Li a quelque chose à vous dire

Ou Xi a-t-il un plan plus radical en tête? La seule chose dont nous pouvons être sûrs, c'est que Xi dispose de nombreux leviers pour résoudre la crise émergente. En cas de nouvelles désagréables sur les marchés, il peut tout simplement les faire disparaître en fumée. Après la publication en mai dernier de statistiques montrant que le taux de chômage des jeunes dépassait les 20 %, le gouvernement a tout simplement cessé de publier ces chiffres. Très vite, d'autres statistiques sont venues s'ajouter à la liste des informations censurées: baisse du taux de natalité, chute de la confiance des consommateurs et des marchés financiers, etc. Notre dirigeant avait résolu tous ces problèmes en les balayant simplement sous le tapis.

Le Congrès du peuple a donc fait un excellent travail, une fois de plus, en rappelant à la population qu'avec Xi Jinping à sa tête, personne ne devrait s'inquiéter de quoi que ce soit - il est tellement doué pour éliminer les problèmes en éliminant ceux qui les ont signalés, comme le dit le proverbe chinois. Les lecteurs étrangers se rendent rarement compte du fait que, tout au long des sessions du congrès, des pétitionnaires tentent d'adresser au gouvernement toutes sortes de doléances, parce que leur apparition en public n'est pas autorisée. Les «délégués du peuple» présents dans la grande salle se moquent éperdument de ces pétitionnaires. Il en va de même pour les médias officiels. Parfois, la détresse de ces pétitionnaires est rapportée par un compte privé sur les médias sociaux. Le commentaire suivant sur ce message à propos des pétitionnaires mérite d'être cité :

Qu'ils ont de la chance d'avoir pu quitter leur province et se rendre à Pékin²!

La conséquence désastreuse du lavage de cerveau est que les pétitionnaires ne savent pas que l'Administration nationale des plaintes et des propositions publiques (vers laquelle les pétitionnaires se tournent)

2. Il est courant que les autorités locales empêchent, par la force, les pétitionnaires de se rendre à Pékin pour adresser une pétition au gouvernement central.

n'est pas autre chose que la collaboratrice de ceux qui leur ont causé des torts.

Il n'y a pas d'autre solution que de renverser le Parti communiste.

Les gens sont privés du droit d'être entendus, tout au plus peuvent-ils exprimer leur mécontentement en privé par l'intermédiaire des médias sociaux, mais même cette possibilité est régulièrement supprimée.

Aujourd'hui, c'est le très connu «professeur Li» qui «est devenu un organe d'information à lui tout seul et une source essentielle d'informations sur les manifestations en Chine tant pour les personnes qui se trouvent à l'intérieur que pour celles qui se trouvent à l'extérieur du grand pare-feu informatique», comme l'a rapporté *The Nation*. Le professeur Li est un immigré chinois de 32 ans qui vit en Italie, mais il a suffisamment de contacts chinois pour publier toutes sortes d'informations sur son compte Twitter. Il est devenu célèbre lors du mouvement des feuilles blanches à la fin de l'année 2022³. Selon des informations récentes, les autorités ont décidé de s'en prendre à lui en harcelant ses abonnés en ligne, dont le nombre s'élève à un million. Les lecteurs étrangers qui souhaitent écouter les voix d'en bas sont invités à suivre «Teacher Li» – mais si vous le faites, surveillez vos arrières.

Traduction de Pierre Vandevorde pour ESSF
publiée par [Europe solidaire sans frontières](#),
10 mars 2024.

3. NdT. Mouvement appelé ainsi parce que les manifestants brandissaient des pancartes sans aucune inscription.



Pourquoi la Chine ne peut pas se décarboner

Richard Smith

Cet article affirme qu'en dépit des intentions déclarées du président Xi Jinping, la Chine ne pourra pas tenir son engagement de neutralité carbone. Premièrement, il existe des obstacles techniques insurmontables à la décarbonisation des industries « difficiles à réduire » qui représentent environ la moitié des émissions de dioxyde de carbone de la Chine. Deuxièmement, il y a des obstacles politiques insurmontables liés au souci primordial de Xi de sauver le Parti communiste chinois du sort du Parti communiste d'Union soviétique en remportant la course à la suprématie technique et en dépassant les États-Unis pour devenir la première superpuissance mondiale. À cette fin, il n'a d'autre choix que de maximiser la croissance des industries qui font exploser les émissions de la Chine.

Mon livre *China's Engine of Environmental Collapse*¹ s'ouvre sur une question : étant donné que le Parti communiste chinois dirige l'un des États policiers les plus féroces au monde, pourquoi ses dirigeants ne peuvent-ils pas obliger leurs subordonnés à supprimer la pollution, y compris les émissions de dioxyde de carbone (CO₂), même celles provenant des propres industries de l'État ? En effet, comme l'ont souligné des études récentes, les émissions de gaz à effet de serre (GES) des entreprises d'État dans les secteurs de l'électricité, de l'acier, du ciment, du raffinage du pétrole et d'autres industries dépassent celles de nations industrialisées entières. L'année dernière, China Baowu, le plus grand sidérurgiste du monde, a produit plus d'émissions que l'Espagne, vingt-quatrième émetteur mondial. China Petroleum & Chemical a émis plus que le Canada, onzième

émetteur mondial². Dans son discours largement acclamé devant l'Assemblée générale des Nations unies le 23 septembre 2020, le président chinois Xi Jinping s'est engagé à « passer à un mode de développement vert et à faible émission de carbone » et à « atteindre le pic des émissions de CO₂ du pays avant 2030 et la neutralité carbone avant 2060³ ». Étant donné que les entreprises mentionnées sont directement contrôlées par Pékin, on pourrait penser que Xi est en mesure de les obliger à faire le ménage. Après tout, il est souvent avancé – comme par Yifei Li et Judith Shapiro, par exemple – que la dictature de la Chine devrait être un avantage dans ce contexte :

Étant donné le peu de temps qu'il reste pour atténuer le changement climatique et protéger des millions d'espèces de l'extinction, nous devons nous demander si un autoritarisme vert peut nous montrer la voie⁴.

Puisque les patrons du PCC n'ont pas à faire face à des audiences publiques, des études environnementales, des législatures récalcitrantes, des syndicats, une presse critique, etc., Xi devrait être en mesure de forcer les pollueurs appartenant à l'État à cesser

1. Richard, Smith, *China's Engine of Environmental Collapse*, Londres, Pluto Press, 2020.

2. « The Chinese Companies Polluting the World More than Entire Nations », *Bloomberg*, 24 octobre 2021 ; Aaron, Clark, « State-Backed Firms Emit 7.5 Billion Tons of Carbon a Year, Study Finds », *Bloomberg*, 3 février 2022 ; World Population Review, « CO₂ Emissions by Country 2022 ».

3. Jinping Xi, « Full Text: Xi Jinping's Speech at the General Debate of the 75th Session of the United Nations General Assembly », *CGTN*, 23 septembre 2020 ; Richard Smith, « Climate Arsonist Xi Jinping : A Carbon-Neutral China with a 6 % Growth Rate ? », *Real-World Economics Review*, n° 94, 9 décembre 2020.

4. Yifei Li et Judith Shapiro, *China Goes Green : Coercive Environmentalism for a Troubled Planet*, Cambridge, Polity Press, 2020.



de polluer sinon, et de mener à bien la transition vers les énergies renouvelables qu'il a promise⁵. Pourquoi ne le fait-il pas ?

Dans son évaluation la plus catastrophique à ce jour, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat⁶ a déclaré en avril que «c'est maintenant ou jamais». Seules des réductions «rapides, profondes et immédiates» des émissions de dioxyde de carbone peuvent empêcher l'emballement du réchauffement climatique et l'effondrement de la civilisation. Pour maintenir le réchauffement de la planète en dessous de 1,5 °C, l'utilisation du charbon doit diminuer de 95 % d'ici à 2050, celle du pétrole de 60 % et celle du gaz de 45 %. Les diminutions nécessaires pour limiter le réchauffement à 2 °C ne sont pas très différentes. Dans tous les scénarios, il n'est plus possible de construire de nouvelles centrales électriques à combustibles fossiles et la plupart des centrales existantes doivent être mises hors service. Le message du GIEC est clair : «Tout nouveau retard dans l'action concertée et anticipée au niveau mondial

fera manquer une brève occasion de garantir une planète vivable et un avenir durable pour tous⁷».

La plupart des grandes démocraties industrielles capitalistes du monde ont réduit leurs émissions de GES dans une certaine mesure. Aux États-Unis, les émissions de dioxyde de carbone ont diminué de 14 % en 2020 par rapport au pic atteint en 2005 ; les émissions des 27 États membres de l'Union européenne ont diminué de 32 % par rapport au pic atteint en 1981 ; et les émissions du Japon ont diminué de 14 % par rapport au pic atteint en 2013⁸. Certes, ces réductions sont encore insuffisantes pour respecter leurs engagements respectifs à Paris (et leurs engagements à Paris sont eux-mêmes insuffisants pour empêcher les températures mondiales de dépasser 1,5 °C), mais au moins elles sont en baisse.

En revanche, sous Xi Jinping, tout comme sous ses prédécesseurs, les émissions de dioxyde de carbone de la Chine ont augmenté sans relâche, faisant plus que quadrupler entre 1990 et 2020. Climate Action Tracker estime qu'en 2021, les émissions de la Chine ont augmenté de 3,4 % pour atteindre 14,1 gigatonnes d'équivalent dioxyde de carbone (GtCO₂e), soit près du triple de celles des États-Unis (4,9 GtCO₂e) pour un produit

5. Richard Smith, «China's Drivers and Global Ecological Collapse», *Real-World Economics Review*, n° 82, 13 décembre 2017 ; Richard Smith, «Climate Arsonist Xi Jinping...», art. cité.

6. Intergovernmental Panel on Climate Change, «IPCC Sixth Assessment Report», Genève, IPCC, www.ipcc.ch/report/ar6/wg3, 2022.

7. *Ibid.*

8. Climate Action Tracker (CAT), «Climate Action Tracker website. climateactiontracker.org/countries», sd.

intérieur brut trois fois moins important⁹. Depuis 2019, les émissions de la Chine ont dépassé celles de tous les pays développés réunis et représentent actuellement 33 % du total des émissions mondiales¹⁰. Paradoxalement, la Chine occupe la première place mondiale en termes de capacité installée de production d'électricité éolienne et solaire. Pourtant, 85,2 % de la consommation d'énergie primaire de la Chine en 2020 était encore assurée par des combustibles fossiles, soit une baisse de seulement 7 % par rapport aux 92,3 % de 2009¹¹. Et malgré d'énormes investissements dans des parcs solaires et éoliens géants dans de nombreuses provinces et régions autonomes, les combustibles fossiles (principalement le charbon) représentaient encore 67,4 % de la production d'électricité en 2021, tandis que l'éolien n'y contribuait que pour 7,8 % et le solaire pour à peine 3,9 %¹². Au cours du premier semestre 2021, après la première vague de covid-19, les émissions de dioxyde de carbone de la Chine ont dépassé les niveaux pré-pandémiques pour atteindre une augmentation record de 20 % au deuxième trimestre, avant de redescendre à la fin de 2021 et au premier semestre 2022, lorsque l'effondrement de l'immobilier, les blocages d'Omicron et les réductions de l'hydroélectricité dues à la sécheresse ont réduit la croissance économique à près de zéro au cours de l'été¹³.

9. Energy Information Administration, «US Energy-Related CO2 Emissions Rose 6 % in 2022», *Today in Energy*, 13 mai 2022; Climate Action Tracker (CAT), «Climate Action Tracker website. climateactiontracker.org/countries», art. cité.

10. International Energy Agency (IEA), «Global Energy Review 2021», Paris, 2021, www.iea.org/reports/global-energy-review-2021; Kate Larsen et col., «China's Greenhouse Gas Emissions Exceeded the Developed World for the First Time in 2019», *Research Note*, 6 mai 2021.

11. BP, «Statistical Review of World Energy 2021», Londres, 2021.

12. Lauri Myllyvirta, «Analysis: What Do China's Gigantic Wind and Solar Bases Mean for Its Climate Goals?», *Carbon Brief*, 3 mai 2022; China Energy Portal, «Electricity & Other Energy Statistics (Preliminary)», *China Energy Portal*, 27 janvier 2022.

13. Tom Hancock, «Top China Forecaster Sees GDP Growth Near Zero in Third Quarter», *Bloomberg*, 17 décembre 2021; Lauri Myllyvirta, «Analysis: China's CO2 Emissions Fall by Record 8 % in Second Quarter of 2022», *Carbon Brief*, 9 janvier 2022; Primrose Riordan

Renforcer le recours au charbon et compromettre la transition vers les énergies renouvelables

Depuis 2016, le gouvernement chinois a promis à plusieurs reprises d'éliminer progressivement le charbon et la production d'électricité à partir du charbon, pour ensuite revenir sur ses engagements¹⁴. Alors que les centrales au charbon sont mises hors service dans le monde entier, la Chine a approuvé une série de nouvelles mines de charbon et de centrales au charbon. En mars 2022, la Commission nationale pour le développement et la réforme s'est engagée à augmenter la production nationale annuelle de charbon de 300 millions de tonnes. En avril, le gouvernement a approuvé la construction d'une nouvelle méga-caverne à Ordos, qui produira 15 millions de tonnes par an pendant près d'un siècle¹⁵. La Chine produit et consomme la moitié du charbon mondial et la production nationale de charbon a atteint des niveaux records en 2021. Le nouveau plan quinquennal souligne le rôle essentiel du charbon pour «assurer les besoins énergétiques de base» et soutenir le système électrique du pays¹⁶. La Chine a promis de cesser de construire des centrales électriques au charbon à l'étranger, mais elle construit plus de 200 nouvelles centrales au charbon sur son territoire dans le but de stimuler la croissance économique, de maintenir les emplois dans les régions tributaires du charbon et d'assurer l'autosuffisance énergétique, enfermant le pays dans une dépendance au charbon pour de nombreuses décennies à venir, faisant dérailler la transition vers les énergies renouvelables et compromettant la promesse faite par Xi à l'ONU de passer à un mode de développement vert

et Leslie Hook, «China's Carbon Emissions Fall 8 % as Economic Growth Slows», *Financial Times*, 31 août 2022.

14. Richard, Smith, *China's Engine of Environmental Collapse*, op. cit., p. XV-XVI.

15. «North China's Energy Center to Launch a New Coal Mine with Over 2 Billion Tons of Reserves», *Global Times*, 7 avril 2022.

16. Nadya, Yeh, «China Doubles Down on Coal», *SupChina*, 7 avril 2022.

et à faible émission de carbone¹⁷. En 2020, le gouvernement chinois a approuvé 47 gigawatts de nouveaux projets de centrales au charbon, soit plus de trois fois la nouvelle capacité approuvée en 2019. En 2021, il a approuvé 73,5 gigawatts supplémentaires d'énergie au charbon, soit plus de cinq fois les 13,9 gigawatts proposés dans le reste du monde cette année-là¹⁸. Avec la sécheresse estivale sans précédent de cette année, qui a asséché les rivières du sud de la Chine et réduit la production d'hydroélectricité de 40 %, le gouvernement double la mise sur le charbon et les responsables s'inquiètent de la fiabilité des énergies renouvelables, exprimant même leur scepticisme à l'égard de l'idée même d'éliminer progressivement le charbon¹⁹.

Et il n'y a pas que le charbon. Le gouvernement chinois a investi dans la production de pétrole et de gaz, dans les raffineries et dans la construction de gazoducs en provenance du Kazakhstan et de la Russie pour importer du gaz naturel. À lui seul, le gazoduc sibérien permettra à la Chine d'importer 1,3 trillion de pieds cubes de gaz naturel par an (deux tiers de ce que la Russie fournit à l'Allemagne) jusqu'en 2049²⁰. La Chine est désormais le premier importateur mondial de gaz naturel et de pétrole. Les gazoducs représentent des investissements considérables et leur construction prend des années. Il est difficile de croire que le gouvernement qui investit des centaines de milliards de dollars dans de nouvelles mines de charbon, des puits de pétrole, des raffineries et des gazoducs ait réellement l'intention de commencer à les fermer dans sept ans seulement.

17. Echo Xie, «China's US\$7 Trillion Spending Spree Aims to Save Economy – But Will Its Reliance on Fossil Fuels Put the Planet at Risk?», *South China Morning Post*, 23 mars 2020.

18. Michael Standaert, «Despite Pledges to Cut Emissions, China Goes on a Coal Spree», *Yale Environment*, n° 360, 24 mars 2021.

19. «Thermal Power Plants in Sichuan Firing on All Cylinders to Combat Drought-Induced Power Shortage», *Global Times*, 23 août 2022 ; Primrose Riordan et Gloria Li, «China Boosts Coal Usage as Extreme Heat Triggers Power Shortages», *Financial Times*, 18 août 2022.

20. Robert Darwell, «China's Green NGO Climate Propaganda Enablers», *Real Clear Energy*, 21 décembre 2020.

En résumé, loin de la «transition vers un mode de développement vert et à faible émission de carbone», l'ultra-autoritaire Xi Jinping est en train de développer la grande économie industrielle la plus intensive en carbone du monde. Le Parti-État a abandonné la transition vers les énergies renouvelables en faveur d'une approche «tout ce qui précède» de la production d'énergie: plus de solaire et d'éolien, mais encore plus de combustibles fossiles. La question est de savoir pourquoi. Je pense qu'il y a deux raisons principales à cela.

Obstacles techniques à la décarbonisation des industries difficiles à abattre

La première raison est d'ordre technique. J'affirme qu'il existe des obstacles techniques insurmontables à la décarbonisation de l'économie chinoise, en particulier dans un délai qui compte pour la survie de l'humanité. Commençons par ce que l'on appelle collectivement les industries «difficiles à abattre», qui représentent environ la moitié des émissions de gaz à effet de serre de la Chine. Le premier problème de Xi est que la Chine abrite la plus grande concentration au monde d'industries à forte intensité de carbone et difficiles à éliminer, comme l'acier et le ciment. La production d'électricité thermique (90 % à partir de charbon, 10 % à partir de gaz) représente 32 % des émissions totales de dioxyde de carbone de la Chine. C'est pourquoi le remplacement des centrales électriques au charbon par des générateurs solaires et éoliens pourrait réduire les émissions de la Chine d'environ un tiers – un gain énorme si cette transition peut être mise en œuvre²¹. Mais la production d'électricité est le fruit le plus facile à atteindre en matière d'atténuation des émissions de carbone – l'un des rares secteurs dans lesquels la croissance économique peut être découplée de la croissance des émissions.

Au moins 47 % des émissions de GES de la Chine proviennent de l'industrie manufacturière et d'autres industries difficiles à abattre, dont la plupart ne peuvent pas être décarbonisées de manière significative

21. Richard Smith, «Climate Arsonist Xi Jinping...», art. cité, p. 49-51.

avec les technologies actuelles ou prévues, que ce soit du tout ou à temps pour éviter un réchauffement planétaire excessif et un effondrement du climat. L'acier, l'aluminium, le ciment, l'aviation, le transport maritime, le transport routier lourd, les produits chimiques, les plastiques, les textiles synthétiques et l'électronique se distinguent. Comme je l'ai expliqué ailleurs²², la décarbonisation de ces industries a défié tous les efforts déployés à ce jour, tant en Chine qu'en Occident, et bien que les scientifiques et les ingénieurs travaillent sur de nombreuses nouvelles technologies - acier vert à l'hydrogène, avions électriques et à hydrogène, piégeage et stockage du carbone, etc.

Par exemple, les analystes de Bloomberg's New Energy Frontier estiment qu'avec un programme d'urgence, l'industrie sidérurgique mondiale pourrait remplacer le charbon par l'hydrogène pour 10 à 50 % de la production avant 2050²³. McKinsey a estimé qu'avec un financement massif, l'hydrogène pourrait répondre à 14 % des besoins énergétiques totaux des États-Unis d'ici à 2050²⁴. À ce rythme, pourquoi s'en préoccuper ? Pire encore, 96 % de l'hydrogène commercialisé dans le monde est dérivé de combustibles fossiles. La production d'hydrogène «vert» nécessiterait la construction rapide d'une nouvelle industrie d'électrolyse, énorme et incroyablement coûteuse, basée sur des technologies qui en sont encore à leurs balbutiements et qui n'ont pas encore fait leurs preuves à grande échelle. Même si une telle industrie pouvait être construite au cours des prochaines décennies, les risques considérables liés au transport, au stockage et à l'alimentation en toute sécurité des aciéries et des véhicules, sans parler des avions de ligne, avec de l'hydrogène, n'ont pas non plus de solution toute faite. Le ciment, l'aluminium, l'aviation, les produits chimiques, les plastiques et toutes les autres industries difficiles à abattre sont confrontés à des contraintes similaires. En outre, les obstacles techniques à l'atténuation des émissions de

carbone s'appliquent aussi bien à l'Occident capitaliste qu'à la Chine communiste. Comme l'a écrit George Monbiot, chroniqueur environnemental au *Guardian*, en 2007, à propos de l'industrie aéronautique :

Il n'y a pas de solution technique. Il est impossible de concilier la croissance de l'aviation et la nécessité de lutter contre le changement climatique [...]. Une réduction de 90 % des émissions exige non seulement l'arrêt de la croissance, mais aussi l'immobilisation au sol de la plupart des avions qui volent aujourd'hui. Je reconnais que ce message ne sera pas très populaire. Mais il est difficile de voir comment une conclusion différente peut être tirée des preuves disponibles²⁵.

Quinze ans plus tard, l'industrie aéronautique mondiale n'a toujours pas d'alternative viable au kérosène pour les avions de ligne - mais l'urgence climatique à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui est bien plus désespérée, d'où la nécessité de ranger ces avions, ainsi que les voitures, les camions, les bateaux de croisière, les porte-conteneurs, etc. L'activiste climatique Greta Thunberg a raison : « Notre maison est en feu. Nous devons agir en conséquence²⁶. »

Toutes les discussions sur les taxes sur le carbone, le plafonnement et l'échange, et la capture et la séquestration du carbone sont illusoire²⁷. La Chine doit réduire « rapidement, profondément et immédiatement » ses émissions de dioxyde de carbone est de « serrer le frein d'urgence » : commencer immédiatement à réduire et/ou à fermer les milliers d'industries inutiles, gaspilleuses, nocives et polluantes, telles que la production gaspilleuse de produits jetables, d'articles ménagers et appareils en plastique peu solides et non réparables, de chaussures jetables, en passant par la « *fast fashion* », l'eau en bouteille, les meubles Ikéa en bois

22. Richard Smith, « Climate Arsonist Xi Jinping... », art. cité.

23. *Ibid.*, p. 34-35.

24. Ivan Penn et Clifford Krauss, « California Is Trying to Jump-Start the Hydrogen Economy », *The New York Times*, 11 novembre 2020.

25. George Monbiot, *Heat: How We Can Stop the Planet from Burning*, Cambridge, Penguin, 2007, p. 174.

26. Greta Thunberg, « "Our House Is On Fire" : Greta Thunberg, 16, Urges Leaders to Act on Climate », *The Guardian*, 25 janvier 2019.

27. Richard Smith, *Green Capitalism: The God That Failed*, Bristol, World Economic Association Books, 2016 ; Richard Smith, « An Ecosocialist Path to Limiting Global Temperature Rise to 1.5°C. », *Real-World Economics Review*, n° 87, 19 mars 2019.

aggloméré et les nouvelles versions haut de gamme mais jetables des iPhones; arrêter la «production aveugle» d'acier inoxydable, d'aluminium, de verre, de voitures, d'avions de ligne «*made in China*», de voitures autopilotées, de bateaux de croisière, d'appareils électroménagers «intelligents», de copieurs et d'imprimantes, de parcs d'attractions, de ponts en verre et de drones de loisir; mettre fin à la «construction aveugle» de condominiums de type Ponzi, de «villes fantômes», d'aéroports «internationaux» inutiles dans des villes de province, de trains à grande vitesse vides sur des itinéraires peu fréquentés, de gratte-ciel encore plus hauts, de ponts et des tunnels encore plus longs; fermer toutes les centrales électriques au charbon, à l'exception de celles qui sont indispensables, et mettre un terme au formidable gaspillage d'énergie utilisé pour produire toute cette camelote inutile et suréclairer les villes chinoises²⁸.

Je ne vise pas la Chine en particulier. J'ai avancé les mêmes arguments en ce qui concerne l'Occident capitaliste²⁹. Je ne dis pas non plus que nous devons revenir aux cabanes en rondins et aux chevaux et charrettes. Ce que je dis, c'est que la poursuite d'une croissance économique infinie sur une planète finie va tous nous tuer, et bientôt. Avec plus de 7 milliards de personnes entassées sur une petite planète bleue, nous devons freiner une croissance incontrôlée. Nous devons «contracter et faire converger» la production autour d'une moyenne globalement durable et acceptable, capable d'assurer une vie digne à tous les peuples du monde tout en laissant d'amples ressources aux générations futures d'êtres humains ainsi qu'à la faune et à la flore avec lesquelles nous partageons cette planète et dont nous dépendons de manière critique.

Si nous ne le faisons pas, nous sommes condamnés (j'ai essayé de montrer comment une telle réorganisation globale de nos économies pourrait nous donner non seulement

une économie durable sur le plan environnemental, mais aussi un meilleur mode de vie³⁰). Mais la suppression de la production est la seule option que le président Xi ne peut accepter, car ces industries difficiles à supprimer ont été indispensables à l'essor de la Chine et sous-tendent ses aspirations à «rendre à la Chine sa grandeur», à gagner la course à la technologie et à dépasser les États-Unis.

Les moteurs politiques et les obstacles à la décarbonisation

La deuxième raison est donc politique. Quels sont les moteurs de la croissance en Chine? La Chine est l'économie la plus complexe du monde, avec de nombreux moteurs et obstacles à la réduction des émissions. On y trouve tous les types de capitalisme: capitalisme d'État, capitalisme de joint-venture, capitalisme de gangsters, capitalisme de chambre de commerce, etc.

En gros, l'économie industrielle comprend officiellement le secteur public planifié par l'État (50 % de la production industrielle), le secteur des joint-ventures à participation étrangère (30 %) et le secteur privé (20 %)³¹. Le secteur privé et les joint-ventures sont bien sûr motivés par la maximisation des profits. Le gouvernement possède également quelques entreprises étrangères (telles que Syngenta et Volvo) qu'il gère comme des sociétés d'État. L'économie d'État a été modernisée et partiellement commercialisée, mais sa structure n'a guère changé depuis l'époque de Mao Zedong.

Ce secteur fonctionne selon différentes maximes. La croissance du secteur d'État est stimulée par la classe dirigeante du PCC, par ses besoins, ses craintes et ses ambitions subjectivement ressentis, et projetée par les planificateurs centraux dans des plans quinquennaux visant à atteindre leurs objectifs. Je soutiens que le développement économique de la Chine dirigé par l'État est propulsé par cinq moteurs uniques d'hypercroissance.

Premièrement, au niveau le plus élevé,

28. «Cruises Boom as Millions of Chinese Take to the Seas», [Bloomberg](#), 14 mai 2017, ; Richard Smith, *China's Engine of Environmental Collapse*, op. cit., chap. 7; Barry van Wyk, «The Age of Smart Homes and Smart Products Has Started in China's Cities», [SupChina](#), 4 avril 2022.

29. Richard Smith, *Green Capitalism: The God That Failed*, op. cit.

30. Richard Smith, «Six Theses on Saving the Planet», [The Next System Project](#), 14 novembre 2016.

31. Richard Smith, «Why China Isn't Capitalist (Despite the Pink Ferraris)», [Spectre](#), 17 août 2020.

l'hypercroissance est alimentée par l'ambition et la peur du PCC.

Depuis que Mao a pris la tête du PCC dans les années 1930, le Parti-État a été dirigé par une élite autoproclamée d'ultranationalistes. Mao était avant tout un ethnonationaliste dans la tradition des « auto-renforceurs » chinois du 19^e siècle et du début du 20^e siècle. Ces derniers ne se contentaient pas de moderniser et d'industrialiser leur pays pour rattraper l'Occident. De Sun Yat-sen à Mao, Deng Xiaoping et Xi, les dirigeants chinois ont tous été obsédés par un objectif primordial : surmonter le « siècle d'humiliation » de la Chine, atteindre la « richesse et la puissance » et « dépasser l'Occident » pour récupérer ce qu'ils imaginent être la fierté méritée de la Chine en tant que première civilisation et culture dans l'histoire du monde. Selon eux, la Chine devrait être le « leader naturel du genre humain », le successeur légitime de « l'Occident en déclin », parce qu'elle est une « superpuissance d'un type nouveau », moralement et politiquement supérieure³².

Depuis 1949, les dirigeants chinois sont également motivés par la crainte d'une restauration capitaliste, voire d'une prise de contrôle de leur économie par des entreprises occidentales. En tant que classe dirigeante d'un parti communiste basé sur l'État dans un monde dominé par des nations capitalistes plus avancées et plus puissantes, Mao et ses successeurs ont compris, comme Staline et ses successeurs, qu'ils devaient dépasser les États-Unis pour devenir la première superpuissance mondiale. L'échec des Russes dans la course à l'économie et aux armements avec les États-Unis a condamné le parti communiste soviétique, et les successeurs de Mao, notamment Deng et Xi, ont été déterminés à éviter cette erreur. Ainsi, le principal moteur de l'hypercroissance est la détermination du parti à construire une superpuissance industrielle relativement autosuffisante en protégeant les industries d'État (quelle que soit leur pollution), en accélérant la substitution des importations et

32. Angang Hu, *China in 2020 : A New Type of Superpower*. Washington, Brookings Institution, 2011 ; Richard Smith, « On Contradiction : Mao's Party-Substitutionist Revolution in Theory and Practice [in 4 parts] », *New Politics*, 7 juin 2022 ; Mingfu Liu, *The China Dream*, New York, CN Times Books, 2015.



en atteignant une supériorité technologique par rapport à l'Occident.

Deuxièmement, les dirigeants chinois doivent maximiser l'emploi pour maintenir la «stabilité», même si cela signifie souvent produire du charbon et de l'acier superflus, des infrastructures inutiles, des villes fantômes, etc. La maximisation de l'emploi est l'un des principaux moteurs de la surproduction, de la surconstruction, de la «croissance aveugle», de la «démolition aveugle», de l'«investissement aveugle» et du gaspillage inconsidéré d'énergie et de ressources dans l'ensemble de l'économie.

Troisièmement, ils doivent également maximiser le consumérisme. Dans le sillage de l'effondrement du Parti communiste soviétique en 1991 et de l'expérience de mort imminente vécue par les communistes chinois lors des manifestations de la place Tiananmen en 1989, les dirigeants du PCC ont décidé de créer une économie de consommation de masse et d'augmenter les revenus pour détourner l'attention de la population de la politique au profit de la consommation. Depuis le début des années 1990, le gouvernement a encouragé une folie consumériste après l'autre : voitures, condominiums, centres commerciaux, tourisme, terrains de golf, parcs à thème, bateaux de croisière, livraison de nourriture, jeux vidéo, achats en ligne, et bien d'autres choses encore. Après des siècles de pauvreté et des décennies d'austérité maoïste, les Chinois auraient dû voir leur niveau de vie s'améliorer³³. Pourtant, la promotion d'un consumérisme aveugle pour le plaisir de consommer, sur le modèle du capitalisme occidental, a fortement contribué à la crise des déchets et de la pollution en Chine et dans le monde³⁴.

Quatrièmement, la concurrence intrabu-reaucraticque stimule la croissance. En 1992, Deng a conclu un accord de partage des bénéfices avec les fonctionnaires locaux et

provinciaux (les propriétaires nominaux de la plupart des entreprises d'État), leur donnant le droit de vendre sur le marché libre la production excédentaire et secondaire, et de partager les bénéfices avec l'État³⁵. Il les a ensuite exhortés à «faire croître le produit intérieur brut». Cela a certainement donné un coup de fouet à la croissance, en fournissant un plus large éventail de biens et de services. Mais l'introduction d'incitations commerciales dans le cadre de l'ancien système bureaucratique de propriété collective et d'extraction de surplus a également exacerbé bon nombre des irrationalités de ce système, tout en ajoutant de nouvelles irrationalités au capitalisme³⁶. Dans ce système particulariste compartimenté, les possibilités pour les fonctionnaires d'augmenter les revenus de leurs comtés, municipalités ou provinces (et de s'enrichir par des moyens légaux et illégaux) étaient largement confinées aux périmètres de leurs propres bailliages. Ils se sont donc retrouvés dans une compétition à somme nulle avec les fonctionnaires d'autres municipalités ou provinces pour les marchés, les crédits centraux et la promotion, de sorte que, comme l'a dit un fonctionnaire, «chaque localité se voit comme si elle était un pays séparé³⁷». En conséquence, l'exhortation de Deng a rapidement donné lieu à des «tournois» de PIB, les fonctionnaires locaux rivalisant pour augmenter leurs taux de croissance afin d'améliorer leurs références. Par exemple, alors que le 11^e plan quinquennal fixait l'objectif national de croissance du PIB à 7,5 %, les 31 provinces chinoises ont toutes fixé des objectifs plus élevés. La moyenne était de 10,1 %. La croissance du PIB local, stimulée par la concurrence, a à son tour poussé le PIB national à dépasser les objectifs planifiés. Depuis 1978, les planificateurs centraux n'ont jamais fixé d'objectifs de croissance supérieurs à 8 % par an, mais cet objectif a été régulièrement dépassé. Au cours de la période 1983-1988, la croissance du PIB s'est élevée en moyenne à 11,9 %, atteignant 15,2 % en 1985. De 1992 à 2011,

33. «Cruises Boom as Millions of Chinese Take to the Seas», Bloomberg, 2017, art. cité.

34. Jing Li, «China Produces about a Third of Plastic Waste Polluting the World's Oceans», *South China Morning Post*, 13 février 2015 ; Ronggang Chen, «The Mountains of Takeout Trash Choking China's Cities», *Sixth Tone*, 15 octobre 2017.

35. Jinglian Wu, *Chinese Economic Reform*, Mason, Thomson, 2005, p. 146-151.

36. Richard, Smith, *China's Engine of Environmental Collapse*, op. cit., chap. 5

37. Richard, Smith, *China's Engine of Environmental Collapse*, op. cit.

la croissance du PIB a été en moyenne de 10,5 %, atteignant 11 % et 14 % au plus fort du boom en 2006 et 2007, respectivement. Le gouvernement tente de supprimer la surproduction «zombie» de charbon, d'acier, d'aluminium, de verre, de logements, de voitures et d'autres produits depuis des décennies, en grande partie sans succès.

Cinquièmement, la corruption est l'un des principaux moteurs de l'hypercroissance. Grâce à la réforme du marché, le gouvernement chinois est devenu l'État le plus riche du monde, avec des rivières de liquidités provenant des bénéfices des entreprises d'État, des impôts, des excédents commerciaux, etc. Son magot de 3000 milliards de dollars en devises étrangères est le plus important au monde. Tous ces trésors sont la propriété du Parti-État, mais les fonctionnaires du PCC n'ont aucun droit légal sur ces biens. Ils n'ont légalement droit qu'à leurs salaires et avantages insignifiants. Pourtant, comme nous le savons, les dirigeants chinois sont extrêmement riches³⁸. Les seuls moyens dont disposent les fonctionnaires pour s'approprier «leur part» de ces excédents sociaux sont illégaux. Ainsi, des princes aux maires locaux et aux secrétaires du parti, les fonctionnaires ont utilisé et monnayé leur pouvoir pour piller l'État. Des centaines de hauts fonctionnaires ont été poursuivis pour corruption, détournement de fonds, vente de bureaux et autres délits connexes. La corruption a également alimenté la croissance. Des villes fantômes aux trains à grande vitesse, une proportion inconnue mais sans aucun doute énorme de la surproduction et de la surconstruction de la Chine n'aurait pas été produite si les cadres n'avaient pas eu la possibilité de voler encore plus³⁹.

En résumé, les objectifs de croissance planifiée de 6 à 8 % par an, la concurrence intrabureaucratique pour maximiser le PIB, les efforts du gouvernement pour maximiser l'emploi et le consumérisme, ainsi que la corruption sont, dans l'ensemble, des moteurs d'hypercroissance encore plus puissants que

38. Juliette Garside et David Pegg, «Panama Papers Reveal Offshore Secrets of China's Red Nobility», *The Guardian*, 6 avril 2016.

39. Richard Smith, *China's Engine of Environmental Collapse*, op. cit., chap. 6.

la maximisation du profit dans le cadre du capitalisme. Ces moteurs ont propulsé la croissance de la Chine à un taux trois à quatre fois supérieur à celui des économies capitalistes occidentales au cours des trois dernières décennies et ont généré des émissions de dioxyde de carbone considérables dans le processus.

Le rajeunissement submergé

Cet été, la Chine a subi ce que les scientifiques ont appelé «la vague de chaleur la plus sévère de l'histoire du monde⁴⁰». Surprenantes par leur ampleur, leur durée et leur intensité, les températures records ont brûlé la moitié sud de la Chine, asséchant des centaines de rivières, flétrissant les cultures, allumant des incendies de forêt, forçant les usines à fermer et poussant les gens à se réfugier dans des grottes ou en altitude⁴¹. Pourtant, aussi terribles qu'elles aient été, ces inondations paraîtront bénignes comparées à ce qui nous attend. Les températures moyennes mondiales n'ont pas encore dépassé 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, mais elles devraient dépasser 3 °C avant la fin du siècle. En octobre 2019, des climatologues ont publié des recherches montrant que, sur la base des tendances actuelles, le réchauffement climatique va «pratiquement effacer» Shanghai, Shenzhen et «la plupart des grandes villes côtières du monde d'ici 2050⁴²». Il n'y aura pas de «grand rajeunissement» et de gloire pour le PCC lorsque ses villes seront sous l'eau, que les glaciers fondront et que l'agriculture s'effondrera dans tout le pays. Ce sera l'apocalypse écologique, la famine et des souffrances humaines indicibles.

Source : extrait de *Made in China Journal*, n° 2, vol. 7, 2022, The Australian National University, Canberra.

40. Michael Le Page, «Heatwave in China is the Most Severe Ever Recorded in History», *New Scientist*, 23 août 2022.

41. Matthew Bossons, «What My Family and I Saw While Trapped in China's Heat Wave», *The New York Times*, 9 septembre 2022 ; Shehnaz Ali, «Toyota and Foxconn Hit as Drought Leads to Low Yangtze River Level», *Financial Times*, 17 août 2022.

42. Denise Lu et Christopher Flavelle, «Rising Seas Will Erase More Cities by 2050, New Research Shows», *The New York Times*, 30 octobre 2019.

Droits de douane ou droits démocratiques ?

Richard Smith

29

L'émergence dans les années 1990 et 2000 de la Chine comme premier producteur mondial à bas coût a dévasté les industries occidentales, détruit des millions d'emplois aux États-Unis et a été largement responsable de l'élection de Donald Trump en 2016 contre Hillary Clinton qui défendait l'accord de libre-échange du Partenariat Trans-Pacifique (TPP), lequel aurait délocalisé en Asie une masse d'emploi, comme l'avait fait le NAFTA qui avait accéléré la désindustrialisation du pays dans les années 1990¹.

Aussitôt en poste, Trump s'était retiré du traité et lancé sa guerre commerciale avec la Chine en imposant des droits de douane de 25 % à 50 % sur les panneaux solaires, les machines à laver, l'acier, l'aluminium, etc. Biden a maintenu ces droits de douane et en avait ajouté d'autres. Pendant sa campagne de 2024, Trump a menacé d'imposer des droits de douane de 60 % sur tous les produits chinois, mais une fois élu, il a fait marche arrière pour ne parler que d'une augmentation de 10 %². Il n'en reste pas moins que la politique douanière de Trump a été une stratégie inepte qui n'a pas permis de « rapatrier » l'industrie aux États-Unis³.

Selon la Banque mondiale, entre 2017 et 2022, la part de la Chine dans les

importations américaines est passée de 22 à 16 %, et ce en grande partie grâce aux droits de douane de Trump. Au lieu de relocaliser la production aux États-Unis, comme Trump l'avait promis, les entreprises chinoises ont simplement délocalisé une grande partie de l'assemblage final des composants chinois dans des pays comme le Vietnam. Les exportations de ces pays, ont permis à la Chine, directement ou indirectement de « rester le premier fournisseur de biens importés aux États-Unis en 2022⁴ ». [...] En fait, les droits de douane de Trump ont non seulement échoué à rapatrier des emplois, mais ils en ont détruits davantage à cause des mesures douanières prises en rétorsion par la Chine et l'UE⁵. Et ce sont les consommateurs américains qui ont dû payer pour ces droits de douane par le biais du gonflement des prix.

À mon avis, la gauche devrait faire tout ce qui est en son pouvoir pour déplacer le débat sur les droits de douane sur les produits chinois vers un débat sur l'égalisation des règles du jeu en luttant pour que les travailleurs, partout dans le monde, aient la liberté syndicale, le droit de faire grève, les droits démocratiques, la liberté d'expression, la liberté de la presse, l'habeas corpus et des élections libres⁶.

1. Dan Kaufman, « How NAFTA broke American politics », *New York Times*, 3 septembre 2024. La Chine n'a pas participé aux négociations du TPP mais, comme le soulignait la central syndicale AFL-CIO, « la Chine est déjà profondément intégrée dans tous les pays du TPP [qui] permettra à la Chine de récolter des bénéfices sans même y adhérer », AFL-CIO, « The IC relationship : The TPP is not the answer », *Report*, 16 mars 2016.

2. *Truth Social*, 25 novembre 2024.

3. Par exemple, Shawn Donnan et Bill Allison, « What really happens on the ground when the US slaps tariffs on China », *Bloomberg*, 7 octobre 2024.

4. Caroline Freund et col., « Is US trade policy reshaping global supply chains ? », *Working Paper*, octobre 2023.

5. Omar Faruque, « What happened to Donald Trump's planned Foxconn factory in Wisconsin ? », *WGTC*, 10 juillet 2024 ; Ann Swanson, « Trump's tariffs hurt U.S. jobs but swayed American voters », *New York Times*, 2 février 2024.

6. Dans le même ordre d'idées, voir les arguments en faveur de la solidarité internationale de la gauche avec les travailleurs chinois avancés par Eli Friedman et col. dans

[En réalité], la prédominance des entreprises chinoises sur le marché mondial n'est due ni aux subventions massives de l'État ni aux économies d'échelle mais au coût très inférieur de la main-d'œuvre. C'est la principale raison pour laquelle le principal fabricant chinois de véhicule électrique, BYD, soutenu par Warren Buffet, peut vendre aux États-Unis, malgré les droits de douane, un équivalent de la Tesla pour 12 000 dollars⁷.

Selon une récente analyse de Reuters, les salaires actuels dans la construction automobile chinoise sont de neuf à dix-neuf fois inférieurs à ceux des États-Unis :

Trente entreprises automobiles indiquent des salaires horaires de 14 yuans (1,93 \$) à 31 yuans (4,27 \$), avec Tesla, SAIC-GM, Li Auto et Xpeng à l'extrémité supérieure⁸.

Par comparaison, en mars 2024, le Bureau américain des statistiques du travail annonçait dans l'automobile, un salaire horaire moyen de 37,18 \$. Les six semaines de grève victorieuse de l'United Auto Workers de l'année dernière ont permis d'obtenir une augmentation de 25 %, portant les salaires à 42,60 \$ pour les ouvriers de la chaîne de montage et à 50,57 \$ pour les ouvriers qualifiés sur les quatre ans et demi du contrat⁹. Les coûts de main-d'œuvre de l'industrie automobile américaine sont comparables à ceux des principales économies manufacturières européennes.

Dans les pays démocratiques voisins de la Chine, les salaires de l'automobile sont plus bas, mais restent bien supérieurs à ceux de la Chine. Les Sud-Coréens gagnent en moyenne 11,60 \$ de l'heure et les Taïwanais 9,85 \$¹⁰. En outre, cet avantage de la Chine en matière de coûts de la main-d'œuvre s'applique tout au long de la chaîne

d'approvisionnement, des composants manufacturés aux matières premières, car les constructeurs automobiles chinois et occidentaux installés en Chine « achètent chinois » pour profiter des producteurs chinois à très bas coûts dans tous les domaines.

Pourquoi la main-d'œuvre industrielle est-elle si bon marché en Chine ? Parce que l'État policier chinois garantit l'accès à une main-d'œuvre non libre

Si la main-d'œuvre y est si bon marché, c'est parce que ladite « République populaire » de Chine n'est pas une démocratie. C'est une dictature policière totalitaire où les syndicats indépendants sont prohibés. Les salaires sont impitoyablement bas afin d'enrichir la classe dirigeante du PCC, d'attirer les capitaux et les entreprises étrangères, de moderniser l'économie et d'exporter des biens à des prix inférieurs à ceux des fabricants dans les démocraties capitalistes.

Les Chinois n'ont aucune liberté, aucun droit civil, aucun droit humain, aucun droit de propriété et aucun droit qui puisse être défendu devant des tribunaux contre le pouvoir arbitraire du parti-État. Celui-ci peut faire ce qu'il veut à ses sujets qui n'ont aucun recours. Ce sont en fait des esclaves de l'État. Les « net-citoyens » chinois se plaignent régulièrement sur Weibo (l'équivalent chinois de Twitter) que Xi Jinping est en train de transformer la Chine en « Corée du Nord occidentale¹¹ ».

Sur le plan formel, la Constitution chinoise consacre de nombreux articles aux libertés. L'article 35 de celle de 1982 stipule que « les citoyens de la République populaire de Chine jouissent de la liberté d'expression, de la liberté de la presse, de la liberté de réunion, de la liberté d'association et de la liberté de manifestation ». Le 4 juin 1989, au petit matin, sur la place Tiananmen, à Pékin, des milliers de travailleurs, d'étudiants et de gens ordinaires qui étaient venus soutenir les rassemblements pour la démocratie ont été massacrés pour le « crime » d'avoir tenté d'exercer ces libertés et ces droits fictifs. Les troupes gouvernementales ont réservé une brutalité particulière aux membres de

leur important nouveau livre, *China in Global Capitalism*, Chicago, Haymarket, 2024.

7. Gregor Sebastian, « Ain't no duty high enough », *Rhodium Group*, 29 avril 2024 ; Ryohei Yasoshima et Azusa Kawakami, « Chinese EVs still cheaper than Teslas in US after tariff hike », *Nikkei Asia*, 15 septembre 2024.

8. *Reuters*, « China's auto workers bear the brunt of price war as fallout widens », 5 septembre 2023.

9. US Bureau of Labor Statistics, « National Average Hourly Earnings, Motor vehicles manufacturing, mars 2024 » ; Kristopher J. Brooks, « UAW contract breakdown : Here's what union members are getting », CBS, 30 octobre 2023.

10. *Salary Expert* (Corée) ; *Salary Expert* (Taïwan), 2024.

11. Evan Osnos, « China's age of malaise », *New Yorker*, 23 octobre 2023.



la Fédération autonome des travailleurs de Pékin (BWAR), créée en avril avec audace en s'inspirant du syndicat polonais Solidarnosc. Lorsque le Premier ministre Li Peng a déclaré la loi martiale, le 19 mai, le BWAR a appelé à la grève générale pour empêcher un assaut militaire.

Lorsque les chars ont fait irruption sur la place à 1 h 15 du matin le 4 mai, le campement du BWAR a été leur première cible. Selon des documents britanniques publiés en 2017, plus de 10 000 étudiants, syndicalistes et leurs sympathisants ont été fauchés à la mitrailleuse, écrasés par les chars et passés au fil des baïonnettes par le parti-État «socialiste¹²».

12. Orville Schell, *Mandate of Heaven*, New York, Simon & Schuster, 1994, p. 122; Robin Munro, *Black Hands of Beijing*, New York, John Wiley & Sons, 1993, chap. 14 et 15; BBC, «Tiananmen Square protest death toll was 10,000», 23 décembre 2017.

Tous les pouvoirs de l'État policier ont été mis en œuvre contre une classe travailleuse, captive et impuissante, qui ne peut même pas fuir le pays. C'est cela qui a permis aux entreprises privées nationales et étrangères et aux entreprises étatisées d'imposer un régime de surexploitation, immensément rentable, comme le monde n'en a pas vu depuis la révolution industrielle et l'esclavage.

«L'esclavage salarial n'est pas un vain mot en Chine. Les travailleurs ne sont pas seulement écrasés de travail et sous-payés, ils sont, selon les termes de Jack Linchuan Qiu, professeur à l'université chinoise de Hong Kong, des esclaves modernes du 21^e siècle¹³».

13. Jack Linchuan Qiu, *Goodbye iSlave*, Urbana, University of Illinois Press, 2016.

Si les travailleurs chinois ne sont que formellement libres, des dizaines de millions d'entre eux ne le sont pas, même formellement.

Dans les célèbres usines militarisées de Foxconn, qui fabriquent notamment des iPhones et des iPads pour Apple, les travailleurs sont réputés libres. Une fois embauchés, ils peuvent démissionner. Mais le régime de travail est si intense et si brutal – la journée de travail peut dépasser douze heures pendant trois semaines consécutives¹⁴ – et les salaires si bas que, depuis 2010, la direction a dû entourer les usines de filets « anti-suicide » et installer des barreaux aux fenêtres des dortoirs pour empêcher les désespérés d'« embarrasser » l'entreprise en se donnant la mort pour échapper à leur vie à l'usine¹⁵. Chez Foxconn, le turn-over est élevé mais les autres emplois disponibles ne sont pas nécessairement meilleures, de sorte que la compagnie n'est pas encore à court d'esclaves salariés.

Il y a aussi l'archipel du laogai, les camps de « réforme par le travail » où, depuis 1949, quelque 50 millions de prisonniers ont été soumis pendant des années, des décennies, voire des vies entières, au travail servile pour fabriquer des produits destinés à la consommation intérieure et à l'exportation¹⁶.

Enfin, il y a les tristement célèbres usines des prisons ouïghoures du Xinjiang où des millions de travailleurs produisent du coton, de l'aluminium, de l'électronique, des panneaux solaires, des équipements pour les

véhicules électriques, etc.¹⁷ Les géants de la mode rapide Temu et Shein peuvent ainsi vendre leurs vêtements et autres produits à des prix « trop bas pour être vrais » parce qu'ils ont recours au travail forcé et obligent leurs ouvriers à travailler dix-huit heures par jour, sept jours par semaine, pour 2 cents par pièce¹⁸.

En 1982, à la suite de la montée en puissance de Solidarnosc en Pologne, le PCC a supprimé le droit de grève de la Constitution – ce qui ne signifie évidemment pas qu'il ait été possible de l'exercer auparavant¹⁹. Le syndicat unique chinois, la All-China Federation of Trade Unions (ACFTU), ne représente pas les travailleurs contre l'État ou les employeurs privés. Il représente au contraire l'État contre les travailleurs. C'est la « courroie de transmission de la politique du parti aux travailleurs²⁰ ». Les syndicats indépendants sont illégaux. Les négociations collectives des salaires ou des conditions de travail ne sont pas autorisées, seule une « consultation » contrôlée par le parti l'est²¹. Ceux qui ont tenté d'organiser des syndicats indépendants sont emprisonnés ou « disparaissent²² ».

La Chine « socialiste » ne dispose même pas des institutions élémentaires pour protéger la santé, la sécurité et les conditions de

14. « Workers Voice », *China Labour Bulletin*, novembre 2024.

15. Jenny Chan, Mark Selden, Ngai Pun, *Dying for an iPhone*, Chicago, Haymarket, 2020.

16. Hongda Harry Wu, *Laogai: The Chinese Gulag*, Boulder, Westview, 1992; Kate Laycock, « Laogai camps », *DW*, 15 janvier 2013; Daniel Vector, « Inside Christmas card, girl finds plea from Chinese prison laborers », *New York Times*, 23 décembre 2019; Steven Jiang, « Chinese labor camp inmate tells of true horror of Halloween "SOS" », *BBC*, 7 novembre 2013; Danny Vincent, « China used prisoners in lucrative internet gaming work », *The Guardian*, 25 mai 2011. Pour un regard sur les années 1950 et 1960, voir les films de Wang Bing sur les survivants de ces camps de travail : *The Ditch* (2010) et *Dead Souls* (2018). En 2013, le PCC a annoncé qu'il fermerait ces « camps de rééducation par le travail », mais il semble qu'ils aient été remplacés par d'autres (Frank Langfitt, « China ends one notorious form of detention, but keeps others », *NPR*, 5 février 2014).

17. *Human Rights Watch*, « China carmakers implicated in Uyghur forced labor », 1^{er} février 2024; *US Department of Labor*, « Against their will: The situation in Xinjiang », sd; Chris Buckley et Austin Ramzy, « Inside China's push to turn Muslim minorities into an army of workers », *New York Times*, 30 décembre 2019; Darren Byler, *In the Camps: China's High-Tech Penal Colony*, New York, Columbia University Press, 2021.

18. « China: Shein factory employees work 18 hours a day with no weekends earning just two cents per item, report finds », *Business & Human Rights Resource Centre*, 16 octobre 2022.

19. Ce « droit » qui n'a jamais pu être exercé a été rappelé en 1975 par Mao Zedong pour sa « lutte des classes » contre une « bourgeoisie » imaginaire, des décennies après que les capitalistes réels aient été expropriés et aient fui le pays.

20. Tianjiao Yu, *Right to Strike: Comparison of Canadian and Chinese Law*, thèse, Dalhousie University, 1998, non publiée.

21. *Idem*.

22. Grace, « Student activists and China's evolving labor movement », *China Digital Times*, 17 août 2018.

travail. Les organismes de réglementation ne sont que les marionnettes du PCC²³.

Bien que depuis 2010 les grèves soient illégales, les travailleurs des usines d'automobiles, d'électronique et d'autres industries ont riposté par des milliers de grèves sauvages, obtenant des concessions salariales et forçant le gouvernement à augmenter à plusieurs reprises le salaire minimum²⁴. [...] Les salaires sont plus élevés aujourd'hui, mais ils restent bien inférieurs à ceux des démocraties capitalistes industrialisées. Malgré des milliers de grèves chaque année, le salaire horaire moyen actuel des ouvriers d'usine, toutes industries confondues, n'est que de 28 yuans (3,87 \$)²⁵. [...]

Aucun droit de douane ne peut donc compenser l'avantage que donne l'État policier et l'absence de droit en matière de coût du travail.

[...] Récemment, certains fabricants chinois de véhicules électriques ont réagi aux droits de douane en annonçant leur intention de produire des voitures en Europe. C'est un début. Mais s'ils se contentent d'assembler des voitures en kit produites en Chine et expédiées en Europe dans des containers pour éviter les droits de douane, ils continueront à bénéficier des avantages extra-économiques liés à la main-d'œuvre forcée²⁶. [...]

En fin de compte, le seul moyen d'uniformiser les règles du jeu à l'avantage des travailleurs, tant en Chine que dans les démocraties occidentales, est d'augmenter les salaires en Chine. C'est pourquoi, par exemple, l'UAW soutient les syndicats dans les usines automobiles américaines au Mexique. L'UAW considère que l'augmentation des salaires au Mexique comme une bonne nouvelle pour les travailleurs des deux côtés de la frontière.

23. Sur la subordination des organes de régulation, voir notamment Richard Smith, *China's Engine of Environmental Collapse*, Londres, Pluto, 2020, chap. 1 à 3.

24. [China Labour Bulletin Strike Map](#).

25. «Factory worker salary», [Economic Research Institute](#), 2024.

26. Melissa Eddy, «Chinese automakers' answer to EU tariffs: build in Europe», *New York Times*, 19 septembre 2024; Anthony Palazao et col., «China's made-in-Europe EVs pose new threat to region's carmakers», [Bloomberg](#), 26 juillet 2024.

La syndicalisation au Mexique donne aux travailleurs américains une chance égale d'obtenir les futurs produits à construire, tout en augmentant les salaires mexicains [...].

Qu'en est-il de la Chine ?

Bien sûr, la Chine n'est pas le Mexique. La seule façon pour les travailleurs chinois d'obtenir des salaires et des conditions comparables à ceux des démocraties capitalistes est que le Parti communiste tombe et que soit instaurée une démocratie politique. Certes, cela semble peu probable dans un avenir proche. Pourtant, des États policiers ont été remplacés pacifiquement par des démocraties dans les pays voisins, à Taïwan et en Corée du Sud.

De son côté, Xi Jinping est confronté à une convergence sans précédent de crise économique, sociale et politique, qu'il qualifie de «périls inimaginables», de «des raz-de-marée terrifiants et des tempêtes horribles²⁷»: 1) une crise démographique (effondrement du taux de natalité et vieillissement de la société) ; 2) une guerre commerciale avec Trump ; 3) un ralentissement économique et un chômage en augmentation malgré l'accroissement des exportations et la domination mondiale des panneaux solaires, des véhicules électriques et des batteries ; 4) une bulle immobilière qui se dégonfle et qui n'est maintenue que par des injections de fonds publics pour construire davantage de villes fantômes ; 5) des gouvernements locaux désespérément endettés après des décennies de dépenses en infrastructures bling-bling et en logements inutiles, qui sont maintenant contraints de réduire les salaires et sont incapables de payer les agents d'entretien, les enseignants, la police, etc.²⁸; 6) des grèves et des protestations en forte augmentation, combinées à une augmentation des agressions et de tous les indices de désintégration sociétal; 7) sans oublier la lourde responsabilité du PCC dans la dégradation du climat

27. Zhou Xin et col., «This is what Xi Jinping says can help save China from "terrifying tidal waves and horrifying storms"», [South China Morning Post](#), 18 décembre 2018.

28. Li Yuan, «China's police are preying on small firms in search of cash», *New York Times*, 26 novembre 2024; Laura He et col., «Chinese cities desperate for cash are chasing companies for taxes - some from the 1990s», *CNN*, 21 juin 2024.

UNE CENTRALE PARTICULIÈRE

L'ACFTU est la seule centrale syndicale autorisée. Les syndicats de base n'ont pas le droit de se coordonner de manière indépendante. Selon la loi, l'ACFTU «doit observer avec détermination [...] la ligne fixée par le PCC, les principes du marxisme-léninisme, la pensée de Mao et la doctrine de Deng Xiaoping, ainsi que la politique de réforme et d'ouverture». La centrale a également pour mission d'«assister les gouvernements populaires et à défendre l'État».

La majorité des responsables sont membres de l'instance correspondante du parti et sont directement nommés par les structures appropriées du parti.

Selon la loi de 1992, «la constitution d'un organisme syndical de base, [...] d'un syndicat industriel national ou local est soumise à l'approbation du syndicat de l'échelon supérieur. [...] Les organismes syndicaux, quel que soit leur échelon, sont mis en place selon le principe du centralisme démocratique.»

Dans le privé, les syndicats sont souvent subordonnés à la direction de l'entreprise, qui nomme la très majorité des responsables syndicaux. Des cadres dirigeants de l'entreprise font souvent partie du comité syndical. La priorité fixée au syndicat est d'œuvrer à la croissance de la production. Son rôle n'est pas de lutter pour construire un rapport de forces permettant de négocier dans les meilleures conditions possibles. Il est révélateur que le terme de «grève» n'est pas mentionné dans la loi de 1992: il y est seulement question «d'arrêt ou de ralentissement volontaire du travail.»

La fonction revendicative est limitée à l'extrême: celle-ci consiste essentiellement à apporter aux salarié·es une assistance lorsque leurs droits ont été violés.

Les 1,13 million de permanent·es à plein temps de l'ACFTU ne sont pas des salarié·es ordinaires temporairement mis à la disposition du syndicat. Ils/elles ont le statut de fonctionnaires d'organisation de masse du parti et bénéficient à ce titre d'avantages matériels et de carrière. Les locaux syndicaux sont habituellement situés dans ceux du parti. Très souvent, le président du syndicat a également des responsabilités au sein du pouvoir politique local. Selon le *China Labour Bulletin*, «l'ACFTU, dont les dirigeants sont nommés par le parti [...] se montre plus actif que la police pour bloquer la constitution de syndicats indépendants».

Source: *Solidaires International*, «Chine: où en est le mouvement ouvrier?», 2019.

qui voit monter le risque d'inondation des villes côtières du monde, mais aussi de Shanghai et Hong Kong d'ici à 2050²⁹.

En plus de toutes ces menaces, la campagne anticorruption menée par Xi depuis dix ans, qui a fait chuter plus d'un million de fonctionnaires et conduit en prison de grands capitalistes dont les entreprises ont été saisies, lui ont valu des millions d'ennemis à l'intérieur et à l'extérieur du parti. Cela a également entraîné la fuite des cerveaux et des capitaux³⁰. Xi a purgé tellement de généraux (52 depuis 2014, y compris les chefs des forces nucléaires qu'il avait lui-même nommés) et de ministres de la défense en raison d'allégations de «problèmes liés à la politique, à l'idéologie, au style de travail, à la discipline» et à une «loyauté politique» douteuse. Bien qu'il soit le commandant suprême, Xi ne peut pas faire confiance à ses propres gardes prétoriens pour protéger sa sécurité personnelle³¹. C'est pourquoi, l'été dernier, il a eu recours à l'expédient désespéré de nommer sa femme, la chanteuse Peng Liyuan à la très peu connue commission d'examen et d'évaluation de la Commission militaire centrale (CMC), afin de s'assurer de la loyauté des futurs hauts gradés envers l'empereur Xi³². Xi est parfaitement conscient qu'il n'y a pas de loyauté durable, pas de sécurité garantie dans «Game of Thrones» qu'est la mafia du Parti communiste chinois³³.

Xi et son parti n'ont aucune solution à ces problèmes profonds et à ces contradictions

29. Voir Richard Smith, «Pourquoi la Chine ne peut pas décarboner», dans ce uéro, p. 20.

30. Lynette H. Ong, «Fleeing Xi's "China Dream": the great exodus of people and capital», *Asia Society*, 2 octobre 2024.

31. Shashir Gupta, «President Xi Jinping purges PLA generals in massive military overhaul», *Hindustan Times*, 14 juillet 2024; Nectar Gan, «Xi brought down powerful rivals in the military. Now he's going after his own men», *CNN*, 15 décembre 2024.

32. Katsuji Nakazawa, «Analysis: Military purges put Xi Jinping's singer-wife in the spotlight», *NikkeiAsia*, 11 juillet 2024. À l'instar de Mao, qui s'était retourné contre ses plus proches alliés et qui s'était débarrassé de son protégé, ministre de la défense et héritier présumé Lin Biao pour se reposer sur sa femme Jiang Qing (elle-même arrêtée quelques semaines après la mort de Mao en 1976).

33. Sur cette question, voir Richard Smith, «Guanxi and the Game of Thrones: Wealth, Property, and Insecurity in a Lawless System», *China's Engine*, chap. 6.

systémiques. Sa seule « solution » est une répression plus féroce, une censure plus stricte et une surveillance intensifiée³⁴, mais cela ne fait que repousser l'inévitable échéance. La situation de Xi Jinping aujourd'hui n'est pas si différente de celle de son « grand ami » et « allié stratégique » Bachar al-Assad³⁵.

Les Chinois ont été choqués et beaucoup ont été inspirés par l'effondrement brutal et totalement inattendu de l'État policier tout-puissant d'Assad, soutenu par la Russie :

Beaucoup se demandent si cela pourrait se produire ici aussi. Étant donné que le Parti communiste, en faillite idéologique, est à court d'idées et n'a pas d'alternative plausible, pas de Deng Xiaoping attendant dans les coulisses, un effondrement du Parti semblable à celui de la Syrie n'est pas aussi difficile à imaginer qu'auparavant³⁶.

Les communistes d'Allemagne de l'Est ne l'avait pas vu venir non plus. [...]

Joe Biden est entré dans l'histoire en devenant le premier président américain à s'engager aux côtés des travailleurs contre les patrons lorsqu'il a participé au piquet de grève de l'usine Willow Run de la section 174 de l'UAW à Belleville (Michigan) en septembre 2023³⁷. Si seulement il avait adopté la même approche vis-à-vis de la Chine. Mais dans ce domaine comme dans tant d'autres (Ukraine, Palestine), Biden s'est montré politiquement conflictuel et lâche. Au lieu de décrier « les avantages injustes de la Chine », il aurait dû soutenir publiquement les travailleurs chinois en grève contre leurs patrons et l'État policier³⁸. Il aurait dû exiger publiquement que Xi Jinping démantèle sa Grande Muraille de feu, rétablisse le droit de grève, autorise des syndicats libres et indépendants, permette la liberté d'expression, la

liberté de la presse, la liberté d'association et le droit de manifester qui sont inscrits dans la Constitution « à la con³⁹ » du pays.

Au contraire, Xi a déclaré que « les droits universels, la liberté, la démocratie et la liberté de la presse sont des valeurs bourgeoises et inappropriées pour le peuple chinois⁴⁰ ». Depuis le mouvement du 4 mai 1919 jusqu'à la manifestation de Tiananmen en 1989, en passant par les manifestations des feuilles blanches de novembre 2022, le peuple chinois a toujours réclamé la démocratie et les droits humains. Dans toutes les villes de Chine, les manifestants des « feuilles blanches » scandaient :

Nous voulons la liberté !

Nous ne voulons pas être des esclaves !

Nous voulons les droits humains !

Nous voulons la démocratie !

Nous ne voulons pas de dictateurs, nous voulons voter !

Xi Jinping démission !

Que le Parti communiste se retire⁴¹ !

34. Daisuke Wakabayashi et Claire Fu, « China's censorship dragnet targets critics of the economy », Bloomberg, 31 janvier 2024.

35. Xinhua, « Xi, Assad jointly announce China-Syria strategic partnership », 10 octobre 2023.

36. Ileana Wachtel, « When Chinese citizens are surveyed anonymously, support for party and government plummets », *USC Dornsife*, 29 janvier 2024, .

37. « Remarks by President Biden at United Auto Workers Picket Line, White House », 26 septembre 2023.

38. Simon Han et Jessica Song, « The return of strikes in China », *Asian Labour Review*, juin 2024.

39. Neil J. Diamant, *Useful Bullshit: Constitutions in Chinese Politics and Society*, Ithaca, Cornell University Press, 2022.

40. Massimo Introvigne, « Xi Jinping explains why he is against human rights », *Bitter Winter*, 7 septembre 2021.

41. Nectar Gan et Selina Wang, « At the heart of China's protests against zero-Covid, young people cry for freedom », *CNN*, 28 novembre 2022.

Solidarité syndicale mondiale au travers des chaînes d'approvisionnement

Zhang Mazi

Socialiste chinois, j'ai immigré aux États-Unis il y a un peu plus de deux ans. Avant cela, j'ai travaillé dans l'industrie technologique chinoise pendant de nombreuses années, et j'espère tirer parti de cette expérience dans mon intervention. Aujourd'hui, je parlerai de la solidarité du travail à travers les chaînes d'approvisionnement, en me concentrant principalement sur Foxconn. L'accent mis sur Foxconn se veut un point de départ pour comprendre les possibilités d'organisation à travers les chaînes d'approvisionnement entre les États-Unis et la Chine. Nous pouvons appliquer bon nombre de ces observations à d'autres entreprises chinoises, et même à d'autres entreprises mondiales.

Tout d'abord, qu'est-ce que Foxconn ?

Foxconn est le plus grand fabricant d'électronique à façon au monde, avec un chiffre d'affaires annuel de plus de 200 milliards de dollars. Son siège se trouve à Taïwan, mais l'entreprise possède des usines dans toute la Chine, ainsi qu'au Brésil, en Inde, au Mexique et aux États-Unis. Foxconn est donc un véritable conglomérat mondial. Mais que fabrique Foxconn ? Entreprise de fabrication électronique sous-traitante, Foxconn ne produit rien qui porte sa marque. Cependant, la plupart des produits électroniques que nous connaissons et utilisons portent la marque Foxconn quelque part à l'intérieur. L'entreprise fabrique, par exemple, pour Apple. Votre iPhone, votre iPad, votre Mac, etc. ont été assemblés dans une usine Foxconn ou comportent des composants fabriqués dans une usine Foxconn. En dehors d'Apple, divers composants de téléphones Android sont également produits dans des usines Foxconn. Votre téléphone Android peut

être assemblé au Vietnam, en Thaïlande ou ailleurs, mais le module audio ou wi-fi qu'il contient peut être passé par une chaîne de montage Foxconn. PlayStation, Nintendo et toute la gamme de produits électroniques d'Amazon (c'est-à-dire l'Echo Dot et ses assistants IA) est fabriquée par Foxconn. [...]

On estime que dans le monde plus de 50 % des appareils électroniques contiennent des composants Foxconn, y compris les réfrigérateurs et les machines à laver qui peuvent contenir une puce Foxconn. De même que les puces 5G des téléphones, les solutions biotechnologiques, les serveurs TV, les appareils photo, etc.

Bien que Foxconn soit une entreprise taïwanaise, son principal centre de production se trouve en Chine. Foxconn a été l'une des premières entreprises étrangères à s'installer en Chine après l'ouverture du pays aux investissements étrangers sous l'impulsion de Deng Xiaoping.

C'est l'un des pionniers du modèle de fabrication chinois : les travailleurs sous-payés vivent dans de grands complexes et travaillent dans des bâtiments situés à proximité des dortoirs dans lesquels ils vivent.

Actuellement, Foxconn emploie plus de 800 000 personnes en Chine. Ce nombre fluctue chaque année, en fonction des résultats de l'entreprise et de ses quotas d'embauche et de production. En général, plus de la moitié des salariés des usines Foxconn travaillent aux expéditions (*dispatch workers*). Ce sont des intérimaires qui ne sont pas directement employés par Foxconn, mais qui sont sous contrat avec des agences de main-d'œuvre, lesquelles sont connues pour bafouer régulièrement le droit du travail. Foxconn sous-traite ses ressources humaines et ses services d'embauche où il faut s'inscrire pour travailler chez Foxconn.

L'avantage pour Foxconn est de disposer d'une main-d'œuvre flexible. La demande mondiale d'appareils électroniques varie d'une saison à l'autre. Par exemple, les ventes de iPhone peuvent augmenter à Noël [...] alors qu'à d'autres moments, ces ventes peuvent diminuer. Foxconn doit donc faire preuve de souplesse pour répondre à cette demande changeante, ce qui explique que plus de la moitié de ses travailleurs soient des intérimaires. Toutefois, le droit du travail chinois stipule qu'au maximum 10 % des effectifs d'une entreprise peuvent être intérimaires. Mais Foxconn a l'habitude d'en embaucher beaucoup plus que ce que la loi autorise.

Foxconn enfreint le droit du travail depuis des années, voire des décennies, afin de conserver une main-d'œuvre flexible et de se protéger de toute responsabilité en cas de conflit du travail. Ainsi, si Foxconn doit des salaires à des travailleurs expatriés, la société peut rejeter la responsabilité du problème sur l'agence responsable de l'expatriation. De cette manière, Foxconn parvient à se soustraire à ses responsabilités en matière d'embauche et de fidélisation de la main-d'œuvre en Chine.

Outre la question des travailleurs détachés, Foxconn utilise également en Chine des étudiants d'écoles professionnelles comme main-d'œuvre gratuite. Certaines de ses usines ont des relations contractuelles avec des écoles professionnelles locales qui enseignent la fabrication ou l'ingénierie électronique. Ces écoles envoient leurs étudiants en tant que stagiaires chez Foxconn où ils travaillent sur les chaînes de montage sans rémunération au prétexte qu'on leur fournit une expérience professionnelle. Foxconn place ces étudiants sur la chaîne.

Les travailleuses de Foxconn sont quant à elles victimes d'un harcèlement sexuel endémique, auquel s'ajoutent les brimades, les erreurs salariales en matière d'heures supplémentaires et une formation inadéquate en matière de sécurité, notamment en matière de manipulation de produits chimiques toxiques.

Enfin, les suicides sont monnaie courante dans les usines Foxconn. Bien que les médias aient largement cessé de parler de ces suicides à partir de 2015, ils continuent de se produire chaque année.

Répression patronale et révolte ouvrière

Pendant la période Covid-19 et la politique zéro-covid en Chine, Foxconn a mis en place un système de production en circuit fermé dans son usine de Zhengzhou, située dans le centre de la Chine. Les travailleurs devaient travailler, manger, dormir et vivre à l'intérieur de l'usine, 24 heures par jour. Ils n'étaient pas autorisés à quitter les locaux de l'usine pendant la durée de leur contrat. La direction avait installé des mesures de sécurité et des barrières pour les empêcher de sortir de l'enceinte de l'usine. Il y avait beaucoup d'heures supplémentaires, très peu de repos et peu de procédures de sécurité mises en œuvre pour prévenir la propagation du Covid-19.

Le système en circuit fermé a favorisé la transmission du virus. De nombreux témoignages publiés sur les médias sociaux nous ont appris que Foxconn n'a pas fourni les services adéquats. [...] Ces conditions ont conduit à un soulèvement spontané des travailleurs qui ont brisé les barrières et qui se sont tournés vers la direction pour exiger de pouvoir quitter leur emploi. Nombre d'entre eux ont franchis les barrières et sont rentrés chez eux à pied, même s'il leur a fallu un jour ou deux pour y parvenir.

C'est dire à quel point la situation était désespérée. Le gouvernement local a même envoyé des cadres pour aider à occuper les chaînes d'approvisionnement, les membres du parti jouant essentiellement le rôle de briseurs de grève, alors que les travailleurs commençaient à partir en masse, l'entreprise refusant d'abord de céder sur les revendications.

Les travailleurs ont également publié sur les réseaux sociaux des vidéos, devenues virales, de cette agitation croissante. Foxconn a appelé le gouvernement local à l'aide qui a envoyé la police contre les travailleurs qui réclamaient simplement le respect des droits de l'homme, des salaires perdus et de meilleures conditions de travail. Des policiers vêtus de combinaisons de protection blanches ont commencé à frapper les travailleurs. C'est ce que font généralement les entreprises en Chine: c'est le *modus operandi* de toute action syndicale en Chine.

Le soulèvement de Foxconn à Zhengzhou a fini par faire boule de neige et s'est transformé en un mouvement qui a mis fin à la politique chinoise du «zéro Covid».

Le soulèvement de Foxconn à Zhengzhou a été suivi d'une tragédie à Urumqi, où tout un complexe d'appartements verrouillé en raison du Covid-19 a pris feu, et les pompiers n'ont pas pu entrer dans le bâtiment, de sorte que les résidents ont été asphyxiés et sont morts dans ce qui était un désastre évitable.

Les politiques «zéro Covid» ont suscité beaucoup de colère. Dans les grandes villes, comme Pékin et Shanghai, les habitants sont restés enfermés dans leur complexe résidentiel pendant des mois, sans pouvoir accéder aux produits de première nécessité. Des personnes âgées sont mortes parce qu'elles ne pouvaient pas quitter leur domicile pour se rendre à l'hôpital. Toutes les lignes téléphoniques d'urgence du gouvernement ont été saturées pendant cette période.

Ce mécontentement et le soulèvement des travailleurs de Foxconn ont conduit au bref mais important mouvement des feuilles blanches, qui a vu des masses de gens descendre dans la rue dans tout le pays. Pour moi, ce mouvement a mis en lumière le pouvoir potentiel mouvement des travailleurs en Chine. Pendant cette période, les travailleurs chinois ont mené la charge et cela montre qu'à l'avenir ils peuvent être mieux organisés et agir. Il y a donc de l'espoir que le changement puisse avoir lieu en Chine.

Construire une solidarité transnationale

J'ai pris Foxconn comme exemple, mais ces tactiques peuvent être utilisées dans différentes entreprises. L'une des façons de construire cette solidarité est de frapper Foxconn là où ça fait mal, c'est-à-dire en ciblant ses partenaires à l'étranger. En effet, Foxconn fabriquant de nombreux produits pour des



entreprises basées aux États-Unis, nous pouvons donc cibler de nombreux sites pour faire pression sur Foxconn et amplifier les revendications des travailleurs.

Nous pouvons tirer des leçons du mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) de solidarité avec la Palestine. De nombreuses entreprises palestiniennes figurant sur la liste BDS fabriquent également des produits avec Foxconn. Par exemple, Google, Amazon, Siemens et Hewlett-Packard ont toutes des contrats avec Foxconn. Nous pouvons non seulement tirer des leçons de BDS pour soutenir les travailleurs chinois, mais aussi combiner nos mouvements. À l'instar du travail de solidarité avec la Palestine aux États-Unis, les syndicats peuvent jouer un rôle de premier plan dans la solidarité avec les travailleurs de Foxconn. Le fait de soulever la question de la solidarité avec les travailleurs chinois dans le cadre d'initiatives syndicales émergentes, telles que l'Apple Retail Union, l'Amazon Labor

Union et l'Alphabet Workers Union, peut également encourager les travailleurs américains à réfléchir de manière plus large à leurs horizons d'organisation.

Tous ces syndicats peuvent s'unir et affirmer qu'ils ne toléreront pas que leurs employés travaillent avec une entreprise qui traite notoirement ses travailleurs de manière aussi mal. Les syndicats des États-Unis peuvent faire pression sur Foxconn, d'autant plus que l'espace de syndicalisation en Chine se réduit rapidement en raison de la répression accrue.

Enfin, le développement de Foxconn dans la production de véhicules électriques peut constituer une autre opportunité, car le syndicat United Auto Workers (UAW) est à la tête d'une campagne visant à syndiquer les usines de véhicules électriques aux États-Unis. Les partenariats mondiaux de Foxconn pourraient déboucher sur d'autres possibilités d'associer les luttes¹.

Foxconn a récemment acheté une usine de véhicules électriques à Lordstown, dans l'Ohio. L'UAW est très actif à Lordstown, et comme nous l'avons vu avec l'organisation du travail et les négociations contractuelles de l'année dernière, l'UAW a la capacité d'exercer une pression énorme sur ces entreprises automobiles. Ce travail est également important pour fournir une alternative concrète au nationalisme antichinois larvé de certains travailleurs américains en soulignant les interconnexions organiques entre les capitalistes américains et chinois d'une part, et les travailleurs américains et chinois d'autre part.



Zhang Mazi est un militant socialiste chinois. Il vit désormais à New York. Il est membre du *Tempest Collective* et des *Democratic Socialists of America*.

Source: *New Politics*, été 2024.

1. NdT. Stellantis et Foxconn ont annoncé la création en 2026 en Europe d'une « co-entreprise », SiliconAuto, qui produira des semi-conducteurs dédiées à l'industrie automobile.

Le genre et la classe ouvrière chinoise

Zoe Zhao et Olia Shu

Zoe Zhao

Je me concentrerai principalement sur les conditions des travailleuses et Olia parlera davantage de l'auto-organisation et des ONG. Une partie de la discussion s'appuiera sur mon propre travail de terrain en Chine pendant la pandémie.

Pour comprendre les relations hommes-femmes dans la classe ouvrière chinoise d'aujourd'hui, nous devons d'abord examiner la manière dont les chaînes de production sont organisées. Au-delà des grandes usines, les petits ateliers familiaux sont les principaux fournisseurs des grandes plateformes de commerce électronique en Chine. Dans l'industrie chinoise de l'électronique et de la mode rapide, qui est de plus en plus intégrée à la chaîne d'approvisionnement mondiale avec l'essor des deux plateformes chinoises d'achat en ligne Shein et Temu, le modèle de production familiale s'est considérablement intensifié au lieu de s'affaiblir. Les bénéficiaires de Temu et de Shein sont plutôt bons. Cela s'explique en partie par le fait qu'elles intensifient la concurrence entre les petits ateliers et sélectionnent le fournisseur le moins cher, qui a également tendance à avoir des pratiques d'exploitation de la main-d'œuvre plus importantes.

De nombreux ateliers familiaux sont regroupés dans des villages urbains où le loyer et la nourriture sont abordables; les travailleurs et les travailleuses vivent parfois à proximité de leur atelier, voire à l'intérieur de celui-ci.

« Le problème des ateliers familiaux est qu'ils sont plus susceptibles de refléter la division sexuée du travail existant dans les familles patriarcales traditionnelles. »

Par exemple, dans ces ateliers, les femmes ont tendance à s'occuper de la cuisine, des courses et de la lessive, tandis que les hommes effectuent des tâches plus lourdes, telles que l'utilisation et la coupe des « tables » (les grandes surfaces planes utilisées dans l'industrie de la confection pour disposer, mesurer et couper le tissu). Les études menées par Nellie Chu, de Duke, sur les ateliers de confection ont montré qu'en raison d'une oppression commune, les ouvrières de différentes régions sont plus susceptibles de se lier les unes aux autres et même de développer un sentiment de solidarité avec les femmes propriétaires d'usine, ce qui est très différent des ouvriers qui sont souvent séparés par leur ville d'origine. Les recherches menées par Lin Zhang, de l'université du New-Hampshire, révèlent la marginalisation des tisseuses rurales dans le commerce électronique. Elles se situent au plus bas de la chaîne d'approvisionnement et peuvent à peine réaliser des bénéfices.

« En règle générale, les professions féminisées sont moins bien rémunérées que les professions masculines. »

De nombreuses industries de services dans les zones urbaines, en particulier les plus récentes telles que les boutiques de thé à bulles, attirent de jeunes travailleuses qui veulent se rapprocher du mode de vie urbain ou qui sont rejetées par les usines. J'ai vu une offre d'emploi dans un salon de thé à bulles de Shenzhen à la fin de l'année 2020 qui indiquait 3 800 RMB (environ 526 dollars) comme salaire de départ pour une nouvelle travailleuse, ce qui est beaucoup plus élevé que le salaire de base de Shenzhen Foxconn (2 650 RMB) - mais n'offre pas de rémunération pour les heures supplémentaires

comme le travail en usine. Par conséquent, le revenu net et les avantages sociaux sont inférieurs à ceux des usines. De nombreuses travailleuses du secteur des services s'expriment sur leurs conditions de travail sur les réseaux sociaux. En plus de décrire la nature laborieuse du travail, elles disent aussi que le revenu réel peut être bien inférieur à ce qui a été promis, car de petites erreurs peuvent entraîner des pénalités supplémentaires sur le salaire.

En raison de l'essor des plateformes numériques et de la baisse des salaires dans les usines et dans le secteur des services urbains, les travailleurs et les travailleuses des plateformes, comme les livreurs/livreuses de repas (plus de 13 millions de personnes à l'heure actuelle), occupent une part de plus en plus importante de la main-d'œuvre en Chine, tout comme dans la plupart des autres pays. En Asie, la livraison de repas sur plateforme est un travail essentiellement masculin. Toutefois, depuis la pandémie, le nombre de femmes livreuses a augmenté de façon spectaculaire au niveau national. Environ 10 % des livreurs de repas en Chine sont des femmes, et ce pourcentage est plus élevé dans les grandes villes. Le groupe de recherche de Ping Sun a estimé que le pourcentage de femmes livreuses est passé de 9 % en 2020 à plus de 16 % en 2021. Autre fait intéressant, les femmes sont généralement plus âgées que les hommes, car beaucoup d'entre elles ont été licenciées du secteur traditionnel des services. Dans l'ensemble, les livreuses souffrent également d'un écart de revenus et d'un harcèlement accru de la part des clients et des autres travailleurs. Pour ces raisons, nombre d'entre elles ne rejoignent pas les groupes d'entraide en ligne organisés par les livreurs, qui constituent le principal mode de communication entre les livreurs en Chine.

Il existe également une division notable du travail en fonction du sexe entre l'économie des plates-formes virtuelles et celle des plates-formes sur site. Les femmes sont beaucoup plus susceptibles de travailler dans des secteurs virtuels tels que la diffusion en direct et le service clientèle en ligne. De nombreuses travailleuses considèrent le travail à distance comme une option plus sûre. Dans mes propres recherches, de nombreuses femmes reconnaissent que le harcèlement

sexuel endémique est l'un des principaux facteurs qui les poussent à éviter les emplois de service sur site.

Une autre tendance connexe est l'absorption de la main-d'œuvre féminine rurale excédentaire dans les nouvelles chaînes d'approvisionnement. Les travailleuses qui rentrent chez elles dans les provinces intérieures telles que le Henan et le Gansu constituent une partie essentielle de l'industrie de l'étiquetage des données qui stimule la production mondiale d'IA. Les gouvernements locaux encouragent nombre de ces initiatives dans le cadre de campagnes de lutte contre la pauvreté. Compte tenu de la forte demande des entreprises mondiales d'IA, il est fort probable que ce travail «fantôme» sexué continue à se développer.

«L'augmentation du travail journalier dans de nombreuses grandes villes est l'une des tendances les plus contradictoires de la féminisation du travail au cours de la dernière décennie.»

La plupart des journaliers sont des travailleurs migrants masculins. Nombre d'entre eux ont renoncé à obtenir un emploi à long terme ou un salaire. Au lieu de cela, ils se rassemblent sur de nombreux marchés du travail, essayant d'obtenir des contrats pour un jour ou deux et de se reposer le reste de la semaine. De nombreux clips vidéo sur les médias sociaux, en particulier sur Douyin et Kuaishou, montrent de jeunes travailleurs masculins qui tentent de diffuser leur expérience du travail journalier.

Cependant, il existe une autre dimension sexuée du travail journalier. Malgré la représentation plus élevée des hommes, les travailleuses sont surreprésentées dans les agences de travail : elles servent de médiateuses entre les travailleurs masculins et les entreprises qui les embauchent. La raison en est que les propriétaires des agences estiment que les femmes sont plus aptes à communiquer avec les hommes, et aussi, ce qui est intéressant, qu'ils peuvent donner l'illusion qu'il y a beaucoup de jeunes femmes à l'intérieur des usines. L'une de ces agences de placement porte même le nom de Good Sisters Human Resource !

La Chine souffre également du vieillissement de sa main-d'œuvre, et nous devons

donc également tenir compte des relations hommes-femmes parmi les travailleurs et les travailleuses plus âgées. L'âge moyen de la population active dans les régions urbaines et rurales augmente rapidement. Une étude réalisée par Yige Dong, sociologue à l'université de Buffalo, sur l'industrie manufacturière, montre que le pourcentage de jeunes travailleurs et travailleuses célibataires a diminué de manière significative. Alors que Foxconn recrute toujours des personnes de moins de 40 ou 45 ans, la proportion de ses employé-es de moins de 30 ans est passée de plus de 90 % à 48 %. Cela est particulièrement vrai pour les usines situées dans les provinces intérieures, car elles attirent des travailleurs et des travailleuses de la même province. Il est également plus difficile pour les personnes plus âgées de se mettre en grève ou de protester, car elles ont plus à perdre et plus de membres de leur famille à s'inquiéter. Les travailleurs et les travailleuses âgées sont confrontés non seulement à une détérioration de leur état de santé et à des maladies professionnelles, mais aussi, et surtout, à un marché du travail hostile. En règle générale, les femmes de plus de 50 ans et les hommes de plus de 60 ans ont peu de chances d'être embauchés.

Je terminerai par quelques exemples d'affiches d'embauche que j'ai observées dans un quartier populaire du district de Yangpu, à Shanghai, en 2021. La majorité des annonces d'embauche ne demandent que des femmes de moins de 40-50 ans, et de moins de 60 ans pour les hommes. L'une d'entre elles recherchait explicitement des «femmes âgées de 18 à 42 ans». Lorsque j'ai tenté de soulever la question de l'inégalité salariale et de la discrimination fondée sur l'âge auprès d'une agence pour l'emploi, on m'a répondu que «les femmes âgées devraient être reconnaissantes de pouvoir encore travailler comme nounous et gardiennes d'enfants», et j'ai ensuite été exclue sans ménagement d'un groupe en ligne. Les travailleurs et travailleuses âgées peuvent contourner la limite d'âge en achetant de fausses cartes d'identité sur le marché illégal. Cependant, de nombreux et nombreuses travailleuses migrantes paraissent plus âgées que leur âge réel en raison des années de corvée, et sont donc plus susceptibles d'être interrogées par la police.

Olia Shu

En m'appuyant sur les remarques de Zoe, je parlerai principalement de l'imbrication entre l'organisation féministe et l'activisme sur le lieu de travail. Bien sûr, le simple fait de s'intéresser aux travailleuses ne nous donnera pas une image complète de la dynamique de genre dans la classe ouvrière chinoise, mais leurs expériences constituent une partie essentielle de l'histoire lorsqu'il s'agit d'interroger la dynamique d'un système capitaliste structuré par le patriarcat. Il n'est pas surprenant que les femmes aient tendance à être plus marginalisées et vulnérables dans leur vie sociale et sur le marché du travail.

« Les femmes chinoises passent deux fois plus de temps que les hommes à effectuer des tâches domestiques non rémunérées, sont davantage victimes de harcèlement sur leur lieu de travail et sont moins bien payées. »

Bien qu'il existe d'importants documentaires et d'autres images sur l'organisation des travailleuses chinoises, comme *We the Workers* (2017) et *Outcry and Whisper* (2020), ils sont rarement abordés dans les grands médias chinois et ne reçoivent que peu d'attention de la part du public. Ils montrent des exemples d'organisation d'actions par des travailleuses, mais je souhaite également attirer l'attention sur différents modèles nuancés d'organisation qui sont devenus de plus en plus courants à mesure que l'espace pour la mobilisation est devenu plus difficile, avec des conséquences plus graves de la répression de l'État. Seules des conditions très particulières permettent des manifestations de masse et d'autres confrontations avec la police et les employeurs.

Nous devons également prendre en considération les aspects moins tape-à-l'œil de l'organisation des travailleuses, qui sont essentiels à l'activisme sur le lieu de travail aujourd'hui. Les travailleuses plus âgées qui guident les plus jeunes ou celles parlant le même dialecte dans la même région s'organisent souvent en petits groupes pour se soutenir mutuellement.

Ces espaces constituent des points de départ essentiels qui permettent aux travailleuses de comprendre et d'évoquer les griefs collectifs et de découvrir la confiance et

l'autorité nécessaires pour se battre. Les travailleuses utilisent également les médias numériques pour s'enseigner mutuellement et faire circuler le droit du travail et d'autres outils institutionnels. Alors que certain-es avocat-es, étudiant-es, activistes et journalistes qui les soutiennent reçoivent souvent le plus d'attention après les actions de celles-ci, les travailleuses ordinaires sans plateforme sont souvent confrontées aux représailles les plus directes et les plus dures. De nombreuses travailleuses apprennent également à s'organiser et à utiliser la loi à leur avantage, même si beaucoup d'entre elles n'ont pas de casquette professionnelle.

Le Sunflower Service Center for Female Workers est un bon exemple de ce type d'auto-organisation des travailleuses. Quelques travailleuses ont créé le centre à Guangzhou en 2011, souhaitant collaborer pour fournir des services de garde d'enfants et organiser diverses activités récréatives et culturelles. Guangzhou comptait plus de 100 000 travailleuses, et le centre a accueilli de nombreux événements culturels populaires et a attiré l'attention des médias locaux, recevant même des appuis officiels.

«L'un de ces événements invitait les travailleurs, hommes et femmes, à porter publiquement des chaussures rouges pour femmes afin de sensibiliser le public aux questions de genre sur le lieu de travail.»

Finalement, les travailleuses de Sunflower ont commencé à cultiver davantage de connaissances juridiques et de pouvoir collectif, et les travailleuses du centre se sont rapidement conseillées les uns les autres sur la manière de négocier avec succès avec les entreprises sur les questions de vol de salaire. La nouvelle de l'existence du centre a commencé à se répandre. À un moment donné, plus d'un millier de travailleuses qui avaient travaillé dans une usine locale de jouets pendant plus de vingt ans n'ont pas reçu l'intégralité de leur rémunération et de leurs prestations de sécurité sociale lorsqu'elles ont atteint l'âge de la retraite. Elles ont contacté le Sunflower Center, qui les a aidés à gagner un important procès la même année contre l'entreprise.

Ainsi, au début des années 2010, Sunflower a commencé à passer d'activités culturelles à des actions militantes, ce qui a finalement conduit à sa répression. Depuis l'affaire des travailleuses de l'usine de jouets, l'association a commencé à subir des pressions directes et indirectes de la part des autorités et d'autres acteurs pour qu'elle ferme ses portes. À un moment donné, le propriétaire a commencé à couper l'eau et l'électricité ; un autre matin, les organisatrices ont découvert que quelqu'un avait soudé leur porte métallique au cadre, de sorte qu'ils ne pouvaient pas l'ouvrir. Les autorités locales ont fini par poser un ultimatum aux représentantes du Sunflower Center : soit elles fermaient eux-mêmes, soit elles attendaient une notification officielle de fermeture. En 2015, elles ont été contraintes de fermer.

Alors que l'organisation a été de plus en plus persécutée après 2015, certains centres pour les travailleuses ont continué à survivre et à trouver des voies plus subtiles et créatives. Ding Dang, par exemple, est cofondatrice du Green Roses Center of Social Work, qui existe toujours à Shenzhen. Elle a commencé à travailler à l'âge de 14 ans et a dû abandonner l'école pour travailler afin de subvenir aux besoins de sa famille. Elle a quitté sa ville natale rurale de Gansu pour s'installer dans le centre urbain de Shenzhen, où elle a fait l'expérience de la situation difficile des travailleuses des grandes industries, ce qui l'a amenée plus tard à s'organiser. Après avoir lu et appris davantage sur le travail et les questions sociales dans un centre de travailleuses, elle a identifié le genre comme une préoccupation majeure qui a influencé ses conditions de travail et celles d'autres collègues féminines. Elle a découvert que six des dix membres de son groupe d'amies au travail avaient été abandonnées par leurs parents en raison de leur sexe. Elle a commencé à comprendre que les usines préféreraient embaucher des femmes parce qu'elles pensaient que les travailleuses seraient plus faciles à gérer. Elle a remarqué que si beaucoup de ses collègues féminines étaient habituellement discrètes en public, elles partageaient ouvertement leurs pensées en privé. Elle a continué à encourager ses collègues à trouver des moyens de s'exprimer, en créant son magazine et d'autres formes de contenu public.

Le Green Roses Center of Social Work fondé par Ding organise des activités telles qu'un «spectacle de chant pour la fête des mères» et une «exposition de poésie Bread and Roses», axés sur les travailleuses, ainsi que diverses activités de garde d'enfants et d'entraide pour permettre aux travailleuses migrantes de mieux s'adapter à la vie citadine. Green Rose utilise aussi efficacement les plateformes numériques pour atteindre les travailleuses, notamment par le biais de leurs comptes publics sur WeChat, Weibo ou Xiaohongshu.

«En effet, comme l'a mentionné Zoe, les plateformes numériques deviennent un outil d'organisation de plus en plus important pour les travailleuses chinoises.»

Les travailleuses militantes délaissent les journaux traditionnels, les magazines et les blogs en ligne au profit de modèles de reportage et d'expression plus décentralisés, comme les médias sociaux. Certaines produisent des contenus courts, tandis que d'autres produisent des bulletins d'information plus longs, des podcasts et des documentaires, tout cela pour trouver des moyens de contourner la censure imposée par l'État sur les médias sociaux chinois. Da Gong Tan, par exemple, mène des entretiens avec des travailleuses d'horizons divers, notamment des travailleuses domestiques d'usines locales et des travailleuses internationales diplômées aux États-Unis. Les enregistrements audio, l'utilisation de pseudonymes et les abonnements à des messageries privées sont autant de moyens de contourner la censure. Des blogs de travailleuses comme Spicy Pepper ou Jianjiao Bu Luo diffusent et commentent des statistiques pertinentes, avec des graphiques montrant par exemple que le taux de natalité des femmes est en baisse ou que les femmes migrent davantage vers les villes que les hommes.

Des conductrices de camion, comme Li Xin, ont lancé des blogs sur une plateforme appelée Kuai Shou pour attirer l'attention sur leurs conditions de travail. Li documente sa propre vie de conductrice de camion et de mère de deux enfants, qui se rend au travail avec son mari et ne peut rentrer chez elle qu'une fois tous les deux mois.

De telles histoires attirent l'attention d'autres conductrices de camion et d'autres personnes sur les médias sociaux. Ainsi, de plus en plus de travailleuses s'appuient sur des plateformes numériques pour discuter de leurs conditions de travail. Certains cas attirent l'attention du gouvernement et sont cooptés dans des récits d'État qui glorifient leurs «sacrifices» sans faire grand-chose pour changer le soutien social et la sécurité à long terme des travailleuses. Par la suite, Li s'est davantage intégrée aux médias officiels, participant à un célèbre concours de chant, et a dû modérer son contenu pour éviter toute agitation, alors même qu'elle invitait d'autres camionneuses sur sa plateforme à parler de leurs conditions de travail, y compris le cas d'une travailleuse décédée dans un accident de la route. Il n'y a pas grand-chose d'autre qu'elle soit autorisée à exprimer en toute sécurité, à part le genre de sentiment avec lequel elle a terminé dans un récent blog : «La réalité est cruelle, mais la vie doit continuer.»

Nous devons également nous rappeler que l'alphabétisation numérique n'est pas encore tout à fait courante parmi les travailleuses, et c'est pourquoi le travail clé de Green Rose et d'autres groupes de travailleuses consiste à concevoir différents types d'ateliers d'écriture et d'alphabétisation médiatique. Un cours d'alphabétisation apprend aux femmes comment les caractères écrits correspondent picturalement aux différentes parties du corps, ce qui leur permet de discuter de concepts généraux de bien-être, de santé et de soins maternels.

Je voudrais conclure en soulignant que la précarité des conditions de travail en Chine signifie qu'il n'existe pas de modèle unique pour l'organisation des travailleuses. Les militantes doivent naviguer dans des conditions difficiles pour rencontrer les gens là où ils sont, avec des ressources limitées et la menace constante de la répression.

[Zoe Zhao est une chercheuse et une activiste qui s'intéresse aux rapports entre technologie, travail et mouvements sociaux.](#)

[Olia Shu est une activiste qui s'intéresse aux alternatives au capitalisme et aux théories et pratiques de décolonisation.](#)

Source : [New Politics](#).

Solidarité ouvrière États-Unis-Chine

Propos recueillis par Andrew Sebald

Ellen David Friedman

Je suis une syndicaliste à la retraite. J'ai travaillé pendant une cinquantaine d'années dans le mouvement syndical américain, mais j'ai aussi vécu et travaillé pendant dix ans en Chine. J'ai été poussée par un besoin impérieux d'essayer de comprendre ce qui se passait en Chine après l'«ouverture» de Deng Xiaoping dans les années 1990. J'ai également milité dix années durant au sein du mouvement ouvrier à différents niveaux. Aux États-Unis, je suis principalement engagée dans le cadre du site [Labor Notes](#), dont j'ai l'honneur d'être la présidente du conseil d'administration.

Je suis partie en Chine il y a environ vingt-cinq ans. J'étais motivée pour m'y rendre parce que j'étais une fervente partisane de la révolution chinoise. J'avais été impressionnée et fascinée par certaines des premières réalisations de la révolution, mais j'ai ensuite vu comment les choses ont évolué. J'ai constaté des virages terrifiants vers l'autoritarisme, la mise à l'écart de la classe ouvrière, etc. À ce moment-là, j'avais près de quarante ans d'expérience dans le mouvement syndical américain, dans divers secteurs, de l'industrie manufacturière à l'enseignement public. J'étais consternée par ce que le néolibéralisme avait provoqué dans ce pays: la perte de substance de nos syndicats qui abandonnaient toute référence au pouvoir des travailleurs, et leur virage vers le recours à l'État pour résoudre les contradictions du capitalisme. Pour moi, ce n'était pas une voie qui pouvait permettre d'avancer, et j'ai donc voulu voir quelque chose de différent.

Ce que j'ai vécu en Chine a coïncidé avec une période de libéralisation conduite par Hu Jintao et Wen Jiabao, au cours de laquelle les militants étrangers ont été tolérés dans

des proportions notables. J'ai pu vivre et enseigner dans une université de Guangzhou, l'université Sun Yat-Sen, où j'ai créé un centre international de recherches sur le travail. Ce centre a été subventionné pendant quatre ou cinq ans et a permis de promouvoir les échanges de militants syndicaux. Beaucoup de gens se déplaçaient en Chine, en particulier dans le delta de la rivière des Perles, qui était devenu l'«usine du monde». Il y avait des milliers de grèves en permanence dans des milliers d'usines. C'était passionnant, et nous avons pu faire de ces situations des sujets de recherche. Il y a eu une brève période pendant laquelle nous pouvions à la fois mener des recherches et échanger avec les travailleurs directement sur le lieu de travail, en rencontrant les gens dans leurs dortoirs, dans leurs usines, dans des lieux publics, et organiser des formations et des stages pour les animateurs de ces mouvements. Des gens venaient du monde entier pour faire des recherches dans ce domaine. C'était très fructueux et passionnant.

Puis Xi Jinping est arrivé au pouvoir et les murailles se sont refermées sur nous. En 2013 ou 2014, notre centre a été fermé. Nous n'étions plus en mesure d'inviter des étrangers. J'ai été arrêté par la direction de la sécurité nationale et on m'a demandé de quitter le pays. Depuis 2015, j'essaie de trouver des moyens de créer une solidarité ouvrière entre les États-Unis et la Chine dans des conditions extrêmement difficiles.

Kevin Lin

J'ai commencé à m'intéresser aux questions de travail en Chine entre 2009 et 2010. Ces années ont été des moments importants dans l'histoire récente du monde du travail en Chine du point de vue de l'ampleur des

luttons ouvrières. J'ai eu la chance d'être attiré par le mouvement ouvrier en Chine à une époque où il y avait des luttes ouvrières dynamiques.

J'ai terminé mon diplôme de premier cycle vers 2009-2010. Je lisais tous les jours des informations sur les dernières nouvelles du monde du travail en Chine, qu'il s'agisse des grèves, des réformes sociales ou des catastrophes. À cette époque, les relations au travail évoluaient rapidement et les luttes des travailleurs s'intensifiaient. Je faisais partie d'une génération de jeunes qui étaient attirés par le mouvement ouvrier chinois en raison de ces luttes. Une mutation des consciences s'opérait, les Chinois ne considérant plus les travailleurs migrants ruraux comme de simples victimes d'un système oppressif. C'est au cours de cette période, entre la fin des années 2000 et le début des années 2010, que la population a véritablement changé d'attitude, passant de la sympathie à la solidarité. Les Chinois ne se contentaient pas de plaindre les travailleurs migrants, ils voulaient les rejoindre dans leur lutte. C'est ce type de solidarité là qui a émergé au cours de cette période. C'est le type de solidarité auquel je crois aujourd'hui, au-delà de la sympathie de nature morale à l'égard des victimes de mauvaises conditions de travail.

Alex Tom

Je me décrirais comme un activiste et un organisateur de mouvements depuis plus de vingt-cinq ans. J'ai fait partie de la Chinese Progressive Association (CPA) à San Francisco pendant plus de quinze ans. La CPA, qui a vu le jour au début des années 1970, a créé de nombreuses branches et sections dans tout le pays. La CPA a joué un rôle clé dans la communauté des immigrants chinois en réclamant la normalisation des relations entre les États-Unis et la Chine et en soutenant fermement la révolution chinoise. C'était une chose particulièrement difficile à faire dans Chinatown, qui à l'époque était principalement contrôlé par le Kuomintang (KMT).

Notre communauté a une tradition de coopération d'individu à individu qui fait partie de notre patrimoine. Il est également important de se rappeler que des travailleurs chinois vivaient et travaillaient aussi aux États-Unis, et que de nombreux fondateurs



de la CPA étaient des travailleurs sans papiers. C'est important parce que nous voyons maintenant le potentiel d'organisation de la diaspora ici aux États-Unis.

De nombreuses scissions se sont également produites au sein de l'organisation au cours des cinquante dernières années. L'une des plus importantes a été provoquée par le massacre de la place Tiananmen. Notre organisation et d'autres sections du CPA ont décidé de soutenir les étudiants et les travailleurs. Tout le monde à gauche n'a pas défendu cette position, mais il y a eu incontestablement des militants de gauche et des organisations de masse qui l'ont fait. Ce clivage est très important car certains pensent que la diplomatie «de peuple à peuple» consiste à soutenir inconditionnellement les positions des gouvernements révolutionnaires. Mais nous devons continuer à garder les pieds sur terre et à travailler avec quiconque se fait l'expression des opinions des travailleurs, qu'elle soit au pouvoir ou non.

Lorsque j'ai commencé à travailler pour le CPA en 2004, j'ai rencontré Ellen et, plus tard, Kevin. La Chine entrait dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce qui marquait une étape importante dans le processus de mondialisation. En 2005, nous avons ressenti le besoin de faire venir des travailleurs chinois, des étudiants et des jeunes des États-Unis pour protester contre la réunion annuelle de l'OMC qui se tenait cette année-là à Hong Kong. Alors que beaucoup considèrent les manifestations de Seattle en 2000 comme la grande percée du mouvement antimondialisation, pour de nombreux Asiatiques, ce sont les manifestations de 2005 à Hong Kong qui ont été déterminantes. C'était la première fois que les communautés d'immigrés chinois critiquaient ouvertement la mondialisation et se mobilisaient contre elle. Certains ont perçu cela comme un «dénigrement de la Chine» au sein de notre propre communauté et parmi nos propres membres. Bien sûr, cela a changé après que nous avons organisé une plus importante campagne de sensibilisation sur les conditions de travail en Chine et dans d'autres parties de l'Asie.

La CPA existe depuis bien des décennies et a connu diverses conjonctures politiques et diverses luttes idéologiques dans ses rangs. À la fin des comptes, c'est de cette

manière que nous avons maintenu notre mission et nos valeurs, en nous efforçant de refléter la conscience du peuple. Ensemble, ils ont intégré la délégation de la WT-NO, qui comprenait plus de 40 dirigeant-es de Los Angeles, Philadelphie, New York et d'autres villes des États-Unis.

Au cours de l'été 2010, le CPA a organisé une veillée commémorative devant le magasin Apple de San Francisco à la mémoire des travailleurs de Foxconn qui s'étaient suicidés. Foxconn est le plus grand fabricant d'électronique au monde et l'un des principaux fabricants de produits Apple. Les conditions de travail dans l'usine sont si dures pour les jeunes travailleurs que des dizaines d'entre eux ont tenté de se suicider, mais les nombreuses actions menées pour augmenter les salaires n'ont toujours pas permis d'améliorer les conditions de travail.

Quels sont les points communs entre les conditions de travail auxquelles sont confrontés les travailleurs américains et chinois ?

Ellen

Après m'être installée en Chine et m'être frottée à la complexité de ses strates sociales, j'ai réalisé que la Fédération des syndicats de Chine (ACFTU) est avant tout une instance gouvernementale plutôt qu'une organisation de masse représentant les intérêts de la classe ouvrière. Sous la pression du néolibéralisme, l'ACFTU, même si elle a une taille énorme et possède de nombreuses ressources, est devenue une organisation creuse et verticalisée, tout à fait éloignée des besoins de ses adhérent-es de base. Ceux et celles d'entre nous qui pensent que les syndicats devraient être des lieux où les travailleurs apprennent à se battre pour les intérêts de la classe ouvrière comprennent que les relations patronales-syndicales sont de nature conflictuelle. Mais cette conception est totalement absente au sein de l'ACFTU. Lorsque je suis retournée aux États-Unis, j'ai constaté des problèmes similaires dans bon nombre de nos syndicats. Bien entendu, tous les syndicats américains ne sont pas des coquilles vides, et la récente poussée syndicale a clairement révélé l'existence en profondeur d'un courant favorable à des réformes démocratiques. Toutefois, aux États-Unis comme

en Chine, les dirigeants syndicaux ont tendance à être très dirigistes, conservateurs, bureaucrates et à privilégier les bonnes relations avec les responsables politiques plutôt qu'avec les travailleurs. En Chine, toute initiative prise par des travailleurs de la base pour se regrouper de manière indépendante au sein des syndicats est sévèrement réprimée, et la perspective de syndicats dirigés de manière démocratique semble très lointaine.

Kevin

Au cours des vingt ou trente dernières années, le développement économique de la Chine s'est opéré par une industrialisation axée sur l'exportation. Des usines ont poussé partout en Chine, les travailleurs ruraux ont migré vers les villes et l'industrialisation à bas salaires et à faible niveau de qualification a été le moteur de l'économie chinoise. Le cœur des luttes ouvrières en Chine se trouvait au sein de la classe ouvrière industrielle. Ce n'était pas le cas des États-Unis à l'époque. À ce moment-là, le pays s'était déjà désindustrialisé au cours des vingt ou trente années précédentes. Je me souviens d'avoir participé à des réunions avec des délégations de travailleurs chinois et des activistes avec des syndicalistes américains, et les travailleurs américains, tout en exprimant leur intérêt et leur solidarité, avaient du mal à comprendre les luttes de la classe ouvrière chinoise parce que les Américains venaient principalement du secteur des services. Aujourd'hui, je pense qu'il y a de moins en moins de décalage entre les classes ouvrières américaines et chinoises. La Chine est en train de vivre le début de sa propre phase post-industrialisation, et de plus en plus de jeunes Chinois sont des cols blancs qui s'orientent vers les secteurs de la technologie et des services. Les travailleurs chinois sont de plus en plus nombreux à avoir une vision sombre de leur avenir, à l'instar de ce que les travailleurs américains ont pu ressentir il y a de nombreuses années.

Je pense que la meilleure façon pour les travailleurs de construire la solidarité est d'avoir des échanges d'expériences sur des situations concrètes. Bâtir la solidarité sur la base d'abstractions moralisantes n'est pas une démarche qui peut s'inscrire dans la durée, cela ne permet pas d'organiser efficacement les travailleurs. Maintenant que les

classes ouvrières américaines et chinoises commencent à connaître des luttes de même nature, un espace est en train de se dessiner où elles pourront s'organiser ensemble.

Alex

J'aimerais ajouter à cela une anecdote personnelle. Dans notre délégation du WTO, nous avons des travailleurs de Chinatown, dont l'une avait travaillé dans le secteur de l'habillement pendant la révolution culturelle. Avant notre voyage, les membres de notre délégation éprouvaient un sentiment de fierté à l'égard de la Chine. Nous critiquions la mondialisation et ils nous disaient souvent que nous devrions être plus « dialectiques » à ce sujet. Même si la mondialisation peut avoir des effets néfastes, il était difficile de ne pas être patriote au regard de l'ascension fulgurante de la Chine sur la scène internationale. Lorsqu'ils ont visité la Chine, ils n'ont pu que constater le développement rapide et la modernisation de leurs villes d'origine. De nombreux membres de la délégation ont cru que nous mentionnions sur les conditions de travail des ouvriers, estimant que nous étions trop sensibles à la rhétorique antichinoise. Toutefois, peu de temps après, nous nous sommes rendus dans la zone économique spéciale (ZES) de Shenzhen et les membres de la délégation ont été choqués de constater à quel point les conditions de travail étaient mauvaises. L'ouvrière qui avait travaillé dans une usine de coton pendant la révolution culturelle a rappelé que son salaire minimum était beaucoup plus élevé que dans les usines de la ZES. Elle était scandalisée par le fait que les salaires soient si bas.

Y a-t-il eu d'autres initiatives importantes de solidarité ouvrière entre les États-Unis et la Chine au cours des dernières décennies ? En quoi peuvent-elles nous donner des indications sur les formes que prendra cette solidarité à l'avenir ?

Ellen

Depuis vingt ans que je mène ce travail, le point culminant de la solidarité entre les États-Unis et la Chine a été pour moi la grève des dockers de Hong Kong en 2013. C'est un petit groupe de grutiers qui a lancé la grève. Bien que peu nombreux, ils étaient

hautement qualifiés, de sorte que lorsqu'ils cessaient de travailler, tout le reste s'arrêtait également. La grève s'est rapidement étendue. À Hong Kong, les deux syndicats étaient alors en conflit. L'un était la Fédération des syndicats de Hong Kong (HKFTU), étroitement associée à l'ACFTU du continent et traditionnellement plus docile. L'autre était la Confédération des syndicats de Hong Kong (HKCTU), favorable à la démocratie, qui a dû se dissoudre après la mise en œuvre de la loi sur la sécurité nationale en 2020. Tous deux étaient présents, mais le dynamisme des dockers associés à la HKCTU était si grand et si convaincant qu'il a rapidement gagné un large soutien extérieur. Des étudiant·es, des membres d'organisations socialistes et des militant·es d'autres syndicats se sont regroupés pour soutenir les dockers. La mobilisation de l'opinion publique à cette échelle était incroyable.

J'étais alors à Guangzhou, ce qui m'a permis de faire des allers-retours entre Guangzhou [Canton] et Hong Kong pour suivre la grève. À mon retour aux États-Unis, nous avons organisé une tournée de conférences pour les dirigeants du syndicat des dockers. Ils ont commencé par prendre part à la conférence de *Labor Notes* en 2014, puis ils ont fait une tournée éclair destinée à obtenir le soutien des syndicats de dockers de la côte ouest. C'était assez intense, mais nous avons fait le tour de tous les ports de la côte ouest où le syndicat International Longshore and Warehouse Union (ILWU, dockers) est représenté. L'ILWU a une longue histoire de syndicalisme internationaliste, c'est l'un des rares syndicats américains à avoir cette tradition. L'ILWU a organisé des discussions avec ces militants à Los Angeles, Oakland, Tacoma, Portland et dans d'autres ports encore. Ils ont collecté beaucoup d'argent pour couvrir les frais de grève. Nous avons également rencontré plusieurs groupes affinitaires et communautaires, comme le CPA. On pouvait sentir que les situations comparables vécues par les travailleurs, même si leurs syndicats étaient différents, leur permettaient de comprendre tout ce qu'il y avait de semblable et de se rendre compte du pouvoir qu'ils avaient sur le mouvement mondial du capital. C'était très impressionnant.

Je dois dire que ce genre de chose est au-delà de ce que nous pouvons imaginer

aujourd'hui. Nous devons faire preuve d'une grande modération dans nos appréciations et nos attentes en ce qui concerne les possibilités de contact entre travailleurs. À l'heure actuelle, toute personne qui arriverait de Chine et prendrait publiquement position en faveur du militantisme ouvrier serait en grand danger à son retour dans son pays. Inutile de dire que ces personnes veulent éviter de s'exposer à un tel danger, si bien que de tels scénarios ne se présentent pas à nous pour l'instant.

Alex

Dans le prolongement de ce qu'a dit Ellen, le fait d'organiser des échanges de travailleur à travailleur a modifié qualitativement notre base aux États-Unis, car beaucoup parmi eux avaient peur de s'exposer. Cependant, après avoir vu comment les dockers de Hong Kong ou de jeunes travailleuses s'étaient organisés, j'ai entendu certaines de ces mêmes personnes aux États-Unis dire : « Hé bien, s'ils peuvent le faire, nous pouvons le faire aussi. » Il se crée quelque chose de très fort lorsque les gens voient la réalité de la lutte et de la contestation en Chine.

Je tiens également à souligner que le travail organisationnel se poursuit en Chine. Cependant, comme l'a dit Ellen, il est important d'avoir une évaluation sobre de ce qui est possible en Chine. Il faudra peut-être des décennies avant que les conditions ne changent. Pour aller de l'avant, il faut bien évaluer le moment présent et penser l'importance de l'organisation de la diaspora. Il y a des centaines de milliers de Chinois expatriés parmi nous. Certains d'entre eux ont participé à des mouvements en Chine, et l'une des propositions que je fais au sein de la communauté américaine d'origine asiatique est de faire participer ces étudiant·es chinois·es à l'étranger au sein de nos mouvements et de nos communautés. Ils ont besoin d'un espace qui leur permette de bâtir et de développer des stratégies autour de questions politiques : le travail, les questions de souveraineté et de démocratie en Chine, le climat, le féminisme, et bien d'autres choses encore. Nous devons donc créer un espace de réflexion stratégique qui leur permette de lutter, de construire et d'établir des liens avec d'autres mouvements.

Kevin

Je voudrais conclure par quelque chose d'un peu plus abstrait. J'ai lu deux livres récemment publiés sur la question de la solidarité. L'un est *Struggle and Mutual Aid in the Age of Working Solidarity* (Other Press, 2023) de Nicholas Delalande, qui est une histoire de la Première Internationale. Ce livre relate comment des liens ont été tissés entre les classes ouvrières européenne et américaine afin de dépasser les frontières nationales et d'établir des relations profondes entre elles. L'autre livre est *Solidarity: The Past, Present, and Future of a World-Changing Idea* de Leah Hunt-Hendrix et Astra Taylor (Penguin/Random House, 2024). Ce livre nous apprend que l'idée de solidarité elle-même est relativement jeune, puisqu'elle est principalement issue de la révolution industrielle. Bien sûr, les communautés se sont soutenues mutuellement pendant la plus grande partie de l'histoire, mais le mot et la pratique de la solidarité telles que nous les concevons aujourd'hui sont un phénomène assez récent. Elle est née du sentiment que les gens sont tributaires les uns des autres, non seulement pour des raisons morales ou politiques, mais aussi pour des raisons économiques, grâce au développement du capitalisme. L'idée est que nous devons être redevables les uns envers les autres sur le plan matériel pour nous soutenir mutuellement.

Cet aspect matériel est important car la Première Internationale a démontré que la solidarité consiste pour les travailleurs à arracher le contrôle de l'économie aux capitalistes et à l'État capitaliste. Le livre m'a fait réfléchir encore plus sur ce que signifie la pratique de la solidarité, et sur la façon dont elle a pu faillir ou sur les endroits où elle a échoué. La solidarité ne se manifeste pas seulement par des manifestations de soutien visibles; elle se construit également à travers des traductions au quotidien, une compréhension profonde des luttes des uns et des autres, et l'établissement de relations à long terme. Ce sont les fondations solides sur lesquelles nous pouvons construire notre solidarité.

Ellen

Tu as bien préparé le terrain pour un point que j'aimerais ajouter, Kevin. Lorsque nous sommes confrontés à des situations dans

lesquelles de nombreuses personnes vivent en exil ou sont soumises à des contraintes incroyablement restrictives dans leur pays, nous pensons souvent que cet isolement constitue un obstacle majeur à la mise en place d'une forme matérielle de solidarité. La forme la plus cruciale de solidarité est celle où les gens continuent à développer un ensemble de valeurs et d'outils analytiques pour évaluer la réalité et pour s'engager dans une certaine perspective sur la durée, quelles que soient les conditions qui les entourent à un moment donné. J'en ai vu de beaux exemples. Lors de la dernière conférence de *Labor Notes*, il y avait des personnes du monde entier qui ont mis en pratique le syndicalisme démocratique, même dans des situations où elles étaient confrontées à des conditions de plus en plus restrictives. Nous constatons une formidable soif de pratiques radicalement démocratiques, qui ne se limitent pas au vote, mais qui permettent d'apprendre à se comporter les uns avec les autres de manière fondamentalement respectueuse. Ce mouvement de solidarité en matière de convictions et d'objectifs, qui se construit au-delà des distances, sera une forme de puissance durable et pérenne qui se développera à mesure que nous avancerons.

Ellen David Friedman est syndicaliste et membre de *Labor Notes*. Elle a vécu en Chine de 2005 et 2015, date à laquelle elle a été arrêtée et expulsée.

Kevin Lin est rédacteur en chef de *Asian Labour Review: A Journal for Labour Movements across Asia*. Il a publié *The China Question: Toward Left Perspectives* (Verso, 2022), *China from Below: Critical Analysis & Grassroots Activism* (Gongchao, 2023) et *China in Global Capitalism: Building International Solidarity Against Imperial Rivalry* (Haymarket Books, 2024). Il est membre du comité éditorial de *New Politics*.

Andrew Sebald est organisateur communautaire à Boston et membre du groupe Bread and Roses au sein de Democratic Socialists of America.

Alex T. Tom a milité à San Francisco au sein de la Chinese Progressive Association.

Source : *New Politics*. Traduit pour *Europe solidaire sans frontière* par Pierre Vandevoorde.

L'internationalisme et la classe ouvrière chinoise

Ruo Yan et Andrew Sebald

En janvier 2014, Xu Lizhi a écrit «Une vis tombée par terre», un poème d'un recueil qu'il a écrit lors de son expérience éprouvante en tant qu'ouvrier de Foxconn :

Une vis est tombée au sol
Dans cette sombre nuit d'heures supplémentaires
Plongeant verticalement, s'entrechoquant légèrement
Elle n'attirera l'attention de personne
Comme la dernière fois
Une nuit comme celle-ci
Quand quelqu'un a plongé au sol¹.

Ce poème n'est qu'un aperçu parmi d'autres des conditions de travail éprouvantes des travailleurs et des travailleuses de Foxconn en Chine. Les circonstances étaient si oppressantes que plusieurs travailleurs et travailleuses se sont suicidé·es, pensant qu'il s'agissait de leur dernier espoir de s'en sortir. Xu Lizhi s'est lui-même suicidé en octobre de la même année.

La mort tragique de Xu est survenue, ironiquement, au plus fort de l'essor économique historique de la Chine. La croissance des salaires en Chine est restée constante de 2007 à 2013, alors même que les pays du monde entier souffraient de la crise économique de 2008. Même le taux d'inégalité salariale, qui avait augmenté rapidement pendant des décennies, a commencé à diminuer dans les années qui ont suivi 2008². Pour certain·es chercheur·euses et activistes de gauche, le modèle de développement de

la Chine offre les prémices d'une alternative à l'impérialisme et au capitalisme occidentaux, un rempart pour le Sud mondial. L'Institut tricontinental de recherche sociale, par exemple, vante les mérites du régime chinois qui «combine une "révolution industrielle" fondée sur la division sociale du travail et la décentralisation à petite échelle avec une planification stratégique socialiste³». Les débats sur le modèle économique chinois continuent de faire rage au sein de la gauche socialiste, aiguisés ces dernières années par les tensions croissantes entre les États-Unis et la Chine. Cependant, les expériences des travailleurs et des travailleuses chinoises comme Xu sont rarement au centre de ces discussions. Le lien entre la classe ouvrière chinoise et sa position dans l'économie mondiale actuelle est rarement établi, alors que le passé communiste de la Chine est en contradiction avec les luttes auxquelles la classe ouvrière chinoise est confrontée au quotidien. Même dans les rares occasions où les voix et les organisations de la classe ouvrière sont entendues, on ne se rend guère compte que les réformes ne sont souvent mises en œuvre qu'après la répression, la démobilisation ou la cooptation des organisations indépendantes de travailleurs et de travailleuses⁴.

1. Des traductions en anglais de la poésie de Xu Lizhi sont disponibles sur Libcom.

2. Björn Gustafsson et Haiyuan Wan, «Wage growth and inequality in urban China: 1988-2013», *China Economic Review*, n° 62, 2020.

3. «Regarder vers la Chine : Multipolarity as an Opportunity for the Latin American People», *Tricontinental*, Institute for Social Research, 11 avril 2022.

4. Manfred Elfstrom, chercheur dans le domaine du travail, observe que les autorités gouvernementales chinoises «expérimentent de nouvelles politiques, plutôt favorables aux travailleurs et aux travailleuses, tout en se montrant sévères à l'égard des organisateurs/organisatrices syndicaux et des grévistes ordinaires». Manfred Elfstrom, «Workers and Change in China», entretien avec Ivan Franceschini, *Made in China Journal*, 18 janvier 2021. Pour une analyse de la manière dont les autorités locales ont

La réduction au silence de la classe ouvrière chinoise n'a pas été une catastrophe soudaine, mais une escalade de la répression bureaucratique de l'organisation indépendante de la classe ouvrière pendant des décennies. Peu après la création par Deng Xiaoping de quatre zones économiques spéciales dans les régions côtières de l'est, le droit de grève des travailleurs et des travailleuses a été supprimé de la constitution de l'État en 1982. La répression féroce de la place Tiananmen en mai et juin 1989 a écrasé le dernier grand soulèvement des travailleurs et travailleuses chinoises, dont les revendications contre les effets néfastes des réformes du marché dépassaient de loin la vision libérale des étudiant·es protestataires. Les décisions politiques de Deng Xiaoping indiquaient que la Chine ne chercherait plus à défier l'ordre libéral impérial de Washington, mais plutôt à s'y adapter et à en tirer profit. Tout comme les travailleurs et les travailleuses avaient été au centre de la résistance pour la liberté, elles et ils ont été poussés au cœur du fardeau du capital⁵. Le virage de la Chine vers le capital américain n'a été rendu possible que par l'écrasement de la mobilisation de masse des travailleurs et des travailleuses chinoises en 1989. À la fin de l'année suivante, Huang Wenjun, alors chargé du commerce à l'ambassade de Chine aux États-Unis, se vantait au *Los Angeles Times* que «le rythme des investissements américains [en Chine] s'est accéléré depuis juin» et que «les perspectives d'investissements américains en Chine sont très prometteuses⁶».

La bureaucratie du parti et les entreprises et acteurs d'élite affiliés continuent de s'enrichir en limitant le pouvoir collectif des travailleurs et des travailleuses chinois·es. Si le néolibéralisme n'a pas rasé l'économie chinoise comme il l'a fait en Russie et dans d'autres parties du Sud, il a ravagé le pouvoir de la classe ouvrière chinoise afin de répondre à la demande mondiale, sauvant le capitalisme lorsqu'il a été confronté à une

crise de rentabilité au moment où il a imposé une vaste désindustrialisation à travers l'Amérique latine. L'organisation politique du travail en Chine s'est brusquement arrêtée dans les années 1990 avec la chute du China Free Labor Union dans le sillage d'un autoritarisme croissant. Les garanties du «bol de riz en fer» de l'époque de Mao la sécurité de l'emploi à vie et d'autres avantages - ont été volées aux travailleurs et aux travailleuses chinoises, tandis que les entreprises d'État retenaient les salaires les plus bas de leurs employé·es furieuses et furieux. Les travailleurs et les travailleuses se sont organisé·es, mais avec peu de succès, voire aucun. Les ONG de travailleur·euses sont apparues comme des ersatz de centres de défense pendant la brève période de libéralisation, mais elles ont connu une fin funeste avec la montée en puissance de l'administration du président Xi Jinping. La répression brutale de la grève de la JASIC en 2018 et la violence quotidienne à laquelle les organisateurs syndicaux comme Meng Han ont été confrontés ont marqué la fin logique du voyage que la classe dirigeante chinoise avait entrepris depuis les années 1980: l'économie chinoise a été catapultée vers la grandeur sur le dos exsangue de ses travailleurs et de ses travailleuses autrefois encensé·es.

Sur le mouvement ouvrier en Chine

Cette section présente les textes de cinq conférences, révisés en vue de leur publication. Cette série de conférences avait deux objectifs principaux: (1) donner aux socialistes, aux étudiant·es et travailleurs/travailleuses radicales, à la diaspora sinophone et à d'autres compagnon·nes de route une compréhension de base de la situation de la classe ouvrière chinoise; et (2) encourager différentes organisations à développer des formes concrètes de solidarité internationale avec les travailleurs et travailleuses chinoises, fondées sur le principe de l'indépendance politique de la classe ouvrière. Le terrain actuel de l'internationalisme est malheureusement dominé par des forces antagonistes à la classe ouvrière chinoise. L'opposition au régime chinois est largement menée par des libéraux bellicistes (soutenus par certaines diasporas et ONG de défense des droits

coopté et supprimé les efforts d'entraide indépendants au cours des premiers jours de la pandémie à Wuhan, voir Chuang, *Social Contagion*, Chicago, Charles H. Kerr, 2021.

5. Yueran Zhang, «The Forgotten Socialists of Tiananmen Square», *Jacobin*, 4 juin 2019.

6. George White, «US Firms Lift Taboo on Doing Business in Beijing», *The Los Angeles Times*, 1^{er} décembre 1990.

humains) désireux d'attiser la sinophobie et la rivalité entre grandes puissances pour préserver l'impérialisme américain. D'autre part, bien qu'il ne soit pas à la tête du système impérialiste, le régime chinois et ses mandataires constituent la force la plus directe de persécution des travailleurs et des travailleuses chinoises, désireux de surveiller, de cibler et de neutraliser toute opposition à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Pire encore, il n'y a que peu d'espace pour que des médias dignes de confiance puissent s'informer sur les conditions de base des travailleurs/travailleuses et des organisateurs et organisatrices syndicales chinoises, indépendamment des médias parrainés par l'État, qu'il s'agisse du *China Daily* ou de Radio Free Asia. Ainsi, la compréhension de base de la gauche internationale sur l'état de la classe ouvrière chinoise est encore bien trop affaiblie. En particulier depuis la répression accrue du milieu des années 2010, très peu de militant·es et d'organisations sur le terrain, si tant est qu'il y en ait, peuvent offrir en toute sécurité une analyse critique des conditions de travail en public sans être menacé·es dans leur sécurité personnelle par l'État. Pour cette raison, la plupart des auteurs et autrices de ces conférences qui vont d'organisateur·rices : organisatrices ouvrières chinoises de longue date contraint·es à l'exil à des féministes chinoises d'outre-mer - vivent à l'étranger et écrivent sous des pseudonymes. Toutes les organisations qui accueillent et soutiennent publiquement la conférence sont basées en dehors de la Chine.

Les conférences «Résistance ouvrière et répression en Chine» et «La classe ouvrière chinoise et le genre» donnent un aperçu de ce à quoi les travailleur·euses et les syndicalistes ont été confrontés au cours des dernières années. Ces exposés décrivent les grands changements passés et actuels de la classe ouvrière chinoise, les différents modes d'organisation et la manière dont ils se sont adaptés au fil des ans à l'évolution de la situation économique et aux modalités de la répression étatique.

Les deux exposés suivants sont plus spécifiques et présentent des exemples de sites mûrs pour le développement de campagnes pratiques. L'objectif est d'être aussi concret que possible sur les voies de la solidarité internationale. Inspirée par les manifestations

de masse des travailleur·euses de Foxconn à Zhengzhou et par la campagne de solidarité mondiale menée par des activistes chinois·es à l'étranger fin 2022, l'exposé consacré à «la solidarité ouvrière à travers les chaînes d'approvisionnement» analyse les liens entre Foxconn et les géants américains de la technologie, tels qu'Apple. L'exposé se termine par des suggestions sur la manière dont les syndicats américains, tels que l'Apple Retail Union et l'United Auto Workers, peuvent faire preuve de solidarité avec les travailleurs et les travailleuses chinoises en faisant pression sur les sites de collaboration entre les capitaux américains et chinois à l'étranger.

La conférence «Entre la surveillance chinoise et le colonialisme israélien» est centrée sur le génocide en cours en Palestine et présente un réseau émergent d'activistes sinophones sur différents continents qui sensibilisent à la façon dont les entreprises de surveillance chinoises, comme Hikvision, jouent un rôle dans l'aide au colonialisme israélien soutenu par les États-Unis. Ces technologies, comme le montre l'exposé, se mêlent aux formes occidentales de maintien de l'ordre pour discipliner et surveiller des communautés au-delà d'Israël, des travailleurs et des travailleuses ouïghours du Xinjiang aux communautés noires et brunes de New York.

Enfin, la discussion sur l'«histoire de la solidarité syndicale entre les États-Unis et la Chine» réunira trois syndicalistes chevronné·es des États-Unis qui partageront leurs expériences en matière d'organisation du travail de solidarité au cours des dernières décennies, en réfléchissant aux leçons du passé qui permettront de reconstruire la solidarité internationale à l'avenir.

Nous avons conçu cette série de conférences pour contribuer à la construction du mouvement socialiste international, mais nous ne cherchons pas à promouvoir une organisation ou une tradition idéologique particulière. Nous sommes membres d'un groupe des Démocrates socialiste d'Amérique (DSA), Bread and Roses («Du pain et des roses»), et d'une autre organisation socialiste, Tempest Collective, qui, avec l'aide d'autres membres de DSA et d'activistes chinois·es d'outre-mer, ont organisé ces discussions. Nous remercions également ceux qui nous ont aidés à organiser une telle initiative: Haymarket Books, *New Bloom*

Magazine, *Students 4 Hong Kong*, *Justice is Global* et *Asian Labour Review*. Nous espérons que ce réseau d'organisations, qui transcende les différences et les divisions, modélise l'approche nécessaire pour reconstruire de manière significative la solidarité avec la classe ouvrière chinoise. Tout comme la gauche socialiste doit redécouvrir son identité à partir des succès et des échecs du 20^e siècle, un mouvement mondial de solidarité avec la classe ouvrière chinoise doit être réinventé en rassemblant divers militant·es, syndicats et organisations socialistes autour d'une réflexion et d'une lutte collectives. Un front uni d'organisations ouvrières et socialistes, de médias de gauche et ouvrier·es, et de collectifs de la diaspora serait le reflet de l'internationalisme de la classe dirigeante américano-chinoise, qui maintient conjointement le système capitaliste, même face à la rivalité géopolitique.

Il reste peu de possibilités d'auto-organisation politique de la classe ouvrière en Chine, ce qui rend nécessaire un rôle accru de la diaspora et des organisations socialistes à l'étranger. En raison de l'état de répression et de cooptation, il est difficile de consolider les acquis du mouvement en Chine, malgré les éclairs constants de militantisme : les luttes féministes menées par des survivantes contre de puissants agresseurs depuis #MeToo, la vague de grèves sauvages qui revient, et le mouvement éphémère mais explosif des feuilles blanches¹. Cependant, il y a plus d'espace pour le faire parmi les communautés sinophones d'outre-mer, qui se recoupent souvent avec les luttes menées dans leur pays : l'extension du plaidoyer féministe pour les survivantes au sein des espaces dissidents, les campagnes de solidarité mondiale autour du pont Sitong et du mouvement des feuilles blanches, et l'auto-organisation émergente des travailleuses travailleurs internationaux chinois

de base dans les luttes syndicales de l'enseignement supérieur. De nombreuses et nombreux jeunes militant·es étranger·es participent directement aux luttes d'autres communautés à l'étranger et en tirent des enseignements, comme les récents mouvements de libération des Afro-Américain·es et des Palestinien·nes. Grâce aux médias sociaux et à la fluidité des communautés de migrants, ces acquis du mouvement peuvent être approfondis, partagés et diffusés au-delà des frontières. La responsabilité des internationalistes à l'étranger est d'occuper l'espace et de fournir des ressources pour cet échange.

Nous espérons que cette série fournira aux lecteurs et aux lectrices les outils nécessaires pour commencer ce travail. En fin de compte, l'internationalisme de la classe ouvrière ne peut être forgé que dans la pratique, au-delà de ces pages. Face aux impérialistes de tous bords qui profitent des travailleurs et des travailleuses américain·es et chinois·es dans cette nouvelle guerre froide qui s'approfondit, la gauche doit fournir une alternative politique. La lutte l'exige !

Ruo Yan est un militant syndical de la diaspora chinoise et un membre du *Tempest Collective* (États-Unis).

Andrew Sebald est un organisateur communautaire basé à Boston. Il est membre du groupe *Bread and Roses* des *Democratic Socialists of America*.

1. Rong Xiaoqing, «How #MeToo Divided NYC's Chinese Democracy Movement», *The Nation*, 24 mai 2024 ; Liu Xiang et Ruo Yan, «After Workers Flee the China's Largest iPhone Factory, Activists Demand Accountability from Apple», *Labor Notes*, 10 novembre 2022 ; Noturlilpink, «Observations and Reflections on Sitong-Bridge-Banners-Inspired Poster Campaign : "Courage emerges from practice, and trust is also grown from connection and collective actions"», *Medium*, 1^{er} novembre 2022.

Rivalité entre les États-Unis et la Chine, « coopération antagoniste » et anti-impérialisme au 21^e siècle

Entretien de Federico Fuentes avec Promise Li

Federico Fuentes

Au cours du siècle précédent, nous avons vu le terme d'impérialisme utilisé pour définir différentes situations et, à d'autres moments, être remplacé par des concepts tels que la mondialisation et l'hégémonie. Dans ces conditions, quelle valeur conserve le concept d'impérialisme et comment le définir ? Et en définissant l'impérialisme, dans quelle mesure les écrits de Lénine sur le sujet restent-ils pertinents ? Le cas échéant, quels sont les éléments qui ont été remplacés par des développements ultérieurs ?

Promise Li

Le concept d'impérialisme, en particulier tel qu'il a été théorisé par les marxistes classiques, est certainement toujours utile pour nous aujourd'hui, mais nous devons actualiser et calibrer leurs analyses en fonction des conditions contemporaines. L'observation de Lénine selon laquelle « l'un des traits caractéristiques de l'impérialisme est le capital financier¹ » sonne juste, peut-être encore plus aujourd'hui qu'à son époque avec l'expansion massive du capital financier. Plus important encore, l'impérialisme mondial reste une formation volatile - il ne s'agit pas d'une « coopération pacifique » entre capitalistes, comme Karl Kautsky s'est risqué de dire, mais d'une « rivalité entre plusieurs grandes puissances en quête d'hégémonie », comme l'a décrit Lénine.

Lénine a écrit que « la définition la plus brève possible de l'impérialisme » est « le stade monopoliste du capitalisme ». Si cela représente un stade avancé du capitalisme

qui a commencé à son époque, alors nous vivons actuellement les stades avancés de ce stade avancé. Les monopoles n'ont fait que s'étendre et devenir de plus en plus dévorants. Les capitalistes trouvent des moyens encore plus complexes de fusionner et de s'associer, qu'il s'agisse d'institutions multilatérales telles que le Fonds monétaire international ou de « propriétaires universels » tels que BlackRock et Vanguard, qui détiennent des parts majoritaires dans des partenariats dirigés par l'État ou des partenariats public-privé associés à des pays appartenant à des blocs géopolitiques prétendument rivaux. Lénine décrit également comment « les monopoles, issus de la libre concurrence, n'éliminent pas cette dernière, mais existent au-dessus et à côté d'elle, et donnent ainsi naissance à un certain nombre d'antagonismes, de frictions et de conflits très aigus et très intenses ». Cette contradiction entre monopoles et concurrence n'a fait que s'accroître avec la montée de la multipolarité.

Ainsi, l'avènement d'une nouvelle ère de rivalité inter-impérialiste est loin d'être linéaire et ne perturbe pas clairement l'hégémonie impériale du capital occidental. À cet égard, je pense que nous n'accordons pas suffisamment d'attention aux autres théories marxistes classiques de l'impérialisme, au-delà de Lénine. Bien que rudimentaire, la formulation de l'impérialisme de Rosa Luxemburg comprend correctement l'impérialisme comme « l'expression politique du processus de l'accumulation capitaliste se manifestant par la concurrence entre les capitalismes nationaux autour des derniers territoires non capitalistes encore libres du monde² ». Elle considère l'impérialisme

1. V. I. Lénine (1916), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, « IX. La critique de l'impérialisme », www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp9.htm.

2. Rosa Luxemburg, *L'accumulation du capital*, ch. 31, www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/



comme un moyen de décrire non seulement les caractéristiques de puissances impérialistes distinctes, mais aussi la logique même du développement de l'économie mondiale capitaliste - en visant le développement de nouveaux acteurs pour faciliter le processus mondial d'accumulation du capital. Nicolas Boukharine a développé cette idée en identifiant une caractéristique dialectique dans le système capitaliste mondial : «Parallèlement à l'internationalisation de l'économie et du capital, il s'opère un processus d'agglomération nationale, de nationalisation du capital³.»

L'accent mis par Luxemburg et Boukharine sur l'impérialisme en tant que processus mondial unifié (bien qu'empreint de tensions internes) nous permet de comprendre la nouvelle montée des blocs économiques nationaux, des tensions géopolitiques et des formes de nationalisme industriel qui ont émergé au sein d'une économie mondiale plus interdépendante que jamais. Les déclarations sur le déclin du néolibéralisme sont prématurées : ce que nous voyons aujourd'hui n'est en réalité qu'une

[rl_accu_k_31.htm](#).

3. Nicolai I. Boukharine (1915), *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Paris, Anthropos, 1967, p. 52, www.marxists.org/francais/boukharine/works/1915/00/Economie%20Mondiale%20et%20Imperialisme.pdf.

reconfiguration des capitaux issus de différents États et intégralement liés par la financiarisation. Les nouvelles politiques industrielles et les nouveaux nationalismes ne font que dicter les nouveaux termes dans lesquels la mondialisation persiste. Ainsi, les économistes exagèrent le déclin des importations chinoises aux États-Unis : en réalité, la plupart de ces marchandises ne font que transiter par des pays tels que le Mexique et le Vietnam. Les classes populaires, en particulier dans les pays du Sud, continuent d'être exploitées. De nouvelles alliances et rivalités peuvent modifier les relations entre les différentes bourgeoisies du Sud et les impérialistes traditionnels, mais la structure de base de l'impérialisme mondial reste très stable.

Bien entendu, la conception de la rivalité inter-impérialiste de Lénine et Boukharine reste d'actualité. Mais contrairement à la Première Guerre mondiale, l'interdépendance économique, même entre les blocs géopolitiques, renforcée par les nouveaux organismes financiers multilatéraux, établit de nouveaux termes à travers lesquels la rivalité inter-impérialiste prend forme. Par exemple, comme le soulignent des économistes tels que Minqi Li⁴ et Michael Roberts⁵, des pays comme la Chine reçoivent moins de valeur qu'ils n'en exportent. Mais comme l'a fait remarquer John Smith⁶, ce n'est pas seulement cette dynamique qui détermine si un pays est impérialiste. Il cite l'impérialisme des ressources comme une forme d'impérialisme - qui va au-delà des considérations de transfert de valeur - dans laquelle ces pays s'engagent au côté des puissances impérialistes occidentales traditionnelles. Les politiques revanchardes renforcent également l'horizon impérialiste des impérialismes émergents tels que la Russie. Comme l'admet ouvertement le président

4. Minqi Li, «China : Imperialism or Semi-Periphery?», *Monthly Review*, 1^{er} juillet 2021, <https://monthlyreview.org/2021/07/01/china-imperialism-or-semi-periphery/>.

5. Michael Roberts, «IIPPE 2021 : imperialism, China and finance», <https://thenextrecession.wordpress.com/2021/09/30/iippe-2021-imperialism-china-and-finance/>.

6. John Smith & Federico Fuentes, «Twenty-first century imperialism, multipolarity and capitalism's "final crisis"», *LINKS International Journal of Socialist Renewal*, 1^{er} août 2023, <https://links.org.au/twenty-first-century-imperialism-multipolarity-and-capitalisms-final-crisis>.

russe Vladimir Poutine⁷, l'intérêt de la Russie à sécuriser sa sphère d'influence en Ukraine par des moyens violemment expansionnistes va au-delà de la pression exercée par l'OTAN (qui joue sans aucun doute un rôle clé, mais non exhaustif, dans l'élaboration de l'invasion russe).

La persistance des revendications impériales traditionnelles de l'Occident (comme en témoigne la réponse de la France aux récents développements au Niger) et les nouvelles revendications revanchardes des puissances impérialistes montantes confirment une autre caractéristique clé de l'impérialisme que Lénine (s'appuyant sur Rudolf Hilferding) a identifiée : parmi la myriade d'antagonismes sociaux intensifiés par l'impérialisme, l'un des principaux est « l'intensification de l'oppression nationale⁸ ». Rohini Hensman souligne la persistance du « chauvinisme ethnique » aujourd'hui⁹ que Lénine a mis en évidence comme une caractéristique fondamentale non seulement du bloc dirigeant, mais aussi des travailleurs, et même des socialistes, de la nation dominante. Tout aussi important, comme Lénine l'a souligné dans ses écrits sur l'autodétermination nationale : le fait que certaines nations oppressives soient subordonnées à des puissances impérialistes plus fortes dans le système mondial n'efface pas la légitimité des mouvements de libération nationale à l'encontre de ces nations. Lénine a écrit que « non seulement les petits États, mais aussi la Russie par exemple, dépendent entièrement, du point de vue économique, de la puissance du capital financier impérialiste des "riches" pays bourgeois », ainsi que « l'Amérique du 19^e siècle était économiquement une colonie de l'Europe [...] mais cela est décidément hors de propos dans la question des mouvements nationaux et de l'État national¹⁰ ». En d'autres termes, les puissances impérialistes occidentales n'ont pas le monopole

de l'impérialisme et du chauvinisme national – les attaques constantes de Lénine contre le chauvinisme de la Grande Russie l'ont mis en évidence. Avec la montée de nouveaux pays impérialistes et capitalistes avancés en dehors du bloc occidental, nous devons nous rappeler que Lénine a souligné le droit des nations à l'autodétermination, même celles qui sont prises entre des puissances impérialistes.

Bien entendu, aucun principe ne devrait être absolu au point de justifier « tout examen isolé, c'est-à-dire unilatéral et déformé, de l'objet étudié¹¹ », comme Lénine l'a reproché à Kautsky, qui a utilisé la libération nationale serbe contre l'Autriche pour justifier le soutien socialiste à la guerre impérialiste. Dans le même temps, il a également refusé de délégitimer dogmatiquement tous les mouvements de libération nationale simplement parce qu'ils sont instrumentalisés par d'autres acteurs impérialistes : « Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre "grande" puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, que les nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les social-démocrates à renier leur républicanisme¹². » L'essentiel n'est pas de colporter des généralités, mais « lorsqu'on analyse une question sociale [...] on la pose dans un cadre historique déterminé ; et puis, s'il s'agit d'un seul pays (par exemple, du programme national pour un pays donné), qu'il soit tenu compte des particularités concrètes qui distinguent ce pays des autres dans les limites d'une seule et même époque historique¹³ ».

La montée du fascisme et l'intensification des liens entre la guerre inter-impérialiste et

7. <https://en.kremlin.ru/events/president/news/66181>.

8. *Op. cit.*, note 1.

9. Rohini Hensman, « Socialist Internationalism and the Ukraine War », www.historicalmaterialism.org/blog/socialist-internationalism-and-ukraine-war.

10. V. I. Lénine (1914), *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, www.bibliomarxiste.net/auteurs/lenine/du-droit-des-nations-a-disposer-delles-memes/2-position-historique-concrete-de-la-question/.

11. V. I. Lénine (1915), *La faillite de la 2^e Internationale*, www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/05/19150500g.htm.

12. V. I. Lénine (1916), *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/01/19160100.htm.

13. *Op. cit.*, note 10.

les différents mouvements de libération nationale au cours de la Seconde Guerre mondiale ont nécessité une nouvelle approche des questions de libération nationale et d'anti-impérialisme – nécessité à laquelle Ernest Mandel¹⁴ s'est risqué à répondre. De même, nous devons actualiser nos analyses pour tenir compte des anciens impérialismes et des impérialismes émergents afin de renforcer le plus efficacement possible les mouvements révolutionnaires, non seulement dans un seul endroit, mais aussi pour de nombreuses personnes vivant des héritages politiques très différents – du capitalisme bureaucratique des anciens «États du socialisme réellement existant» aux horreurs de la thérapie de choc néolibérale dans les «démocraties libérales».

Federico Fuentes

Après la chute de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide, la politique mondiale semblait largement dominée par des guerres visant à renforcer le rôle de l'impérialisme étatsunien en tant qu'unique hégémonie mondiale. Toutefois, ces dernières années, un changement semble s'opérer. Alors que les États-Unis ont été contraints de se retirer d'Afghanistan, nous avons vu l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'expansion du rôle économique de la Chine à l'étranger, et même des nations relativement plus petites telles que la Turquie et l'Arabie saoudite étendre leur puissance militaire au-delà de leurs frontières. D'une manière générale, comment analysez-vous la dynamique actuelle du système impérialiste mondial ?

Promise Li

Je voudrais faire revivre un terme inventé pour la première fois par le marxiste allemand August Thalheimer, et développé par le marxiste autrichien-brésilien Érico Sachs et d'autres membres du collectif marxiste brésilien Política Operária (POLOP), qui décrit de manière adéquate le système impérialiste mondial d'aujourd'hui : «coopération antagoniste». Ce terme a été utilisé par Thalheimer, à la suite de l'analyse de Boukharine sur le système capitaliste mondial en tant qu'unité contradictoire dans *Économie*

de la période de transition¹⁵, pour expliquer comment des tensions vives et même violentes peuvent exister entre les États capitalistes, alors que tous continuent à maintenir le même processus mondial d'accumulation du capital. Comme le décrit le programme de POLOP en 1967¹⁶, la coopération antagoniste illustre «une coopération qui vise à la conservation du système et qui trouve son fondement dans le processus même de centralisation du capital, et qui n'élimine pas les antagonismes inhérents au monde impérialiste». Les théoriciens de POLOP sont allés plus loin que Thalheimer en précisant qu'une telle impulsion visant à préserver les relations sociales capitalistes peut caractériser les classes dirigeantes qui expriment une politique étrangère «anti-impérialiste». Les sentiments anti-impérialistes de la population peuvent contraindre ces bourgeoisies à adopter cette position, mais, en retour, «ce nationalisme, souvent mis à profit par les bourgeoisies indigènes, fait pression sur les puissances impérialistes pour qu'elles améliorent les termes de leurs relations économiques [ce qui garantit] la continuité de l'exploitation impérialiste après le retrait des armées coloniales».

Cela décrit parfaitement les actions des pays BRICS+ aujourd'hui. Patrick Bond, Ana Garcia, Miguel Borba¹⁷, parmi d'autres économistes politiques, soulignent depuis longtemps que ces régimes «parlent à gauche, marchent à droite». Les rivalités croissantes entre les différents États n'annulent pas l'interdépendance. Les BRICS ont manqué d'innombrables occasions de se libérer de l'hégémonie économique occidentale dans la pratique, malgré leur rhétorique anti-impérialiste. La Nouvelle banque de développement, présentée par certains comme une alternative aux institutions bancaires occidentales pour le Sud, a récemment officialisé

14. Ernest Mandel, *Sur la Seconde Guerre mondiale*, Paris, La Brèche, 2018.

15. N. Boukharine (1920), *Économie de la période de transition*, www.marxists.org/francais/boukharine/works/1920/boukh_trans_prs.htm.

16. www.marxists.org/portugues/tematica/livros/diversos/polop.htm.

17. Patrick Bond, Ana Garcia, Miguel Borba, «Western Imperialism and the Role of Sub-imperialism in the Global South», CADTM, 13 janvier 2021, www.cadtm.org/Western-Imperialism-and-the-Role-of-Sub-imperialism-in-the-Global-South.



son partenariat avec la Banque mondiale¹⁸. Bond observe que la Chine a augmenté et consolidé sa troisième position en termes de droits de vote au sein du FMI, et qu'elle en a même gagné aux dépens de pays du Sud tels que le Nigeria et le Venezuela¹⁹. Les partenariats public-privé et les investisseurs institutionnels représentent des moyens pour l'Arabie saoudite, la Chine, le Brésil, etc. de développer de nouveaux nœuds d'accumulation – et de perpétuer les nœuds existants en collaboration avec l'Occident²⁰. La rivalité entre les États-Unis et la Chine a entraîné un certain découplage stratégique des industries, alors que de nombreux produits de base sont simplement réacheminés par l'intermédiaire de tierces parties. L'horrible invasion russe de l'Ukraine aurait introduit une nouvelle ère d'isolement occidental des capitaux russes par le biais de sanctions, mais le Caspian Pipeline Consortium – qui voit des cadres de Chevron travailler aux

côtés d'entreprises russes sanctionnées – ne connaît pas d'interruption²¹. Les tensions croissantes entre la Chine et l'Inde sont un exemple des contradictions potentiellement irréconciliables qui existent également au sein du bloc BRICS+. Comme l'écrivent Tithi Bhattacharya et Gareth Dale, «les allégeances de la nouvelle guerre froide sont faites d'un maillage plus diffus. Elles tendent à être moins absolues; elles sont partielles et sujettes à des pressions et à des tiraillements continus²²».

Les États-Unis restent la puissance impérialiste dominante dans le monde, bien que la gauche néglige souvent la manière dont les prétendus rivaux des USA contribuent en fait à maintenir son pouvoir, tout comme ils en contestent certains aspects pour obtenir une part du gâteau pour eux-mêmes. Les intérêts des différents capitalistes nationaux ne sont pas non plus toujours parfaitement alignés: de grands PDG américains et allemands ont accepté avec empressement l'invitation du ministre chinois des affaires

18. www.worldbank.org/en/news/press-release/2016/09/09/world-bank-group-new-development-bank-lay-groundwork-for-cooperation.

19. Patrick Bond, «Brics joins the reigning world order», *Mail&Guardian*, 31 mars 2017, <https://mg.co.za/article/2017-03-31-00-brics-joins-the-reigning-world-order/>.

20. Voir <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/18681026231188140> ainsi que <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/anti.12725>.

21. Voir <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/18681026231188140> ainsi que <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/anti.12725>.

22. Tithi Bhattacharya & Gareth Dale, «Is BRICS+ an Anti-Colonial Formation Worth Cheering From the Left? Far From It», *Truthout*, 13 septembre 2023, <https://truthout.org/articles/is-brics-an-anti-colonial-formation-worth-cheering-from-the-left-far-from-it/>.

étrangères, Qin Gang, à des réunions et à une collaboration plus approfondie, tandis que la commission d'enquête de la Chambre des représentants des États-Unis sur le Parti communiste chinois (PCC) attisait les politiques antichinoises. Toute analyse correcte du système impérialiste mondial actuel doit tenir compte de ces contradictions et de la fluidité entre les puissances impérialistes. L'écrivain syrien Yassin al-Haj Saleh a récemment appelé cela l'«impérialisme liquide²³», dans le contexte de l'intérêt commun des États-Unis et de la Russie à maintenir le pouvoir de Bachar al-Assad en Syrie. Ces nouveaux concepts nous permettent de mieux comprendre le système mondial actuel, plus que l'unipolarité américaine pure et simple ou la rivalité inter-impérialiste traditionnelle, mais d'autres analyses sont encore nécessaires.

Federico Fuentes

À la lumière des débats actuels, comment voyez-vous la place de la Chine et de la Russie dans le système impérialiste mondial d'aujourd'hui ? Et comment voyez-vous la question de la multipolarité ?

Promise Li

La multipolarité, sans l'influence des mouvements de masse anticapitalistes militants, peut n'être qu'une autre expression de l'impérialisme mondial. En effet, le néolibéralisme a persisté avec l'aide de ces nouveaux pôles. Vijay Prashad a admis en 2013 que les BRICS n'étaient rien d'autre qu'un «néolibéralisme avec des caractéristiques du Sud». Depuis, Prashad est devenu beaucoup plus optimiste au sujet des BRICS, ce qui est très étonnant compte tenu de l'entrée récente de monarchies néolibérales autoritaires telles que l'Arabie saoudite dans les BRICS et de l'invasion ouvertement impérialiste de l'Ukraine par la Russie. Les bases d'une cohésion idéologique anti-impérialiste et anticapitaliste sont de plus en plus minces – bien moins que celles qui ont uni les élites dirigeantes

lors de la conférence de Bandung²⁴ dans le passé – et la marge de manœuvre pour la poursuite de l'accumulation du capital est de plus en plus grande.

Les deux principaux leaders des BRICS+, la Chine et la Russie, peuvent être le fer de lance de l'indépendance économique vis-à-vis de l'Occident à certains égards. Mais ces mesures ne parviennent pas à rompre avec l'accumulation du capital. Pire encore, les BRICS+ renforcent parfois le rôle central des institutions impérialistes occidentales. La déclaration de Johannesburg II, en août, confirme l'autorité de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et du G20, et «encourage les institutions financières multilatérales et les organisations internationales à jouer un rôle constructif dans la construction d'un consensus mondial sur les politiques économiques et dans la prévention des risques systémiques de perturbation économique et de fragmentation financière». Comme l'ont décrit les théoriciens brésiliens de la coopération antagoniste, la bourgeoisie nationale des pays dits non alignés ou «anti-impérialistes» peut lutter pour une plus grande part des bénéfices sans modifier fondamentalement le système impérialiste mondial. En ce sens, la Chine (comme la Russie) développe de plus en plus ce que Minqi Li appelle «des comportements de type impérialiste dans les pays en développement²⁵», tout comme elle a certainement joué un rôle sous-impérialiste. La multipolarité, loin d'être une alternative à l'impérialisme, indique un nouveau terrain dans lequel les grandes et moyennes puissances préservent et remettent en question différents aspects de l'impérialisme occidental, chacune pour s'assurer une plus grande sphère d'influence dans le système capitaliste. Indépendamment de la question de savoir si la Chine ou la Russie sont des pays impérialistes, quelle que soit la mesure utilisée, il ne fait aucun doute que ces pays renforcent l'impérialisme mondial d'une manière ou d'une autre, plutôt qu'ils ne le contestent.

L'anti-impérialisme d'aujourd'hui doit commencer par cette reconnaissance, et non par l'espoir naïf que l'existence même de

23. Yassin al-Haj Saleh, «The Liquid Imperialism That Engulfed Syria», *New Lines Magazine*, 7 septembre 2023, <https://newlinesmag.com/argument/the-liquid-imperialism-that-engulfed-syria/>.

24. Première conférence des pays non alignés, en avril 1955.

25. *Op. cit.*, note 4

différents pôles va ouvrir un espace pour la pratique révolutionnaire. Samir Amin a lancé un avertissement à ce sujet en 2006, en déclarant que «les options économiques et les instruments politiques nécessaires devront être développés conformément à un plan cohérent; ils ne surgiront pas spontanément dans le cadre des modèles actuels influencés par le dogme capitaliste et néolibéral²⁶». Avec la montée en puissance des BRICS+, les espaces de mobilisation permettant aux mouvements de se rassembler pour formuler des plans cohérents se sont considérablement réduits, au lieu de s'étendre, dans des pays comme la Chine, la Russie et l'Iran. Les victoires électorales de la gauche en Amérique latine soutenues par les mouvements ces dernières années - qui subissent également de nouvelles attaques de la part de la droite - ne se traduisent pas automatiquement par de meilleures conditions pour les mouvements à l'autre bout du monde. En fonction de la force des mouvements sur le terrain, la multipolarité peut conduire à des conditions de lutte meilleures que l'impérialisme américain - ou tout aussi mauvaises, voire pires. Le fait est que la multipolarité elle-même ne garantit aucune de ces réalités, c'est la relation entre les conditions objectives et l'activité réelle des mouvements qui détermine son devenir.

Federico Fuentes

Comment les tensions entre les États-Unis et la Chine ont-elles influencé la politique et les luttes à Hong Kong et au sein de la diaspora hongkongaise/chinoise aux États-Unis ?

Promise Li

La rivalité inter-impérialiste entre les États-Unis et la Chine a rendu beaucoup plus difficile le maintien de mouvements indépendants à Hong Kong et dans la diaspora. Le penchant pro-occidental de nombreux dissidents de ces communautés est indéniable, et la raison de ce penchant est une question complexe. Dans mes écrits, j'explore les raisons pour lesquelles de nombreux dissidents de Hong Kong sont prédisposés à

l'Occident²⁷. L'une d'entre elles est l'influence de générations de dissidents libéraux sino-phones qui sont réfractaires à la critique de classe et soutiennent le libéralisme occidental. Une autre raison essentielle est que les tensions entre les États-Unis et la Chine ont exacerbé ce que Yao Lin appelle une politique de «guide alternatif» au sein des communautés dissidentes. Comme l'explique Lin, «l'expérience traumatisante du totalitarisme du Parti-État propulse les libéraux chinois dans un pèlerinage anti-PCC à la recherche d'images aseptisées et glorifiées des réalités politiques occidentales (en particulier américaines), ce qui nourrit à la fois leur affinité néolibérale et leur propension à une métamorphose trumpienne²⁸». La polarisation des tensions et le soutien hypocrite d'une partie de l'establishment américain aux manifestations de Hong Kong n'ont fait qu'accélérer cette attitude.

L'objectif commun des élites dirigeantes américaines et chinoises, soutenu par certains membres du camp dissident pro-démocratique, est de dissuader la croissance d'une alternative politique fondée sur la construction d'organisations de masse indépendantes vers un horizon anticapitaliste. Le principal problème n'est pas seulement que la gauche était faible et fragmentée à Hong Kong et dans la diaspora avant même que la répression ne commence en 2020, mais que pendant des décennies, les gens ont été incapables de concevoir ce que signifie une politique ou un modèle d'organisation de gauche - et encore moins socialiste (de nombreux Hongkongais associent malheureusement la «gauche» au PCC ou au Parti démocrate américain!). Cette confusion est due à l'héritage du colonialisme britannique, à l'horizon libéral de l'opposition pro-démocratique et à la trahison des principes socialistes par le PCC, mais ne peut être réduite à ces seuls facteurs. Les tensions entre les États-Unis et la Chine n'ont fait qu'exacerber

26. Samir Amin, *Beyond US Hegemony: Assessing the Prospects for a Multipolar World*, Londres/New York, Zed Books, 2006.

27. Promise Li, «From the "Chinese National Character" Debates of Yesterday to the Anti-China Foreign Policy of Today», *Made in China*, 8 mars 2022, <https://madeinchinajournal.com/2022/03/08/from-the-chinese-national-character-debates-of-yesterday-to-the-anti-china-foreign-policy-of-today/>.

28. Lin Yao, «Beaconism and the Trumpian Metamorphosis of Chinese Liberal Intellectuals», *Journal of Contemporary China*, vol. 30, n° 127, p. 85-101.

ce problème, en limitant les horizons politiques des gens et en les forçant à considérer l'une ou l'autre hégémonie comme la solution politique à leurs maux.

En outre, le chauvinisme, que les deux pays alimentent en raison de cette rivalité géopolitique, renforce dangereusement la capacité des deux États à utiliser les soupçons d'«ingérence étrangère» pour réprimer les mouvements nationaux. La rhétorique et les politiques antichinoises de l'establishment américain donnent à l'État davantage de pouvoir pour limiter les libertés civiles et discriminer les Chinois et les autres communautés d'origine asiatique des États-Unis²⁹. Ce n'est qu'un reflet de la façon dont la Chine a fortement étendu ses attaques contre les droits démocratiques des habitants de Hong Kong³⁰. Elle utilise les lois sur la sécurité nationale pour accuser et détenir beaucoup plus de militant·es et de gens ordinaires que ceux qui ont des liens réels avec l'État américain - sans preuves appropriées ni procédure régulière. Ainsi, les deux régimes poursuivent des objectifs impérialistes sous couvert de causes plus nobles, l'un utilisant le discours de la liberté et de la démocratie, l'autre celui de l'anti-impérialisme et de la paix.

Les tensions militaires entre les États-Unis et la Chine menacent indubitablement les moyens de subsistance des populations du monde entier. Les socialistes doivent s'efforcer de combattre les tensions géopolitiques croissantes, mais la solution ultime n'est pas non plus le fantasme selon lequel les deux régimes peuvent être amenés à coopérer pour résoudre les problèmes urgents de notre époque: le changement climatique, la montée des autoritarismes, la précarité économique, etc. La dernière fois que les régimes américain et chinois ont coopéré pacifiquement, on a assisté à la prolétarianisation et à l'exploitation massives de centaines de

millions de travailleurs chinois pour les marchés de consommation du Nord. Nous devons renforcer - et, dans le cas de la Chine, reconstruire - les mouvements indépendants partout dans le monde afin de poser un défi politique à ces États-nations, au lieu d'espérer «l'utopie d'un compromis historique entre le prolétariat et la bourgeoisie qui "atténuerait" les antagonismes impérialistes entre les États capitalistes», comme l'a dit Rosa Luxemburg³¹. Ce faisant, la gauche doit se concentrer sur la construction de liens entre ceux qui résistent aux impérialismes américain et chinois, en contrant le récit fratricide de la rivalité civilisationnelle que les libéraux et les élites dirigeantes nous ont imposé.

Federico Fuentes

Vous avez critiqué les limites de la campagne «Pas de nouvelle guerre froide» promue par des sections du mouvement pacifiste et de la gauche. Pourquoi? Quel type d'initiatives de paix la gauche devrait-elle promouvoir? Envisagez-vous la possibilité de promouvoir une politique ou une architecture de sécurité commune qui favorise un ordre plus pacifique et coopératif tout en donnant la priorité aux besoins des petites nations par rapport à ceux des grandes puissances?

Promise Li

L'année dernière, dans *Socialist Forum*, le journal des Démocrates socialistes d'Amérique, j'ai souligné les limites du cadre «Pas de nouvelle guerre froide» parce que le slogan n'offre pas de solutions concrètes pour celles et ceux qui sont confrontés à la menace de la surveillance et de la répression de la Chine, mais aussi parce que ce cadre ne nous permet pas de comprendre que l'interdépendance économique continue de structurer les relations entre les États-Unis et la Chine, en dépit des tensions géopolitiques³². Je ne dis pas que le discours de la

29. Promise Li, «The US Government Is Ramping Up an Anti-China Witch Hunt», *Jacobin*, 26 juillet 2023, <https://jacobin.com/2023/07/us-government-anti-china-mccarthyism-biden-administration-house-select-committee>.

30. «Explainer: Hong Kong's national security crackdown - monte 38», *Hong Kong Free Press*, 2 septembre 2023, <https://hongkongfp.com/2023/09/02/explainer-hong-kongs-national-security-crackdown-month-38/>.

31. Rosa Luxemburg (1913), *Critique des critiques*, www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/00/rl_19130000a_f.htm.

32. Promise Li, «China, the Chinese Diaspora, and Internationalism from Below», *Socialist Forum*, printemps 2022, <https://socialistforum.dsusa.org/issues/spring-2022/china-the-chinese-diaspora-and-internationalism-from-below/>.

guerre froide occulte complètement la dynamique actuelle: la définition que donne Gilbert Achcar de la nouvelle guerre froide³³ [33], à savoir la volonté de guerre entre les différentes grandes puissances, est utile pour comprendre les décisions politiques et économiques des principales sections des classes dirigeantes, en particulier du complexe militaro-industriel. Mais la dynamique de l'impérialisme mondial va au-delà. Les intérêts d'autres secteurs clés du capital vont également au-delà. Comme le dit Thomas Fazi, «la plus grande résistance à la nouvelle guerre froide ne vient pas d'un mouvement pacifiste mondial, mais des conseils d'administration des entreprises occidentales³⁴».

La vraie question est donc de savoir à quoi peut ressembler un mouvement pacifiste et antiguerre capable de poser une perspective clairement anticapitaliste, sans pour autant se couper d'autres mouvements. Taras Bilous³⁵ et Trent Trepanier³⁶, entre autres, ont fait des tentatives utiles pour parler de réformes des cadres actuels de la sécurité mondiale, tels que les Nations unies. Mais une véritable politique de sécurité qui favorise la paix et protège le droit à l'autodétermination ne peut émerger qu'après une rupture révolutionnaire avec le capitalisme dans le monde entier. Pour une tâche aussi énorme, l'ingrédient le plus urgent à l'heure actuelle n'est pas de calculer un programme ou un plan exact pour cette architecture de sécurité, mais de développer au maximum les espaces pour que les mouvements indépendants se développent, se mobilisent et élaborent des solutions politiques collectivement. En ce sens, je m'inspire de l'impulsion de la féministe argentine Verónica Gago

pour fonder sa conception d'une «Internationale féministe» sur la «grève féministe». Au lieu de donner la priorité à un nouveau cadre institutionnel pour la sécurité et la responsabilité dans le système actuel, en particulier en ce qui concerne les féminicides en Amérique latine, Gago comprend qu'une «stratégie d'organisation et d'autodéfense» émerge de la capacité des masses à développer «une pratique collective qui cherche à comprendre les relations de subordination et d'exploitation» selon leurs propres termes. Une telle perspective «rejette les réponses institutionnelles qui renforcent l'isolement du problème et qui cherchent à le résoudre par le biais d'une nouvelle agence gouvernementale³⁷».

Les mouvements de l'année dernière nous ont montré que la meilleure «sécurité» pour les travailleurs ne commence pas par un nouveau cadre institutionnel qui s'adapte au système capitaliste dans des conditions différentes, mais par la remise en question de la légitimité même des institutions existantes qui prétendent faussement garantir notre sécurité. C'est en se révoltant que les travailleur-es de l'usine Foxconn de Zhengzhou se sont protégés contre l'infection par le Covid-19 et les mauvaises conditions de logement, qui leur étaient imposées par des entreprises travaillant avec l'approbation du gouvernement local pour les enfermer dans leurs lieux de travail sous couvert de contrôle de la pandémie. En 2018, c'est en marchant sur Quito que des militants indigènes ont résisté à la tentative du gouvernement équatorien, menée en collaboration avec des sociétés minières chinoises et des entreprises étatsuniennes, de violer la souveraineté de leurs terres en Amazonie.

L'initiative de paix la plus efficace ne peut être menée qu'en renforçant les mouvements nationaux contre leur bourgeoisie dirigeante, des États-Unis à la Chine, et non en considérant le travail contre la guerre et pour la paix comme une simple question d'amélioration des institutions de sécurité mondiale ou en s'opposant à un belliciste aux dépens des autres. À un moment donné, la gauche a besoin d'un programme politique unifié

33. Gilbert Achcar, *The New Cold War - The United States, Russia, and China from Kosovo to Ukraine*, Chicago, Haymarket, 2023.

34. Thomas Fazi, «The capitalists are revolting over China», *UnHerd*, 6 juin 2023, <https://unherd.com/2023/06/the-capitalists-are-revolting-over-china/>.

35. Taras Bilous, «Une lettre de Kiev à une gauche occidentale», *À l'encontre*, 26 février 2022, <https://alencontre.org/laune/ukraine-une-lettre-de-kiev-a-la-gauche-occidentale.html>.

36. Trent Trepanier, «Taiwan and Self-Determination as a Core Principle», *Socialist Forum*, hiver-printemps 2023, <https://socialistforum.dsausa.org/issues/winter-spring-2023/taiwan-and-self-determination-as-a-core-principle/>.

37. Verónica Gago, «Theses on the Feminist Revolution», *Verso blog*, 7 décembre 2020, www.versobooks.com/en-gb/blogs/news/4935-theses-on-the-feminist-revolution.



et cohérent derrière lequel les mouvements peuvent se rallier et identifier un cadre de sécurité mondiale au-delà de la domination du capital. En attendant, nous devons restaurer la conscience politique des peuples du monde entier avant de pouvoir parler d'unité programmatique sur ces bases.

Federico Fuentes

Voyez-vous des possibilités de construire des ponts entre les luttes anti-impérialistes au niveau international, en tenant compte du fait que les mouvements locaux ont différentes grandes puissances comme ennemi principal et peuvent donc chercher un soutien (même une aide militaire) auprès de différents pays impérialistes ? La gauche peut-elle adopter une position de non-alignement avec les blocs (neutralité) sans renoncer à la solidarité ? En résumé, à quoi devrait ressembler l'anti-impérialisme socialiste du 21^e siècle ?

Promise Li

Absolument - la raison pour laquelle je tiens à souligner la persistance de l'interdépendance inter-impériale ou inter-capitaliste dans le système impérialiste mondial, malgré la montée des rivalités géopolitiques, est que cette analyse nous fournit directement des pistes concrètes pour une solidarité internationale de gauche. Comprendre

l'économie mondiale comme une unité antagoniste permet aux mouvements de découvrir les lieux où les différentes puissances ou institutions impérialistes restent inextricablement liées. En concevant des campagnes ciblant ces lieux, les mouvements peuvent proposer une alternative aux solutions militaristes promues par les élites dirigeantes américaines, chinoises, russes et autres. Par exemple, un vaste mouvement antimondialisation contre les institutions néolibérales multilatérales serait la clé d'un anti-impérialisme socialiste du 21^e siècle. Le FMI compte les États-Unis et la Chine parmi deux des trois membres disposant du plus grand nombre de voix, qui collaborent régulièrement. Ainsi, la Chine a discrètement approuvé les décisions prises par les États-Unis en matière de climat, de commerce et d'autres politiques au sein d'organismes internationaux³⁸. Une véritable campagne contre ces institutions irait à l'encontre du campisme, qui pose une fausse alternative entre le bloc occidental et les champions de la multipolarité - tous étant de connivence.

Les campagnes conjointes contre le FMI, BlackRock et Vanguard peuvent fournir de nouvelles bases pour sortir de l'impasse entre les différents mouvements anti-impérialistes souvent opposés les uns aux autres, tout en offrant une alternative claire aux formes libérales de mobilisation. Les appels à l'abolition par le FMI de la dette ukrainienne ou à au rejet des accords néolibéraux conclus par le président ukrainien Volodymyr Zelensky avec BlackRock pour la reconstruction de l'Ukraine après la guerre sont compatibles avec des campagnes similaires menées dans d'autres régions du Sud, telles que le Sri Lanka. Pour prendre un autre exemple, nous devrions également reconnaître que la stabilité économique de la Chine repose en partie sur son vaste marché d'importation en Israël et que Israël, en retour, dépend fortement des importations chinoises pour le développement de ses infrastructures. La campagne Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) en solidarité avec la résistance palestinienne bénéficierait en fait du

38. Michael Hudson et Patrick Bond, «China - a sub-Imperial ally of the West?», *Brave New Europe*, 5 avril 2022, <https://braveneweuropa.com/michael-hudson-patrick-bond-china-a-sub-imperial-ally-of-the-west>.

soutien de ceux qui résistent à l'État chinois à l'étranger. D'autre part, l'approfondissement des relations entre les deux mouvements, qui se chevauchent peu actuellement, peut offrir aux Chinois, aux Hongkongais et aux autres communautés dissidentes de la diaspora des moyens concrets de résister à l'État chinois, mais au-delà des solutions proposées par la droite extrémiste. En cultivant la solidarité entre des campagnes souvent considérées comme distinctes, on se renforce mutuellement dans la pratique. Elle peut offrir de réelles alternatives au militarisme occidental sans minimiser les menaces d'autres impérialistes tels que la Chine et la Russie. L'idée maîtresse qui sous-tend ces suggestions est que la gauche doit articuler des revendications et des campagnes pratiques susceptibles d'orienter les masses vers un horizon révolutionnaire distinct de celui des libéraux. Les slogans abstraits de «solidarité internationale de la classe ouvrière par en bas» ne suffiront pas. Nous ne devons pas rejeter la possibilité de coalitions larges sur certaines questions avec d'autres groupes au-delà de la gauche, mais nous devons nous concentrer sur la construction de campagnes qui peuvent renforcer l'indépendance politique de la gauche.

Celles et ceux qui luttent pour le socialisme devraient défendre le droit des mouvements de libération nationale contre les forces étrangères à demander des armes partout où ils le peuvent, tout comme les socialistes l'ont fait lorsque les républicains espagnols ont demandé des armes aux États capitalistes contre le régime fasciste pendant la guerre civile espagnole. Dans le même temps, nous devons reconnaître que les pays occidentaux militarisent l'Ukraine et Taïwan, par exemple, pour augmenter massivement leurs budgets militaires impérialistes. Quelle que soit la position de chacun sur le fait que les Ukrainiens reçoivent des armes de l'Occident, il devrait être clair que la question des armes ne devrait pas être l'horizon ultime de la solidarité internationale de la gauche. Les libéraux bellicistes appellent à une augmentation des livraisons d'armes à l'Ukraine, et la gauche doit réfléchir à la manière dont nos organisations peuvent se distinguer d'eux, et ne pas se contenter de suivre les libéraux et de faire pression sans esprit critique pour plus d'armement. Nous pouvons

soutenir le droit des Ukrainiens à réclamer des armes, de même que nous nous opposons à toute tentative des impérialistes occidentaux d'utiliser l'assistance défensive et humanitaire à l'Ukraine comme excuse pour augmenter les budgets et les infrastructures militaires. En revanche, ceux qui concentrent tous leurs efforts sur l'opposition aux livraisons d'armes, sans travailler concrètement à soutenir la lutte d'autodéfense de l'Ukraine et à la relier à d'autres luttes de libération, ne font pas de l'anti-impérialisme. Le slogan de Karl Liebknecht, «l'ennemi principal est à l'intérieur» ne signifie pas qu'il faille renier la responsabilité socialiste fondamentale de la solidarité internationale avec les peuples opprimés qui luttent contre d'autres ennemis à l'étranger. Il est de la responsabilité de la gauche de s'opposer à la fois aux budgets militaires impérialistes dans son propre pays et de découvrir d'autres moyens d'étendre la solidarité à l'étranger.

[Promise Li](#), militant socialiste de Hong Kong, actuellement à Los Angeles, est membre des organisations socialistes américaines *Tempest* et *Solidarity*. Il est actif dans la solidarité internationale avec les mouvements de Hong Kong et de Chine, dans l'organisation des locataires dans le quartier chinois de Los Angeles, et dans l'organisation des travailleurs diplômés de base.

[Federico Fuentes](#) écrit *Green Left Weekly* et *Links International: Journal of Socialist Renewal* (Australie). Il est co-auteur (avec Roger Burbach et Michael Fox) de *Latin America's Turbulent Transitions: The Future of Twenty-First-Century Socialism*, Londres/New York, Zed Books, 2013.

Publié le 14 septembre 2023 par *Links: International Journal of Socialist Renewal*, <https://links.org.au/us-china-rivalry-antagonistic-cooperation-and-anti-imperialism-21st-century>, et en français dans *Inprecor*, n° 713, octobre 2023, traduction de JM.

Regarder l'impérialisme chinois en face

Au Loong-Yu

Entretien avec Federico Fuentes

« S'opposer à la militarisation américaine en Asie-Pacifique ne doit pas signifier rester silencieux face à l'impérialisme émergent de la Chine. »

L'un des plus grands défis auxquels la gauche est confrontée est de comprendre le statut de la Chine au sein du système capitaliste mondial. L'ascension fulgurante de la Chine a conduit de nombreuses personnes à se demander si la Chine fait toujours partie du Sud global ou si elle est devenue un pays impérialiste. Comment devons-nous comprendre le statut de la Chine aujourd'hui ?

Le problème est que, depuis trois décennies, la Chine n'est plus un pays du tiers-monde comme les autres. Alors qu'il y a quarante ans, le pays était essentiellement peuplé de paysans, il est aujourd'hui urbanisé à 60 % et entièrement industrialisé. Son industrie manufacturière produit aussi bien des produits bas de gamme que des produits haut de gamme. Si selon la Banque mondiale, la Chine a franchi le seuil d'un pays à revenu moyen supérieur, 600 millions de Chinois ont encore un revenu mensuel de seulement 140 dollars.

La Chine contient de nombreux éléments qui la rendent tout à fait unique. Le simple fait de considérer le PIB par habitant ou le revenu mensuel pourrait amener à penser que la Chine fait partie du Sud global. Mais aucun indicateur économique unique ne peut nous fournir une réponse définitive sur son statut. La Chine d'aujourd'hui possède toujours des éléments qui en font un pays du tiers-monde, mais l'importance de ces éléments a diminué au fil du temps. Nous ne pouvons pas les rejeter, mais ils ne sont plus que de simples éléments. Pour tirer des conclusions utiles sur la Chine, nous devons considérer le

pays dans son ensemble, en tenant compte de tous ses éléments.

Mais si la Chine n'est plus un pays en voie de développement ordinaire, cela signifie-t-il automatiquement que nous devrions la qualifier d'impérialiste ?

Le statut de la Chine est compliqué et confus. Il n'y a pas de réponse claire et nette par oui ou par non ; la réponse est plutôt oui et non. Je décris la Chine comme un pays impérialiste émergent : une puissance régionale très forte avec une portée mondiale. Elle a l'intention et le potentiel de dominer des pays moins importants, mais n'a pas encore consolidé sa position dans le monde.

Pourquoi cette définition ? Commençons par les critères de base de l'impérialisme. L'analyse de Lénine a besoin d'être mise à jour, surtout depuis la décolonisation d'après-guerre. Mais si nous prenons Lénine comme point de départ, il fait référence au degré de monopole, à la fusion du capital industriel et bancaire, à la formation du capital financier et au niveau d'exportation des capitaux comme caractéristiques définissant l'impérialisme. Et si nous appliquons ces critères à la Chine, ils sont tous présents de manière très significative.

Par exemple, nous assistons actuellement à l'éclatement d'une nouvelle bulle sur le marché immobilier chinois. On oublie souvent que c'est uniquement grâce à la privatisation des terres urbaines appartenant à l'État (ou plus exactement à la vente du droit d'utilisation des terres) que cette méga-bulle existe. Le régime des « terrains appartenant à l'État » détermine également les principaux acteurs du marché : les autorités municipales, les banques (pour la plupart publiques) et les promoteurs. Ensemble, ils ont formé une alliance de capital financier basé

sur le foncier pour faciliter l'enrichissement de la bureaucratie et de ses partenaires privés de connivence.

Alors que dans d'autres parties du monde, la logique impérialiste est menée par le capital privé avec le soutien de l'État, en Chine, l'État et le capital d'État sont les principaux acteurs. Et ce, bien que le privé représente plus de la moitié de l'économie. D'aucuns pourraient répondre que «si le sommet de l'économie est fortement monopolisé par des entreprises d'État, alors elles sont sous propriété sociale ou publique, ce qui est une caractéristique du socialisme ou, au minimum, la propriété d'État est un rempart contre le capital privé à la recherche du profit». C'est oublier que Friedrich Engels s'est moqué il y a longtemps de ceux qui pensaient que la propriété publique de Bismarck était une caractéristique du socialisme. En réalité, la propriété étatique et la propriété sociale sont deux choses très différentes.

L'État chinois est un État prédateur entièrement contrôlé par une classe d'exploiteurs dont le noyau est constitué par les bureaucrates du Parti communiste. Je qualifie cette classe exploiteuse de bureaucratie d'État embourgeoisée. Cela signifie que nous avons une sorte de capitalisme d'État auquel il faut attribuer son propre nom. À mon avis, le terme le plus approprié pour la Chine est *capitalisme bureaucratique*, car il prend en compte la caractéristique la plus importante du capitalisme chinois : le rôle central de la bureaucratie, non seulement dans la transformation de l'État (d'un État hostile à la logique capitaliste - bien qu'il ne se soit jamais véritablement engagé dans le socialisme - à un État complètement capitaliste), mais aussi dans son enrichissement en fusionnant les pouvoirs de la coercition et de l'argent.

Cette fusion a donné un nouvel élan à la volonté de la bureaucratie d'industrialiser le pays et d'investir dans les infrastructures sous l'égide de l'État. C'est pourquoi la restauration capitaliste, sous l'impulsion de l'État et du PCC, s'est accompagnée d'une industrialisation rapide, contrairement à ce qui s'est passé avec la chute de l'Union soviétique. C'est également la raison pour laquelle les entreprises d'État sont contrôlées par la bureaucratie du parti. Par sa mainmise sur le pouvoir d'État, celle-ci refuse à la classe ouvrière les droits fondamentaux

de s'organiser. Au niveau opérationnel, ces entreprises sont «détenues» par différentes sections et cliques de la bureaucratie, souvent par le biais d'accords très secrets.

Il convient de rappeler deux choses. Premièrement, la Chine impériale était également caractérisée par sa bureaucratie, à tel point que certains considèrent la Chine comme une «société bureaucratique». L'absolutisme de l'empire n'a été possible que parce qu'il a réussi à remplacer la classe noble par des bureaucrates loyaux dans l'administration. Lorsque des tensions sont apparues entre la bureaucratie et l'empereur, celui-ci a remporté certaines batailles, mais la bureaucratie a gagné la guerre, faisant de l'empereur son chef nominal. Deuxièmement, il convient également de rappeler la longue histoire de la Chine impériale en matière d'entreprises publiques et d'entreprises gérées par l'État. Une grande partie de la richesse qu'elles généraient est allée dans les poches des bureaucrates qui les géraient. Cet embourgeoisement d'une partie de la bureaucratie était visible à l'époque impériale, elle était présente sous le Kuomintang (KMT) et elle est réapparue sous le PCC après 1979, pour finalement devenir une caractéristique dominante du capitalisme chinois.

L'État chinois présente-t-il également des caractéristiques expansionnistes, ce qui est une caractéristique commune aux puissances impérialistes ?

En tant qu'État capitaliste bureaucratique puissant, il est nécessairement porteur d'un fort impératif expansionniste qui n'est pas seulement économique, mais aussi politique. Prenons un exemple : l'importante exportation de capitaux, qui prend souvent la forme d'investissements à long terme, signifie que Pékin a besoin de leviers politiques mondiaux pour protéger ses intérêts économiques. Cela encourage objectivement une logique impérialiste visant à dominer les pays de moindre importance et à concurrencer les pays impérialistes de premier plan.

Mais il existe également une logique politique expansionniste. L'«humiliation nationale» subie par la Chine pendant un siècle sous le colonialisme entre 1840 et 1949 a conduit les élites dirigeantes du PCC à jurer de renforcer le pays à tout prix. Le rêve de Xi Jinping doit être interprété à la lumière de

celui de Mao : « Dépasser la Grande-Bretagne et rattraper les États-Unis ». Bien que ce slogan ne doive pas être interprété au pied de la lettre, les dirigeants ultranationalistes chinois n'accepteront pas que la Chine reste une puissance de second rang pendant encore un siècle. Cette ambition, née de l'histoire contemporaine de la Chine et du nationalisme Han du PCC, a conduit Pékin à rechercher une influence politique mondiale. Elle conduira également, tôt ou tard, à rechercher une puissance militaire mondiale – si la Chine parvient à consolider son statut dans la période à venir.

Toute discussion sur la Chine et l'impérialisme ne peut se concentrer uniquement sur les aspects économiques; au contraire, elle doit également prendre en compte cet aspect politique. Les dirigeants chinois contemporains, du KMT au PCC, ont tous voulu restaurer le territoire et l'influence que la Chine avait sous la dynastie Qing. Bien avant que Pékin ne revendique la mer de Chine méridionale sur la base de la ligne des neuf traits, le KMT avait déjà présenté sa revendication sur cette zone sur la base de la ligne des onze traits. En ce sens, le PCC suit les traces impériales du KMT, qui n'ont pas été couronnées de succès, mais cette fois-ci, les résultats sont bien meilleurs.

Si l'on se concentre un instant sur les aspects économiques, cela signifie-t-il que la Chine n'offre aucune alternative à l'impérialisme américain pour les pays du Sud, comme semblent le suggérer les partisans d'un monde multipolaire ?

Je ne suis pas d'accord avec l'idée que la Chine est une sorte d'alternative pour le Sud. Il suffit de regarder ce qu'elle a fait au Sri Lanka lorsque ce dernier n'a pas pu rembourser son prêt: elle a exigé du Sri Lanka qu'il lui cède un plus grand contrôle sur son port de Hambantota. Les entreprises chinoises, y compris celles qui appartiennent à l'État, ne sont généralement pas plus performantes – ou moins performantes – que les entreprises de n'importe quel autre pays impérialiste.

Mais nous devons analyser cette question à deux niveaux. La Chine, comme les États-Unis, entretient des relations avec la plupart des pays du monde. Aucune généralisation n'est capable d'expliquer chacune des

relations que ces deux pays entretiennent avec les autres. C'est d'autant plus vrai pour la Chine qu'elle n'est pas encore un empire mondial. Une critique générale de l'expansionnisme chinois ne doit pas nous empêcher de procéder à une analyse concrète de chaque relation. Chaque fois que nous sommes confrontés à un cas spécifique, nous devons faire preuve de scepticisme à l'égard des actions de la Chine – comme d'ailleurs de celles de toutes les grandes puissances – mais nous devons aussi analyser la relation spécifique, en accordant une attention particulière aux voix et aux intérêts des populations locales. Ce n'est qu'en prenant en compte à la fois le général et le particulier que nous pouvons, en tant qu'observateurs extérieurs, juger si ce que fait la Chine est bien ou mal.

Prenons l'exemple de l'initiative « la Ceinture et la Route ». Il est possible que certains des investissements chinois à l'étranger réalisés dans le cadre de ce projet profitent à d'autres pays, ou du moins qu'ils fassent plus de bien que de mal. Dans ce cas, les voix des populations locales peuvent nous fournir les informations les plus pertinentes dont nous avons besoin. Mais cela ne signifie pas que nous devrions abandonner nos critiques générales de l'initiative « la Ceinture et la Route ». Quel que soit le bien qu'un projet spécifique puisse apporter, il n'en reste pas moins qu'en général, l'initiative « la Ceinture et la Route » est guidée par la logique du profit et les intérêts géopolitiques du régime monolithique du PCC. Un scénario gagnant-gagnant peut émerger dans des cas spécifiques, mais il est très improbable que ce soit le cas pour la plupart des pays hôtes, que l'initiative « la Ceinture et la Route » soit en fin de compte un succès ou un échec pour la Chine.

Dans l'ensemble, la stratégie de mondialisation de la Chine, dans laquelle elle s'est lancée au début du siècle, représente une nette régression de sa politique étrangère: d'un tiers-mondisme relativement progressiste, elle est passée à la priorité accordée aux intérêts commerciaux des entreprises chinoises et à l'influence mondiale de Pékin. Même si les performances de la Chine dans les pays en développement ne sont pas aussi mauvaises que celles des pays occidentaux, ce changement qualitatif – le passage de la promotion d'un développement autonome

dans le tiers-monde (comme le préconisait Mao) à la recherche du profit dans le tiers-monde – constitue un pas en arrière. En outre, l'entrée de la Chine dans la compétition avec l'Occident pour les marchés et les ressources accélère nécessairement le nivellement par le bas des droits des travailleurs et de la protection de l'environnement.

Pourriez-vous résumer votre point de vue sur le statut de la Chine aujourd'hui ?

Je pense que nous pouvons dire que la Chine est un pays impérialiste émergent. Elle est loin d'être consolidée en tant que puissance impérialiste, mais elle a le potentiel pour atteindre ce statut si elle n'est pas contestée de l'intérieur et de l'extérieur pendant suffisamment longtemps. Le terme d'impérialisme émergent nous permet d'éviter certaines erreurs. Par exemple, certains affirment que, puisque la Chine et les États-Unis ne sont pas sur un pied d'égalité, la Chine ne peut pas être impérialiste et que l'étiquette de «pays en développement» continue de s'appliquer. Cet argument ne tient pas compte de l'évolution constante de la situation en Chine et dans le monde. Ainsi, l'ascension spectaculaire de la Chine, qui est devenue une nation industrialisée en moins de cinquante ans, est sans précédent dans l'histoire contemporaine.

C'est pourquoi nous devons être capables de saisir à la fois l'universel et les particularités lorsqu'il s'agit de la Chine. Son potentiel de développement comme puissance impérialiste est immense. C'est aussi le premier pays impérialiste émergent à avoir été un pays semi-colonial. En outre, la Chine doit faire face à la question de son retard. Ces facteurs ont peut-être contribué en partie à son essor, mais certains aspects continuent de paralyser sa capacité à se développer de manière suffisamment efficace et, plus important encore, de manière plus équilibrée.

Le PCC devra surmonter certains obstacles fondamentaux avant de pouvoir consolider la Chine en tant que pays impérialiste stable et durable. La clique de Xi sait qu'avant de pouvoir réaliser son ambition impériale, la Chine doit surmonter le fardeau de l'héritage colonial et le retard de la Chine. C'est pourquoi Pékin considère la «reprise» de Taïwan comme stratégique pour sa sécurité nationale. Le fait que Taïwan soit restée

séparée de la Chine continentale depuis que le Japon s'en est emparé en 1895 hante le PCC.

Une fois de plus, les généralisations à l'emporte-pièce ne sont d'aucune utilité lorsqu'il s'agit de traiter de l'«héritage colonial» de la Chine. Nous avons plutôt besoin d'une analyse concrète. L'héritage colonial de la Chine n'est pas toujours un fardeau pour son développement. Prenons le cas de Hong Kong. Son autonomie a permis à la cité de préserver son système juridique britannique, qui est sans aucun doute un héritage colonial. La Chine s'attaque à ce système juridique au nom de la sécurité nationale et du «patriotisme». Pourtant, du point de vue de la population, le système juridique britannique, aussi imparfait soit-il, reste bien meilleur que celui de la Chine. En outre, le démanteler nuirait à l'intérêt collectif du capitalisme bureaucratique. C'est précisément cet héritage colonial qui a permis à la ville de devenir le centre financier dont la Chine dépend encore aujourd'hui – la moitié des investissements directs étrangers de la Chine passent par Hong Kong. Xi ne peut réaliser son rêve sans le capitalisme autonome de Hong Kong, du moins pour la période à venir.

Cela nous amène à la contradiction la plus flagrante dans la Chine d'aujourd'hui. Xi veut que le pays fasse un grand bond en avant en termes de modernisation. Mais il n'a tout simplement pas les connaissances ou le pragmatisme nécessaires pour transformer son rêve en plans cohérents et réalisables pouvant être mis en œuvre. L'acte insensé de se tirer une balle dans le pied avec Hong Kong reflète le retard culturel du parti. Son incapacité à établir une succession stable au pouvoir en est un autre exemple. Si l'on ajoute à cela l'incapacité du PCC à moderniser sa culture politique fondée sur la loyauté personnelle et le culte des chefs, on comprend pourquoi la capacité de la Chine à consolider sa position à la table des puissances impérialistes se heurte à des difficultés.

Que pouvez-vous nous dire sur les actions de la Chine en mer de Chine méridionale et comment, le cas échéant, elles ont contribué à la montée des tensions et à la militarisation de l'Asie-Pacifique ?

La revendication par la Chine de la ligne des neuf traits sur la mer de Chine méridionale

a constitué un tournant fondamental, car elle a marqué le début de l'expansion de la Chine à l'étranger, tant sur le plan politique que militaire. Tout d'abord, parce que cette revendication est totalement illégitime. La Chine, par exemple, revendique également l'île de Senkaku, ce que le Japon conteste. Là, on peut au moins dire que la Chine a des arguments plus solides pour justifier sa revendication, alors que le Japon n'a aucune base, que ce soit en vertu du soi-disant droit international ou d'un point de vue de gauche. Il s'agit simplement d'une revendication impérialiste du Japon, en alliance avec les États-Unis. En revanche, la Chine n'a jamais exercé un contrôle effectif sur l'ensemble de la ligne des neuf tirets qu'elle revendique (à l'exception de certaines îles, comme l'île Paracel). Sa revendication sur la majeure partie de la mer de Chine méridionale n'est non seulement pas justifiée, mais elle témoigne de ses ambitions hégémoniques en Asie, qui vont de pair avec ses ambitions économiques mondiales représentées par les «Nouvelles routes de la soie».

Certains répondront que les actions de la Chine en mer de Chine méridionale sont essentiellement défensives et visent à créer un tampon contre la militarisation des États-Unis dans la région. Dans quelle mesure cet argument est-il légitime ?

Je pense que cela était vrai pour les actions de la Chine avant sa revendication de la ligne des neuf traits. Même si nous admettons qu'elle continue d'agir de manière défensive et qu'elle répond simplement à l'agression américaine, on ne le fait pas en envahissant d'immenses territoires qui n'ont jamais appartenu à la Chine et que les pays environnants revendiquent – y compris certains qui ont été victimes de l'agression de la Chine impériale pendant des centaines d'années. Il s'agit de l'invasion des zones économiques maritimes de plusieurs pays d'Asie du Sud-Est. Elle ne peut plus être considérée comme défensive.

Il convient également de noter qu'il n'existe pas de Grande Muraille séparant les actions défensives des actions offensives, surtout si l'on considère la rapidité avec laquelle le contexte a changé en Chine et au niveau international. Aujourd'hui, Pékin a à la fois l'intention et la capacité de donner le

coup d'envoi d'une compétition mondiale avec les États-Unis. Du point de vue de l'intérêt collectif de la bureaucratie, il est clair que Xi a abandonné prématurément le conseil de Deng Xiaoping de «faire profil bas et attendre son heure».

Bien sûr, nous devons continuer à nous opposer à l'impérialisme et à la militarisation des États-Unis dans la région, mais cela ne devrait pas signifier soutenir ou rester silencieux face à l'impérialisme émergent de la Chine. La question de savoir dans quelle mesure celle-ci est proche ou éloignée de l'empire américain n'est pas décisive à cet égard.

Quelle est la place de Taïwan dans les tensions entre les États-Unis et la Chine ?

La question fondamentale ici est que la revendication de la Chine sur Taïwan n'a jamais pris en compte les souhaits du peuple taïwanais. C'est le point le plus important. Il y a aussi la question secondaire des tensions entre les États-Unis et la Chine. Mais ces tensions n'ont pas d'incidence directe sur la question fondamentale.

Le peuple taïwanais a un droit historique à l'autodétermination. La raison en est simple : en raison de leur histoire distincte, les Taïwanais sont très différents des habitants de la Chine continentale. D'un point de vue ethnique, la plupart des Taïwanais sont des Chinois. Mais il existe aussi des minorités ethniques, connues sous le nom de peuples austronésiens, qui ont habité de grandes parties de l'Asie du Sud-Est, y compris Taïwan, pendant des milliers d'années. Le PCC ne mentionne jamais ce fait ; il prétend que Taïwan a toujours été occupée par les Chinois. Ce n'est pas vrai : les peuples indigènes existent à Taïwan depuis bien plus longtemps et leurs droits doivent être respectés.

Quant à ceux qui sont ethniquement chinois, il s'agit en réalité de deux groupes distincts. Environ 15 % d'entre eux, une minorité absolue, ne se sont installés à Taïwan qu'en 1949, après la révolution chinoise. La majorité de la population y est installée depuis 400 ans. Cette situation est très différente de celle de Hong Kong, où une grande partie de la population est composée de Chinois du continent qui ont de la famille en Chine continentale et considèrent toujours la Chine continentale comme leur patrie. À Taïwan, la plupart des Chinois n'ont aucun



lien avec la Chine continentale – tous les liens de ce type ont été rompus il y a des centaines d'années. Taïwan est une nation distincte. Elle a donc un droit historique à l'autodétermination.

La situation n'est pas tout à fait comparable, mais je dirais qu'il en va de même pour Hong Kong. Nous ne devons pas oublier que pendant 150 ans, la trajectoire historique de Hong Kong a elle aussi été très différente de celle de la Chine continentale : personne ne peut nier cela, ni nier notre droit à l'autodétermination. La gauche occidentale qui le nie n'est soit pas informée soit sa prétention à être socialiste est tout à fait discutable.

Bien sûr, il est vrai que tout cela est désormais lié aux tensions entre les États-Unis et la Chine. En ce sens, la situation est similaire à celle de l'Ukraine. Dans ce cas également, certains soutiennent la Russie ou adoptent une position neutre. À mon avis, ils ont tort. Il ne fait aucun doute que les États-Unis sont un empire mondial qui poursuit son agenda partout. Je comprends qu'une certaine gauche occidentale ne veuille pas être perçus comme s'alignant sur leurs propres gouvernements impérialistes. Mais notre soutien au droit des petites nations à l'autodétermination – tant que nous le menons

de manière indépendante – n'a rien à voir avec les États-Unis, ni d'ailleurs avec la Chine.

Nous soutenons ces luttes sur la base de notre principe d'opposition à l'oppression nationale. Nos principes ne devraient pas être compromis simplement parce que notre position peut occasionnellement coïncider avec l'agenda des États-Unis. S'opposer à sa propre classe dirigeante ne doit pas signifier donner la priorité à sa haine contre la résistance des peuples à l'oppression étrangère dans d'autres parties du monde. Envisager la politique de cette manière reflète en grande partie l'arrogance et, en même temps, l'impuissance face à sa propre classe dirigeante.

Sur quelles campagnes de solidarité la gauche devrait-elle se concentrer en ce qui concerne Taïwan ou la mer de Chine méridionale ?

Toute campagne de solidarité concernant ces deux régions – auxquelles j'ajouterai Hong Kong – devrait comporter au moins trois points : respecter le droit à l'autodétermination des peuples de Taïwan et de Hong Kong ; accepter que la revendication de la ligne des neuf traits de la Chine en mer de Chine méridionale n'a aucun fondement ; et reconnaître que l'action pour s'opposer à la position de la Chine incombe, d'abord et

avant tout, aux peuples de ces trois régions et des pays avoisinants.

En ce qui concerne les États-Unis, nous devrions rester sceptiques quant à leurs motivations mais, une fois encore, lorsqu'il s'agit de questions particulières, nous devons peser concrètement le pour et le contre, et surtout prendre en considération les aspirations de la population.

Par exemple, à propos de la question de l'achat d'armes par Taïwan aux États-Unis, nous devons être conscients que tous les scénarios suggèrent que Taïwan ne serait pas en mesure de résister à une invasion chinoise pendant plus d'une semaine et, dans le pire des cas, pendant plus de quelques jours. Il est évident que Taïwan a besoin d'acheter des armes aux États-Unis. Cela ne signifie pas que nous soutenons les droits des États-Unis sur Taïwan.

Dans le cadre de leur guerre contre la Chine, les dirigeants occidentaux ont cherché à attiser le nationalisme et le racisme antichinois. En réponse, certains à gauche ont mis en sourdine leurs critiques à l'égard de la Chine afin de ne pas contribuer à la campagne réactionnaire de leur gouvernement. Que pensez-vous de la manière dont la gauche dans les pays occidentaux peut s'opposer à la propagande de son propre gouvernement sans pour autant soutenir inconditionnellement la Chine ?

Le nœud du problème est que la notion campiste d'«anti-impérialisme» est non seulement tiède, en ce sens qu'elle ne vise que les anciens impérialismes tout en négligeant les impérialismes émergents, mais aussi ceux centrés sur l'État. Les préoccupations de cette gauche sont toujours tournées vers tel ou tel État. Elle oublie que nous ne devrions jamais donner la priorité aux États mais aux travailleurs, là où se situe l'action – et cela s'étend même aux «États ouvriers».

Les véritables socialistes doivent être centrés sur les personnes. Quiconque refuse de voir comment le PCC traite les travailleurs chinois, se contente de répéter la propagande de Pékin ou refuse d'écouter les voix des travailleurs, je dirai qu'il n'est pas véritablement socialiste. Ceux-là se contentent d'admirer certains États, qu'ils considèrent comme une sorte de rempart contre leur propre gouvernement impérialiste. Leur

impuissance les conduit à applaudir tout État étranger en désaccord avec leur classe dirigeante et à abandonner ceux qui sont confrontés à la répression, simplement pour satisfaire leurs propres aspirations psychologiques.

Mais vous ne vaincrez jamais votre propre nationalisme en soutenant ou en tolérant le nationalisme chinois Han. Nous pouvons soutenir, dans certaines limites, le nationalisme des nations opprimées. Mais aujourd'hui, les Chinois Han ne sont pas opprimés par une nation étrangère ; au contraire, ils sont opprimés par leur propre gouvernement. Le nationalisme chinois Han n'a donc aucune valeur progressiste.

En outre, la version du «patriotisme» du PCC est une sorte d'ethnonationalisme, ce qui la rend encore plus réactionnaire. Elle vise une sorte de *dayitong* («Grande unification») qui n'est pas différente de celle pratiquée par le fascisme, dans laquelle les pensées des individus doivent être placées sous le contrôle du gouvernement et où les livres qui ne promeuvent pas les valeurs officielles doivent être interdits. Garder le silence sur cette version du nationalisme chinois Han, c'est oublier l'immense tragédie des Chinois Han – aujourd'hui opprimés par leurs dirigeants au point qu'ils se moquent d'eux-mêmes comme s'ils n'étaient que des «poireaux chinois» attendant d'être régulièrement récoltés par le parti – et la répression brutale des minorités.

En soutenant ou en nous abstenant de critiquer un État totalitaire comme la Chine, nous creusons notre propre tombe. C'est une trahison de l'internationalisme de base et cela discrédite la gauche. L'internationalisme, c'est avant tout la solidarité avec les travailleurs des différentes nations, pas avec les États, et c'est sur cette base que nous devons juger les relations entre les États, et non l'inverse.

Source : [Links](#), 2 décembre 2023.

L'ascension de la Chine comme puissance mondiale

Entretien avec Au Loong-Yu

L'essor rapide de la Chine comme nouveau centre de l'accumulation capitaliste l'entraîne vers une confrontation avec les États-Unis. Et son émergence comme nouvelle puissance mondiale, en dépit de la persistance de certaines faiblesses, traduit les grandes ambitions du clan Xi Jinping, nourries au nationalisme réactionnaire. Les travailleurs chinois et américains ont un intérêt commun à s'opposer aux visées impériales de ces deux superpuissances.

L'une des évolutions les plus importantes au cours des dernières décennies a été l'émergence de la Chine en tant que nouvelle puissance du système mondial. Comment cela s'est-il produit ?

La montée en puissance de la Chine est le résultat d'une combinaison de facteurs depuis la réorientation de sa production vers le capitalisme mondial dans les années 1980. Premièrement, contrairement au bloc soviétique, la Chine a trouvé un moyen de tirer profit de son héritage colonial, ce qui est une ironie historique. La Grande-Bretagne contrôlait Hong Kong jusqu'en 1997, le Portugal contrôlait Macao jusqu'en 1999 et les États-Unis continuent d'utiliser Taïwan comme protectorat. Ces colonies et protectorats ont relié la Chine à l'économie globale avant même son entrée totale dans le système mondial.

À l'époque de Mao, Hong Kong fournissait environ un tiers des devises étrangères de la Chine. Sans Hong Kong, la Chine n'aurait pas pu importer autant de technologie. Après la fin de la Guerre froide, sous le règne de Deng Xiaoping, Hong Kong a été très importante pour la modernisation de la Chine. Deng a utilisé Hong Kong pour obtenir encore plus d'accès aux devises étrangères, pour importer toutes sortes de choses, y compris de la haute technologie, et pour tirer profit de sa

main-d'œuvre qualifiée, comme les professionnels du management.

En ce qui concerne Macao, la Chine l'a d'abord utilisé comme un endroit idéal pour la contrebande de marchandises vers la Chine continentale, profitant de l'application notoirement laxiste de la loi dans cette île. Et puis la Chine a utilisé la ville casino comme une plateforme idéale pour l'importation et l'exportation de capitaux. Taïwan était très importante non seulement en termes d'investissements en capital, mais surtout à long terme en termes de transfert de technologie, en premier lieu dans l'industrie des semi-conducteurs. Les investisseurs taïwanais et de Hong Kong ont également été l'une des principales raisons de la croissance rapide des provinces chinoises de Jiangsu, Fujian, Guangdong.

Deuxièmement, la Chine possédait ce que le révolutionnaire russe Léon Trotsky appelait le « privilège du retard historique ». Le Parti communiste de Mao a profité du passé précapitaliste du pays. Il a hérité d'un État absolutiste fort qu'il allait réorganiser et utiliser pour son projet de développement économique national. Il a aussi profité d'une paysannerie précapitaliste atomisée, habituée à l'absolutisme depuis 2000 ans, pour en extraire le travail en vue d'une accumulation dite primitive de 1949 à la décennie 1970.

Plus tard, à partir des années 1980, l'État chinois a transféré cette main-d'œuvre des campagnes vers les grandes villes pour la faire travailler comme main-d'œuvre bon marché dans les zones franches d'exportation. Ils ont fait travailler ainsi près de 300 millions de migrants ruraux, tels les esclaves des ateliers clandestins. Ainsi, l'arriération des relations absolutistes de l'État et des classes en Chine offrait à la classe dirigeante chinoise



des avantages pour développer à la fois le capitalisme d'État et le capitalisme privé.

Le retard de la Chine lui a également permis de franchir les étapes du développement en remplaçant les moyens et méthodes archaïques par des moyens et méthodes capitalistes avancés. L'adoption par la Chine de la haute technologie dans les télécommunications en est un bon exemple. Au lieu de suivre chaque étape des sociétés capitalistes plus avancées, en commençant par l'utilisation des lignes téléphoniques pour la communication en ligne, la Chine a installé le câble à fibre optique dans tout le pays presque d'un seul coup.

Les dirigeants chinois étaient très désireux de moderniser leur économie. D'une part, pour des raisons défensives: ils voulaient s'assurer que le pays ne serait pas envahi et colonisé, comme il le fut il y a cent ans. D'autre part, pour des raisons offensives: le Parti communiste veut rétablir le statut de grande puissance de la Chine, la tradition de sa dynastie dite céleste. En raison de tous ces facteurs, la Chine a accompli une

modernisation capitaliste qui a pris cent ans dans d'autres États.

La Chine est aujourd'hui la deuxième plus grande économie du monde. Mais c'est contradictoire. D'une part, de nombreuses multinationales sont responsables de sa croissance, soit directement, soit en sous-traitant à des entreprises taïwanaises et chinoises. D'autre part, la Chine développe rapidement ses propres industries en tant que champions nationaux dans le secteur public et privé. Quelles sont ses forces et ses faiblesses ?

Dans mon livre *China's Rise*, je soutiens que la Chine pratique deux dimensions du développement capitaliste. L'une est ce que j'appelle l'accumulation dépendante. Le grand capital étranger a investi d'énormes sommes d'argent au cours des trente dernières années, d'abord dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre, et plus récemment dans celles à forte intensité de capital. Cela a développé la Chine, mais l'a maintenue au bas de la chaîne de valeur mondiale, même dans le secteur de la haute technologie, en tant qu'atelier clandestin mondial. Le capital chinois collecte une petite partie des bénéfices, dont la plus grande partie va aux États-Unis, en Europe, au Japon et vers d'autres puissances capitalistes avancées et leurs multinationales. Le meilleur exemple en est le téléphone portable d'Apple. La Chine se contente d'assembler toutes les pièces qui sont pour la plupart conçues et fabriquées à l'extérieur du pays.

Mais il y a une deuxième dimension, l'accumulation autonome. Depuis le début, l'État a très consciemment dirigé l'économie, financé la recherche et le développement et maintenu un contrôle indirect sur le secteur privé, qui représente maintenant plus de 50 % du PIB. Dans les hauts sommets de l'économie, l'État conserve le contrôle par l'intermédiaire des entreprises d'État. Et l'État procède systématiquement à la rétro-ingénierie pour copier la technologie occidentale et développer ses propres industries.

La Chine a d'autres avantages que d'autres pays n'ont pas; elle est énorme, non seulement par la taille de son territoire, mais aussi par sa population. Depuis les années 1990, la Chine a été en mesure d'avoir une division du travail entre trois parties du pays.

Le Guangdong a une zone franche à forte intensité de main-d'œuvre pour l'exportation. Le delta du Zhejiang est également orienté vers l'exportation, mais il est beaucoup plus riche en capital. Autour de Pékin, la Chine a développé son industrie de haute technologie, des communications et de l'aviation. Cette diversification s'inscrit dans la stratégie consciente de l'État de se développer en tant que puissance économique.

Cependant, la Chine souffre également de faiblesses. Si vous regardez son PIB, la Chine est le deuxième plus grand pays du monde. Mais si vous mesurez le PIB par habitant, c'est toujours un pays à revenu intermédiaire. On peut aussi voir des faiblesses même dans les domaines où elle rattrape les puissances capitalistes avancées. Par exemple, le téléphone mobile Huawei, devenu maintenant une marque mondiale, a été développé non seulement par ses propres scientifiques chinois, mais surtout en embauchant 400 scientifiques japonais. Cela montre que la Chine dépendait et dépend toujours fortement des ressources humaines étrangères pour la recherche et le développement.

Un autre exemple de faiblesse a été révélé lorsque la société chinoise de télécommunication, ZTE, a été accusée par l'administration Trump de violer ses sanctions commerciales contre l'Iran et la Corée du Nord. Trump a imposé une interdiction commerciale à l'entreprise, lui refusant l'accès à des logiciels de conception américaine et à des composants de haute technologie, menaçant l'entreprise de s'effondrer du jour au lendemain. Xi et Trump ont finalement conclu un accord pour sauver l'entreprise, mais la crise que ZTE a traversée démontre le problème persistant du développement dépendant de la Chine.

C'est ce problème qu'elle tente de résoudre. Sa technologie des semi-conducteurs a deux ou trois générations de retard sur celle des États-Unis. Ce pourquoi la Chine augmente considérablement les investissements dans la recherche et le développement. Pour autant, le nombre énorme des brevets chinois n'est toujours pas dans le domaine de la haute technologie, mais dans d'autres domaines. La Chine souffre donc encore d'une faiblesse technologique. Dans le domaine de l'intelligence artificielle, en revanche, elle rattrape rapidement son

retard. Ce qui préoccupe les États-Unis, non seulement en termes de concurrence économique, mais aussi militaire, où l'intelligence artificielle joue un rôle central.

En plus de ces faiblesses économiques, la Chine souffre de faiblesses politiques. Elle n'a pas de système gouvernemental qui assure une succession pacifique du pouvoir d'un dirigeant à l'autre. Deng Xiaoping avait mis en place un système de limitation des mandats et de direction collective, pour surmonter ce problème de succession. Xi a aboli ce système et rétabli la règle du dirigeant unique sans limites temporelles. Cela pourrait donner lieu à davantage de luttes fractionnelles pour la succession, déstabilisant le régime et compromettant son ascension économique.

Xi a radicalement modifié la stratégie de la Chine dans le système mondial en s'éloignant de la prudente stratégie de Deng Xiaoping et ses successeurs. Pourquoi Xi fait-il cela et quel est son programme pour que la Chine postule au rôle de grande puissance ?

La première chose à comprendre, c'est la tension au sein du Parti communiste en ce qui concerne son projet dans le monde. Le Parti communiste chinois est très contradictoire. D'une part, c'est une force de modernisation économique. D'autre part, il a hérité de très sérieux éléments de culture politique prémoderne. Ce sont les sources de conflit entre clans au sein du régime. Au début des années 1990, les échelons supérieurs de la bureaucratie discutaient de la question de savoir quelle clique de gouvernants devrait avoir le pouvoir. L'une d'entre elles est ce qu'on appelle les «sang bleu», les enfants des bureaucrates qui ont dirigé l'État après 1949, la deuxième génération rouge de bureaucrates. Ils sont fondamentalement réactionnaires. Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi, la presse parle du retour à «notre sang», c'est-à-dire que le sang des anciens cadres se réincarne dans la deuxième génération.

L'autre clique est celle des nouveaux mandarins. Leurs pères et mères n'étaient pas des cadres révolutionnaires. C'étaient des intellectuels ou des gens qui réussissaient bien dans leurs études et qui gravirent les échelons, généralement au travers de la Ligue de la jeunesse communiste. Ce n'est pas un hasard si la direction du parti de Xi a

humilié à plusieurs reprises publiquement la Ligue ces dernières années. Le conflit entre les nobles de sang bleu et les mandarins est une nouvelle version d'un vieux modèle ; depuis 2000 ans d'absolutisme et de domination bureaucratique, il y a une tension entre de telles cliques.

Parmi les mandarins, il y en a qui viennent de milieux plus humbles, comme Wen Jiabao qui a dirigé la Chine de 2003 à 2013, et qui sont un peu plus « libéraux ». À la fin de son mandat, Wen a déclaré que la Chine devrait s'inspirer de la démocratie représentative occidentale, faisant valoir que les idées occidentales comme les droits humains étaient d'une certaine manière universelles. Bien sûr, c'était surtout de la rhétorique, mais c'est très différent de Xi, qui traite avec mépris la démocratie et les prétendues « valeurs occidentales ». Il a gagné dans cette lutte contre les mandarins, a consolidé son pouvoir et promet que les nobles de sang bleu régneront pour toujours. Son programme est de renforcer le caractère autocratique de l'État et d'affirmer la puissance mondiale de la Chine, parfois en défiant les États-Unis.

Mais après la crise concernant le ZTE, Xi a fait un léger repli tactique parce que cette crise a révélé les persistantes faiblesses de la Chine ainsi que le danger de se déclarer grande puissance trop vite. En fait, il y a eu une accumulation de critiques visant un des conseillers de Xi, un économiste nommé Hu Angang, qui avait fait valoir que la Chine était déjà un rival économique et militaire des États-Unis et qu'elle pouvait donc défier le leadership mondial de Washington. ZTE a prouvé le contraire. Depuis, beaucoup de libéraux se sont mis à critiquer Hu. Un érudit libéral bien connu, Zhang Weiyang, dont les écrits ont été interdits l'année dernière, a été officiellement autorisé à publier son discours sur internet.

Il y avait déjà eu un vif débat parmi les spécialistes de la diplomatie. Les partisans de la ligne dure ont plaidé en faveur d'une position plus dure à l'égard des États-Unis. Les libéraux, cependant, ont fait valoir que l'ordre international est un « temple » et que tant qu'il peut s'adapter à l'essor de la Chine, Pékin devrait aider à construire ce temple plutôt que de le démolir et d'en construire un nouveau. Cette orientation diplomatique a été marginalisée lorsque Xi a choisi une

ligne plus intransigeante, mais récemment leur voix a refait surface. Depuis le conflit pour ZTE et la guerre commerciale, Xi a opéré quelques ajustements tactiques et une légère marche arrière dans ses proclamations du statut de grande puissance de la Chine.

Dans quelle mesure s'agit-il d'un repli provisoire ? En outre, comment les programmes « Chine 2025 » et « Nouvelle route de la soie » influencent-ils le projet à plus long terme de Xi visant le statut de grande puissance ?

Permettez-moi de dire clairement que Xi est un « sang bleu » réactionnaire. Lui et le reste de sa clique sont déterminés à restaurer l'hégémonie du passé impérial de la Chine et à reconstruire une prétendue dynastie céleste. L'État de Xi, l'académie chinoise et les médias ont publié un grand nombre d'essais, de thèses et d'articles qui glorifient ce passé impérial pour justifier leur projet de grande puissance. Leur stratégie à long terme ne sera pas facilement découragée.

La clique de Xi est consciente qu'avant de pouvoir réaliser son ambition impériale, la Chine doit éliminer le fardeau de son héritage colonial, c'est-à-dire s'emparer de Taïwan et d'abord réaliser l'unification nationale - tâche historique du PCC. Mais cela l'amènera à entrer en conflit avec les États-Unis, tôt ou tard. Par conséquent, la question de Taïwan comporte à la fois la dimension d'autodéfense de la Chine (même les États-Unis reconnaissent que Taïwan fait « partie de la Chine ») et celle de la rivalité inter-impérialiste. Pour « s'unifier avec Taïwan », sans même parler d'ambition mondiale, Pékin doit d'abord surmonter ses faiblesses, en particulier dans sa technologie, son économie et son manque d'alliés internationaux.

C'est là qu'interviennent les programmes « Chine 2025 » et « Nouvelle route de la soie ». À travers le premier, ils veulent développer leurs capacités technologiques indépendantes et gravir les échelons de la chaîne de valeur mondiale. Ils veulent utiliser le second pour construire des infrastructures dans toute l'Eurasie conformément aux intérêts chinois. Dans le même temps, nous devons être clairs : la « Nouvelle route de la soie » est également un symptôme des problèmes de surproduction et de surcapacité de la Chine. Ils l'utilisent pour absorber toute cette capacité excédentaire. Néanmoins, ces



deux programmes sont centraux pour le projet impérialiste chinois.

77

Il y a eu un grand débat au sein de la gauche internationale sur la façon de comprendre l'ascension de la Chine. D'aucuns ont fait valoir qu'il s'agit d'un modèle et d'un allié pour le développement du « tiers-monde ». D'autres voient la Chine comme un État subordonné dans un empire informel américain qui dirige le capitalisme néolibéral mondial. D'autres encore la voient comme une puissance impériale montante. Quel est votre point de vue ?

La Chine ne peut pas être un modèle pour les pays en développement. Son essor est le résultat de facteurs uniques que j'ai décrits précédemment et que d'autres pays du tiers-monde ne possèdent pas. Je ne pense pas qu'il soit faux de dire que la Chine fait partie du néolibéralisme mondial, surtout quand on la voit avancer en clamant qu'elle est prête à remplacer les États-Unis en tant que gardien de la mondialisation libre-échangiste.

Mais dire que la Chine fait partie du capitalisme néolibéral ne donne pas une vue d'ensemble. C'est un État capitaliste distinct et une puissance expansionniste, qui n'est pas disposée à être un partenaire de second ordre des États-Unis. La Chine est donc une composante du néolibéralisme mondial, tout en se distinguant en tant que puissance capitaliste d'État. Cette combinaison particulière signifie qu'elle bénéficie à la fois de

l'ordre néolibéral et qu'elle représente un défi pour lui ainsi que pour l'État américain qui le contrôle.

Le capital occidental est ironiquement responsable de cette situation difficile. Leurs États et capitaux ont compris trop tard le défi de la Chine. Ils ont afflué pour investir dans le secteur privé ou dans des joint-ventures avec les entreprises publiques. Mais ils n'ont pas pleinement compris que l'État chinois est toujours derrière ces sociétés, même celles qui sont apparemment privées. En Chine, une entreprise même véritablement privée doit se plier aux exigences de l'État.

L'État chinois a utilisé cet investissement privé pour développer ses propres capacités, étatique et privée, afin de pouvoir défier les capitaux américains, japonais et européens. Il est donc naïf d'accuser l'État chinois et les capitaux privés de voler la propriété intellectuelle. C'est ce qu'ils avaient prévu de faire depuis le début. Ainsi, les États capitalistes avancés et les entreprises privées ont permis l'émergence de la Chine en tant que puissance impériale montante. De par sa nature particulière - capitaliste d'État - elle est particulièrement agressive et déterminée à rattraper et à contester les puissances qui y ont investi.

Aux États-Unis, il y a de plus en plus un consensus entre les deux grands partis, selon lequel la Chine est une menace pour la puissance impériale américaine. Tant les États-Unis que la Chine font monter leur

nationalisme l'un contre l'autre. Comment qualifieriez-vous la rivalité entre les États-Unis et la Chine ?

Il y a quelques années, les commentateurs ont fait valoir qu'il y avait un débat entre deux camps sur la question de savoir s'il fallait engager le débat avec la Chine ou l'affronter. Ils appelaient ça « *panda huggers versus dragon slayers* » (dorloteurs de panda vs tueurs de dragons). Aujourd'hui, les tueurs de dragons sont aux commandes de la diplomatie. Il est vrai qu'il existe un consensus croissant entre démocrates et républicains. Même d'éminents libéraux américains critiquent la Chine de nos jours. Mais beaucoup de ces politiciens libéraux devraient être blâmés pour cette situation. Rappelez-vous qu'après le massacre de Tiananmen en 1989, ce sont des libéraux comme Bill Clinton aux États-Unis et Tony Blair en Grande-Bretagne qui ont pardonné au Parti communiste chinois, rouvert les relations commerciales et encouragé des investissements massifs dans le pays.

Bien sûr, il s'agissait de garnir les comptes des multinationales occidentales, qui ont récolté d'énormes profits en exploitant une main-d'œuvre bon marché dans les ateliers de misère chinois. Mais ils croyaient aussi sincèrement, bien que naïvement, que l'augmentation des investissements amènerait la Chine à accepter les règles d'un État subordonné au sein du capitalisme mondial néolibéral et à se « démocratiser » à l'image de l'Occident. Cette stratégie s'est retournée contre eux et a permis à la Chine de s'imposer comme rivale.

Les deux camps - *panda huggers* et *dragon slayers* - trouvent aussi leurs théoriciens dans le milieu universitaire. Au sein de l'establishment, il y a trois écoles principales de politique étrangère. Et les trois écoles ont leurs propres dorloteurs de pandas et tueurs de dragons, que l'on pourrait aussi appeler optimistes et pessimistes. Au sein du camp optimiste, les différentes écoles défendent leur point de vue. Alors que les internationalistes libéraux pensaient que le commerce démocratiserait la Chine, les réalistes soutenaient que même si la Chine avait ses propres ambitions étatiques pour défier les États-Unis, elle était encore trop faible pour le faire. La troisième école, celle du constructivisme social, pense que les relations

internationales sont le résultat d'idées, de valeurs et d'interactions sociales et, comme les libéraux, s'imagine que l'engagement économique et social transformera la Chine.

Dans le passé, la majorité de l'establishment américain a plaidé la cause des libéraux optimistes, aveuglés par leur croyance en une transformation démocratique de la Chine par le commerce. La montée en puissance de cette dernière a provoqué une crise de toutes les écoles optimistes, parce que leurs prédictions se sont révélées fausses. La Chine est devenue une puissance montante qui a commencé à rattraper et à défier les États-Unis.

C'est maintenant le camp pessimiste de ces trois écoles qui gagne du terrain. Les libéraux pessimistes pensent que le nationalisme chinois est beaucoup plus fort que l'influence du commerce et des investissements. Les réalistes pessimistes pensent que la Chine se renforce rapidement et qu'elle ne fera jamais de compromis sur Taïwan. Les constructivistes sociaux pessimistes pensent que la Chine est très rigide sur ses propres valeurs et qu'elle refusera de changer.

Mais si l'école pessimiste a aujourd'hui raison, elle souffre aussi d'une faiblesse majeure. Elle suppose que l'hégémonie américaine est juste et justifiée, ignore le fait que les États-Unis sont en fait complices du gouvernement autoritaire chinois et de son régime d'ateliers de misère, et bien sûr n'examine jamais comment la collaboration et la rivalité entre les États-Unis et la Chine se produisent au sein d'un capitalisme mondial profondément contradictoire et instable. Pas plus qu'elle n'examine l'ensemble des rapports de classe mondiaux. Cela ne devrait pas nous surprendre : les pessimistes sont des idéologues de la classe dirigeante américaine et de son impérialisme.

La Chine suit une trajectoire impérialiste. Je suis contre la dictature du Parti communiste, son aspiration à devenir une grande puissance et ses revendications dans la mer de Chine méridionale. Mais je ne pense pas qu'il soit correct de mettre la Chine et les États-Unis sur le même plan. À l'heure actuelle, la Chine est un cas particulier. Il y a deux facettes à son essor. D'une part, ce qui est commun à ces deux pays : les deux sont capitalistes et impérialistes. D'autre part, la Chine est le premier pays impérialiste

qui était auparavant un pays semi-colonial. C'est très différent des États-Unis ou de tout autre pays impérialiste. Nous devons en tenir compte dans notre analyse pour comprendre comment la Chine fonctionne dans le monde.

En ce qui concerne la Chine, toute question a toujours deux niveaux. Le premier, c'est l'autodéfense légitime d'un ancien pays colonial en vertu du droit international. N'oublions pas que, même encore au cours des années 1990, des avions de chasse américains ont violé la frontière sud de la Chine et ont détruit un avion chinois, tuant son pilote. Ce genre d'événements rappelle naturellement au peuple chinois son douloureux passé colonial.

Jusqu'à récemment, la Grande-Bretagne contrôlait Hong Kong, et le capital international y exerce toujours une grande influence. Un exemple de l'influence impérialiste occidentale vient d'être mis au jour. Un rapport a révélé que juste avant que la Grande-Bretagne se retire de Hong Kong, elle a dissous sa police secrète et l'a réaffectée à la Commission indépendante contre la corruption (ICAC). L'ICAC jouit d'une grande popularité à Hong Kong, car elle en fait un endroit moins corrompu. Mais seul le chef du gouvernement de Hong Kong - autrefois choisi à Londres et maintenant à Pékin - nomme le commissaire, alors que le peuple n'a toujours pas d'influence sur lui.

Pékin était très préoccupé par le fait que l'ICAC peut être utilisé pour discipliner l'État chinois et également ses capitaux. Par exemple, en 2005, l'ICAC a poursuivi Liu Jinbao, le chef de la Banque de Chine à Hong Kong. Il semble que Pékin s'efforce de prendre le contrôle de l'ICAC, mais le public est tenu dans l'ignorance. Bien sûr, nous devrions nous réjouir que l'ICAC s'en prenne à des gens comme Liu Jinbao, mais nous devons aussi reconnaître qu'il peut être utilisé par l'impérialisme occidental pour faire avancer son programme. Dans le même temps, l'affirmation du contrôle de Pékin signifiera la consolidation de l'État et des capitalistes nationaux, ce qui ne servira pas les intérêts des masses ouvrières chinoises.

Il y a d'autres vestiges du passé colonial. Les États-Unis maintiennent Taïwan comme un protectorat. Nous devons, bien sûr, nous opposer à la menace d'invasion de Taïwan

par la Chine. Mais nous devons défendre le droit de Taïwan à l'autodétermination, conscients que les États-Unis utilisent ce pays comme un outil pour promouvoir leurs intérêts. C'est l'autre face de l'héritage colonial: elle motive le Parti communiste à se comporter de manière défensive contre l'impérialisme américain.

La Chine est un pays impérialiste émergent, mais avec des faiblesses fondamentales. Le Parti communiste chinois doit surmonter des obstacles fondamentaux avant de pouvoir devenir un pays impérialiste stable et durable. Il est très important de saisir non seulement les points communs entre les États-Unis et la Chine en tant que pays impérialistes, mais aussi les particularités de la seconde.

Pour les socialistes aux États-Unis, la tâche première est de nous opposer à l'impérialisme américain et de construire la solidarité avec les travailleurs chinois. Cela signifie que nous devons nous opposer à l'acharnement contre la Chine, non seulement celui de la droite, mais aussi des libéraux et même du mouvement ouvrier. Mais nous ne devons pas tomber dans le piège «campiste», qui consiste à apporter un soutien politique au régime chinois. Nous devons être aux côtés des travailleurs. Quel est ton sentiment à ce sujet ?

Nous devons contrer le mensonge utilisé par la droite américaine selon lequel les travailleurs chinois ont volé les emplois des travailleurs américains. Ce n'est pas vrai. Les gens qui ont vraiment le pouvoir de décider ne sont pas les travailleurs chinois, mais le capital américain, tel Apple, qui choisit de faire assembler ses téléphones en Chine. Les travailleurs chinois n'ont absolument rien à dire de telles décisions. En fait, ce sont des victimes, pas ceux qui pourraient être blâmés pour les pertes d'emplois aux États-Unis.

Et comme je l'ai dit, c'est Clinton, et non les dirigeants ou les travailleurs chinois, qui a été responsable de l'exportation de ces emplois. C'est le gouvernement Clinton qui, après Tiananmen, a travaillé avec le régime meurtrier de la Chine pour permettre aux grandes entreprises américaines d'y investir massivement. Et lorsque des emplois ont été perdus aux États-Unis, ceux apparus en Chine n'étaient en fait pas du tout les mêmes.

Les emplois américains perdus dans l'automobile et l'acier étaient syndiqués et bien rémunérés, mais ceux créés en Chine ne sont rien d'autre que des emplois misérables. Quels que soient leurs conflits actuels, les dirigeants des États-Unis et de la Chine, et non les travailleurs des deux pays, ont mis en place l'actuel ordre mondial néolibéral maudit.

Une chose que nous avons faite ici aux États-Unis, ce fut d'aider à organiser des tournées de travailleurs chinois en grève afin de renforcer la solidarité entre travailleurs américains et chinois. Y a-t-il d'autres idées et initiatives que nous pouvons prendre ? Il y a un réel danger que le nationalisme soit attisé dans les deux pays contre les travailleurs de l'autre pays. Il nous semble important de surmonter cela. Qu'en pensez-vous ?

Il est important que la gauche du reste du monde reconnaisse que le capitalisme chinois a un héritage colonial qui existe encore aujourd'hui. Ainsi, lorsque nous analysons les relations entre la Chine et les États-Unis, nous devons distinguer ces parties légitimes du « patriotisme » de celles, réactionnaires, mises en avant par le Parti. Il y a un élément de patriotisme de bon sens parmi le peuple qui est le résultat du dernier siècle d'intervention impériale du Japon, des puissances européennes et des États-Unis. Cela ne signifie pas que nous nous accommodons à ce patriotisme, mais nous devons le distinguer du nationalisme réactionnaire du Parti communiste, que Xi stimule pour soutenir ses aspirations à la puissance, tout comme les dirigeants états-uniens le font pour cultiver le soutien populaire en faveur de l'objectif de leur régime de contenir la Chine.

Parmi les gens ordinaires, le nationalisme a diminué plutôt qu'augmenté, parce qu'ils méprisent le Parti communiste chinois. Beaucoup ne lui font plus confiance et détestent son régime autocratique. Lors d'un récent sondage qui demandait si les gens soutiendraient la Chine dans une guerre contre les États-Unis, l'un des internautes a répondu ceci : « Oui, je soutiens la guerre de la Chine contre les États-Unis, mais nous soutenons d'abord l'envoi des membres du bureau politique au combat, puis ceux du Comité central et enfin le Parti communiste chinois tout entier. Et après, qu'ils aient gagné ou perdu,

nous serons au moins libérés. » Les censeurs, bien sûr, ont immédiatement supprimé ces commentaires, mais c'est une indication de l'insatisfaction profonde à l'égard du régime.

Cela signifie qu'il y a une base parmi les travailleurs chinois pour construire une solidarité internationale avec les travailleurs américains. Mais cela exige que les travailleurs américains s'opposent à l'impérialisme de leur propre gouvernement, pour gagner la confiance des travailleurs chinois. Les menaces de l'impérialisme américain sont réelles et connues en Chine. Lorsque la marine américaine envoie deux navires de guerre dans le détroit de Taïwan pour provoquer la Chine, la gauche américaine doit s'y opposer. Si le peuple chinois entend cette voix anti-impérialiste de la gauche américaine, il comprendra mieux nos intérêts communs à s'opposer à l'impérialisme américain et chinois.

[Au Loong-Yu est hongkongais. Exilé à Londres, il est membre du conseil éditorial du *China Labor Net*, cofondateur du *Globalization Monitor* et auteur entre autres de *La Chine : un capitalisme bureaucratique* \(Syllepse, 2013\) et de *Hong Kong en révolte* \(Syllepse, 2021\).](#)

Entretien réalisé par Ashley Smith et paru dans *International Socialist Review*, n° 112, 2019, sous le titre : « China's Rise as a World Power ». Traduit en français par Jan Malewski pour la revue *Inprecor*.



Le début de la fin de la montée en puissance

Au Loong-Yu

Entretien avec Federico Fuentes

Peux-tu nous présenter les facteurs clés qui permettent d'expliquer l'essor économique phénoménal de la Chine au cours des dernières décennies ?

L'essor de la Chine a été spectaculaire. Au cours des vingt à trente dernières années, la croissance annuelle moyenne du produit intérieur brut de la Chine a été d'environ plus ou moins 10 %. Cela signifie que la Chine a réussi à doubler son PIB tous les huit ans. D'une manière générale, tout pays sous-développé qui parvient à transformer un grand nombre de petits agriculteurs en ouvriers d'usine en si peu de temps connaît une forte croissance économique, en raison de l'écart important de productivité entre les deux secteurs. Il n'est toutefois pas facile d'y parvenir, car cela nécessite une quantité énorme de capitaux. À mon avis, il y a trois facteurs importants qui, bien qu'insuffisants pour expliquer complètement ce phénomène, sont indispensables - et pourtant souvent négligés - pour expliquer cette croissance rapide.

Facteur n° 1 : le taux d'investissement le plus élevé du monde

Le premier d'entre eux est le taux d'investissement de la Chine qui, en proportion de son PIB, est le plus élevé au monde. La capacité de la Chine à maintenir un taux d'investissement aussi élevé pendant une période aussi longue est sans précédent. Au cours des vingt à trente dernières années, son taux d'investissement est resté supérieur à 40 %, avec un pic à 45-46 % en 2014-2015. Certains lecteurs se souviendront peut-être de ce qui a été qualifié de « miracle économique » chez les « quatre dragons » : Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour. Les deux premiers

en particulier avaient des taux d'investissement très élevés. Mais même eux n'ont jamais atteint qu'un peu plus de 30 % du PIB. Nous parlons donc d'une énorme part du PIB consacrée aux investissements dans de nouvelles usines et infrastructures. C'est la première explication de l'essor de la Chine : un taux d'investissement inhabituellement élevé sur une période de temps prolongée.

J'ajouterai cependant que pour bien comprendre ce facteur, il faut regarder ce qui s'est passé à l'époque de Mao. Au cours des trois premières décennies du régime instauré par le Parti communiste chinois (PCC), le taux d'investissement de la Chine était également très élevé : entre 1958 et 1980, il atteignait presque 30 % par an (sans tenir compte de la période qui a suivi la famine du début des années 1960). À la mort de Mao, en 1976, le pays était épuisé, mais la Chine avait jeté les bases de son économie moderne. Elle était dotée d'infrastructures et d'une industrie manufacturière plus diversifiées et plus susceptibles d'être autosuffisantes que la plupart des pays d'un niveau de développement similaire. Elle disposait également d'une main-d'œuvre au niveau d'alphabétisation relativement élevé. Sans ces éléments, l'essor ultérieur de la Chine aurait été impensable.

Mais pour maintenir des taux d'investissement encore plus élevés, il fallait davantage de capitaux, ce que la Chine ne pouvait pas trouver uniquement à partir de ses ressources nationales. C'est dans ce contexte que s'inscrit le compromis historique de Deng Xiaoping avec les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui a permis à la Chine de commencer à attirer des capitaux étrangers et de s'intégrer dans le capitalisme mondial.

Au début, le capital occidental hésitait à investir massivement, surtout après

le massacre de la place Tiananmen (4 juin 1989). C'est pourquoi, au cours de la première phase «de réforme et d'ouverture», les capitaux étrangers provenaient de Hong Kong et de Taïwan, deux anciennes colonies, l'une de la Grande-Bretagne, l'autre du Japon.

Facteur n° 2 : l'héritage colonial

Cela nous amène au deuxième facteur : l'héritage colonial de la Chine, qui est important mais parfois négligé dans l'analyse de la montée en puissance de la Chine. Cette idée peut laisser le lecteur perplexe, car l'héritage colonial est généralement considéré comme un obstacle intrinsèque au développement des pays en voie de développement. Mais nous devons analyser cette question de manière concrète. À certains moments, pour certaines raisons, le contraire peut également se produire. C'est exactement ce qui s'est passé en Chine après le compromis historique avec l'empire américain et le remplacement de l'économie planifiée de Mao par une économie capitaliste.

Taïwan et Hong Kong ont permis le décollage de la Chine en apportant du capital industriel et de services (ce qui a permis de créer des emplois pour les travailleurs chinois migrants des zones rurales) et en formant la première génération d'entrepreneurs et de gestionnaires (lesquels étaient particulièrement rares dans la Chine de Mao).

Hong Kong a joué un rôle important à d'autres égards. Pendant la guerre froide, Pékin a tiré le tiers de ses devises étrangères du commerce avec Hong Kong en dépit des restrictions sévères que lui imposait l'Occident. À partir de là, Hong Kong a joué le rôle essentiel de plaque tournante financière pour la «grande Chine», en aidant les entreprises chinoises à lever d'énormes quantités de capitaux et en établissant les assises de leurs ambitions mondiales. Entre 2010 et 2018, Hong Kong a été le siège de deux tiers des introductions en Bourse d'entreprises de Chine continentale. Aujourd'hui, plus de la moitié des investissements directs étrangers entrants et sortants de Chine passent par Hong Kong. En outre, Hong Kong fonctionne essentiellement comme une machine à imprimer du dollar américain pour la Chine, étant donné que le dollar de Hong Kong est arrimé au dollar américain. Macao

a également joué son rôle, même s'il était plus symbolique. Lorsque Deng a accepté de laisser la ville-casino ouverte après sa rétrocession à la Chine, c'était sa façon de dire à l'Occident : «Si nous pouvons permettre l'existence d'une immense ville-casino avec des centaines de maisons de jeu aux portes de la Chine, imaginez à quel point nous pouvons être accueillants à l'égard du capitalisme.»

L'importance de ces héritages coloniaux est mise en évidence par le fait que Deng voulait maintenir les «forces étrangères» à Hong Kong et Macao avec son engagement : «Un pays, deux systèmes» (d'où l'autonomie de Hong Kong), même après l'expiration, respectivement en 1997 et 1999, des baux de ces territoires. Deng a proposé un compromis similaire à Taïwan, qui l'a refusé. Quoi qu'il en soit, il est vrai que sans Hong Kong, Taïwan et Macao, nous n'aurions pas assisté à la montée en puissance de la Chine, du moins pas à la même échelle.

Facteur n° 3 : le parti-État

Le troisième facteur, c'est le parti-État, qui a été capable de combiner les deux autres facteurs et de permettre leur mise en place. Contrairement à ce qui s'est passé en Russie après la chute de l'Union soviétique, lorsque Deng a réintroduit le capitalisme, il a conservé le parti-État. C'est ce qui a permis à son régime d'être beaucoup plus impitoyable et d'écraser toute contestation venant d'en bas.

Les thuriféraires de Pékin font l'éloge de la Chine en tant qu'«État développementaliste» modèle, mais ignorent le prix que les Chinois ont payé pour parvenir à des taux d'investissement aussi élevés. Pour garantir ceux-ci, il fallait compresser la consommation et les salaires et donc réprimer les travailleurs pour s'assurer qu'ils ne s'organisent pas ou qu'ils se mettent en grève. Cela explique pourquoi, à l'époque de Mao, les salaires sont restés gelés, malgré un taux de croissance économique annuel moyen supérieur à 4 %.

C'est là que réside la continuité entre Mao et Deng. Légèrement plus modérés au lendemain de la mort de Mao, Deng et ses successeurs sont rapidement revenus à la politique de taux d'investissement extrêmement élevé de Mao. Malgré sa rhétorique qui prétend «servir le peuple», le PCC a toujours donné la priorité à la réalisation d'une

industrialisation vertigineuse – que résume le slogan de Mao : *chaoyingganmei* («Dépasser la Grande-Bretagne et rattraper les États-Unis») – au détriment du bien-être et du niveau de vie de la population. Lorsque les travailleurs sont mécontents, la machine de propagande du parti déploie simplement le slogan *xianshengchan houshenghuo* («La production d’abord, la consommation plus tard») ou son équivalent militaire *ningyao yuanzi (dan) buyao kuzi* («La bombe atomique d’abord, le pantalon plus tard»).

Il y a bien sûr une justification logique à ce que les pays pauvres investissent des ressources dans les infrastructures et les moyens de production. Mais dans le cas du PCC, ces investissements ont été largement exagérés. Le taux d’investissement anormalement élevé relevait moins du socialisme et d’un programme de modernisation sensé que de la vanité et des rêves chimériques de ses principaux dirigeants. En cela, ils ont beaucoup en commun avec les empereurs volontaristes tels que Qin Shi Huang, le fondateur du premier État unifié de Chine en 221 avant J-C, que Mao louait pour son audace impitoyable.

Il est important d’ajouter que, parallèlement à la propagande officielle sur le «rêve chinois», qui sert à justifier la poursuite impitoyable de la croissance économique par le PCC, la bureaucratie a toujours été animée par son propre rêve d’enrichissement personnel. La bureaucratie a ainsi accaparé le «rêve chinois» pour ses propres et viles ambitions. N’ayant de comptes à rendre à personne, si ce n’est aux chefs du parti, les bureaucrates ont mis à profit toutes sortes de programmes de modernisation pour piller les richesses de la nation par la corruption et les pots-de-vin ou en fondant des entreprises.

Ce n’est pas tout à fait nouveau. Mais alors que la bureaucratie de Mao ne pouvait s’approprier le surplus social que sous la forme d’une valeur d’usage, la bureaucratie post-Mao a combiné la coercition de l’État et le pouvoir de l’argent pour parvenir à son propre enrichissement sous la forme de valeurs d’échange. C’est par ce processus que la bureaucratie s’est consolidée en une nouvelle classe dirigeante qui s’approprie le surproduit – une classe qui considère sa reproduction perpétuelle comme sa priorité absolue. Pour s’en assurer, elle n’a cessé de

perfectionner les mécanismes de coercition du parti-État afin d’extraire autant de surplus social que possible.

Du compromis de Deng à l’agressivité de Xi

Je voudrais revenir sur la nature de cette bureaucratie, mais tout d’abord, tu as fait référence au compromis historique que Deng a conclu avec les États-Unis. À cause de celui-ci, les États-Unis ont commencé à délocaliser leur production vers la Chine peu de temps après. Quel impact cela a-t-il eu sur le décollage de la Chine ? Et comment expliquer les tensions actuelles entre les États-Unis et la Chine, compte tenu du processus d’intégration économique qui s’est produit au cours des dernières décennies ?

Dix ans après que les entreprises de Hong Kong et de Taïwan aient commencé à investir et à délocaliser leur production en Chine, les capitaux occidentaux et japonais ont commencé à faire de même. À l’époque, en Grande-Bretagne, l’extrême droite a fait de timides campagnes réclamant des «emplois britanniques pour les travailleurs britanniques» afin de protester contre ces délocalisations. Un phénomène semblable s’est produit aux États-Unis. Mais l’idée que les travailleurs chinois aient pris les emplois de leurs homologues américains ou britanniques est une erreur fondamentale. Ce qui s’est réellement passé, c’est que les capitalistes occidentaux et japonais ont pris les emplois à leurs «concitoyens» et, en collusion avec le régime chinois, qu’ils ont créé des emplois bien plus mauvais en Chine. Même si l’usine était la même et que lorsque les effectifs ouvriers étaient les mêmes, la fabrication de produits bas de gamme a été délocalisée en Chine, les emplois n’étaient pas les mêmes. Non seulement parce que les salaires et les conditions de travail étaient nettement plus bas, mais aussi parce qu’en Chine, les libertés civiles fondamentales et le droit de s’organiser étaient refusés aux travailleurs, ce qui les rendait largement impuissants.

Il convient également de noter que ce processus de délocalisation s’est accompagné en Chine de la privatisation de nombreuses petites et moyennes entreprises d’État et du licenciement de plus de 30 millions de

personnes. En ce sens, la montée en puissance de la Chine en tant qu'atelier du monde a été assurée par la réduction des effectifs de son secteur public et le recrutement d'une classe ouvrière entièrement nouvelle en provenance de la campagne, destinée à être exploitée dans de nouvelles usines financées par le capital étranger.

Au final, les capitalistes occidentaux et japonais ainsi que le régime chinois ont largement profité des délocalisations et de la surexploitation de 250 millions de travailleurs migrants [internes] ruraux chinois sans défense. Dans le même temps, la désindustrialisation en Occident et au Japon, la privatisation et les licenciements massifs en Chine ont abouti à une situation perdant-perdant pour les travailleurs d'un côté comme de l'autre. Telle était l'essence de l'accord conclu entre Deng et le président américain George H.W. Bush.

Il est cependant important de comprendre que les effets de cet accord commençaient déjà à s'épuiser lors de l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012. À cette date, les deux parties sentaient que la lune de miel était terminée, d'autant plus que l'empire américain ne s'attendait pas à une émergence aussi rapide de la Chine. L'ascension de Xi et son projet des «Nouvelles routes de la soie» peuvent à bien des égards être considérés comme une réponse au «pivot vers l'Asie» opéré en 2009 par Hilary Clinton, alors secrétaire d'État. Cette initiative a été immédiatement suivie par les guerres commerciales lancées par Donald Trump, qui soutenait que les États-Unis devaient imposer des droits de douane à la Chine parce qu'elle réalisait un excédent commercial, alors que les États-Unis souffraient d'un énorme déficit de leur balance commerciale.

L'argument de Trump est toutefois trompeur, car il ne tient pas compte d'un élément important: une grande partie des exportations chinoises consiste simplement en des assemblages de composants, de matériaux et de technologies importés du monde entier. Cela signifie que seul un très faible pourcentage des bénéfices reste en Chine. Le prétexte invoqué pour justifier la guerre commerciale était donc fallacieux; la véritable raison de la guerre commerciale était que les États-Unis, en tant qu'empire, ne peuvent en aucun cas permettre à une Chine



en plein essor de menacer leur statut de puissance mondiale.

Mais il est également important de dire que la Chine a sa part de responsabilité dans la montée des tensions. Deng a toujours considéré que l'attitude de la Chine à l'égard des États-Unis devait être *Tāoguāngyǎnghuì, yǒu suǒ zuòwéi* («Faire profil bas et attendre notre heure») et de ne pas essayer de remettre en cause leur hégémonie mondiale, du moins pas à court ou à moyen terme. Xi, quant à lui, se basant sur une appréciation exprimée par la formule *Dōngshēng xī jiàng* («L'Est s'élève, l'Ouest décline»), a décidé qu'il était temps de contester l'hégémonie des États-Unis. Son slogan en matière de politique étrangère est donc devenu *Ganyudouzheng* («Oser lutter»). Son premier pas dans cette direction a été la décision de militariser la mer de Chine méridionale en 2015. À partir de ce moment-là, les actions de la Chine ne pouvaient plus être définies comme défensives. En militarisant la mer de Chine méridionale, la Chine ne combattait pas l'empire américain; elle retirait avant tout les droits économiques des pays environnants sur leurs zones côtières. Il est donc nécessaire de s'opposer à de tels agissements.

Comment ce tournant opéré par Xi a-t-il influé sur la montée en puissance de la Chine ?

L'analyse de Xi l'a conduit non seulement à s'opposer frontalement aux États-Unis, mais aussi à écraser Hong Kong. Bien sûr, du point de vue de l'autocratie, le fait que les habitants de Hong Kong osent braver la loi de Pékin sur l'extradition était intolérable et devait être puni. Le problème est que, du point de vue de l'intérêt collectif du régime, Xi est allé trop loin. Il ne s'est pas contenté d'éliminer l'opposition, il a également détruit les institutions mêmes qui font de Hong Kong la plaque tournante financière de la Chine. En supprimant l'autonomie de Hong Kong, Xi tue la poule aux œufs d'or de Pékin.

Il se passe quelque chose de similaire avec Taïwan. La vérité est que le PCC a réussi à intégrer économiquement Taïwan dans son orbite. Si Taïwan devait mettre un terme à ses relations économiques avec la Chine, son économie subirait un coup très dur, voire s'effondrerait complètement. En outre, la tactique du PCC consistant à attirer le KMT (Kuomintang) dans son camp a fonctionné. Mais son orientation belliqueuse à l'égard de Taïwan est de plus en plus contre-productive.

Auparavant, l'Occident concentrait son attention sur le rôle stratégique de Taïwan dans la géopolitique de l'Asie de l'Est. Mais avec les progrès de l'IA, les pays développés sont désormais également préoccupés par le fait que la Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC) produit la moitié des puces au niveau mondial et environ 90 % des puces les plus sophistiquées. Il s'agit là de la monnaie d'échange dont dispose Taïwan. Contrairement à Hong Kong, l'île a beaucoup plus de poids pour repousser l'agression de Pékin, car si Pékin s'emparait de Taïwan par la force, cela pourrait contrarier de nombreux pays. Là encore, l'épreuve de force prématurée de Xi avec les États-Unis n'a fait qu'aggraver la position de la Chine, car la réponse de Washington a été de fermer à la Chine l'importation de produits haut de gamme, en particulier de technologies de pointe. Tout cela vient confirmer que nous sommes au début de la fin du compromis historique entre Deng et les États-Unis et la Grande-Bretagne.

La Chine va avoir plus de mal à poursuivre sa croissance comme elle l'a fait jusqu'à présent. Son taux de croissance annuel est passé

de 10 % à 5 %. De plus, l'économie chinoise traverse une crise à la fois cyclique et structurelle. Auparavant, la Chine pouvait se contenter de consacrer des sommes considérables à l'achat d'entreprises étrangères de haute technologie ou à l'embauche d'ingénieurs de haut niveau du monde entier afin de rattraper l'Occident. Cette option est de moins en moins réalisable. En lieu et place, elle a eu recours à la production de produits haut de gamme dans des conditions où ils ne sont pas rentables, grâce à des subventions de l'État et à la surexploitation des travailleurs et de l'environnement. Mais cette option se heurte, elle aussi, à d'importants obstacles étant donné que non seulement les mesures prises par Washington, mais aussi le ralentissement économique de la Chine, font qu'il est plus difficile d'investir autant d'argent qu'auparavant. J'ajouterai également que l'innovation est incompatible avec l'autocratie chinoise et sa société orwellienne.

Il est important de rappeler que l'empire américain n'est clairement pas le « bon flic », mais que la Chine ne l'est pas non plus. L'empire américain est en déclin constant, mais la montée en puissance de la Chine n'a pas atteint le point où Pékin peut imposer sa volonté à l'Occident. Pourtant, au lieu de suivre les conseils de Deng, Xi a cherché à frapper fort, se créant ainsi des ennemis. Le règne de Xi n'a pas seulement été un désastre pour le peuple chinois, il est même devenu un boulet pour le régime. Xi doit donc assumer sa part de responsabilité dans les immenses difficultés auxquelles la Chine est confrontée à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Cela nous ramène à la question de la bureaucratie du parti-État. Compte tenu de ce que vous avez dit sur le comportement de Xi à la tête du pays, pourquoi la bureaucratie ne fait-elle rien pour le démettre de ses fonctions ? Plus généralement, qu'est-ce que tout cela nous apprend sur la nature de la bureaucratie ?

Tout d'abord, il est important de dire que nous ne pouvons pas tout mettre sur le dos de Xi. Selon certaines rumeurs, en réponse aux critiques au sein du parti, Xi reproche à ses prédécesseurs d'avoir laissé l'économie chinoise dans un état lamentable. Dans un certain sens, c'est vrai.

Après avoir fait un exemple en écrasant la contestation populaire par le massacre de Tiananmen, de nombreux bureaucrates ont estimé qu'ils pouvaient piller les richesses du pays sans retenue. La crise financière mondiale de 2007-2008 a offert aux autorités locales une occasion en or de s'enrichir en détournant les fonds du plan de sauvetage du gouvernement central pour les canalisant vers des mégaprojets et des opérations immobilières, tout en en empochant au passage des portions au montant inconnu. Cela a créé les conditions de la bulle immobilière et de son éclatement, dont Xi doit aujourd'hui gérer les conséquences. Toutes les élites dirigeantes sont complices de la crise que connaît la Chine aujourd'hui. Elles savent aussi que permettre à Xi de rester au pouvoir fait plus de mal que de bien au pays et au régime. Dans le même temps, elles ont une peur bleue de ce qui pourrait se passer si elles complotaient contre Xi : et si cela déclenchait un mouvement de masse qui viendrait d'en bas ?

Pour bien comprendre ce qui se passe, il est utile de mieux cerner la nature de la bureaucratie chinoise. Le régime est porteur d'une grande partie de la culture politique prémoderne, comme le culte du sang bleu et les «droits» héréditaires de la «deuxième ou troisième génération rouge», ainsi que les mécanismes de loyauté personnelle qui imprègnent l'ensemble de la bureaucratie. Cela signifie que, contrairement au modèle idéal wébérien qui veut que la caractéristique de la bureaucratie soit son caractère impersonnel, la variante chinoise est très personnelle. Cela met en branle un deuxième mécanisme, la sélection négative des fonctionnaires. Je veux dire par là que ce sont les personnes les pires qui ont le plus de chances d'être promues, tandis que celles qui disent la vérité ou qui ont plus de mérite, d'indépendance d'esprit et de talents tendent à être mises à l'écart. En fin de compte, on se retrouve avec des bureaucrates de premier plan dont la tâche la plus importante est d'apaiser l'empereur et de travailler à la réalisation de ses rêves les plus fous, tandis qu'en coulisse, ils fomentent leurs propres intrigues à des fins personnelles.

C'est pourquoi j'ai dit que l'innovation était incompatible avec l'autocratie chinoise. Cela n'empêche pas totalement la Chine

de progresser dans le domaine de l'innovation, mais cela l'empêche de réaliser la plus grande partie de son potentiel. Les conséquences sur la communauté scientifique et technologique, par exemple, ne sont pas encore claires. Mais si l'on considère la politique «zéro covid» de Xi, on peut avoir un aperçu du peu d'influence que les spécialistes médicaux, par exemple, ont sur l'élaboration de la politique de l'État. Sans parler du fait que chaque avancée technologique a un coût toujours plus élevé, puisqu'elle implique une terrible corruption.

En résumé, le régime entre dans une période de grandes difficultés dans laquelle il n'a pas encore compris qu'il n'est pas la réponse aux problèmes, mais qu'il en est en grande partie responsable. Cela ne signifie pas qu'il s'effondrera de lui-même. Mais cela signifie que toute mesure qu'il prendra dans la course technologique, économique et à l'armement actuellement engagée avec les États-Unis entraînera d'immenses souffrances pour la population.

Qu'est-ce que l'éclatement de la bulle immobilière et la crise de la dette nous apprennent sur l'état de l'économie chinoise ?

Si l'on examine le ratio dette/PIB de la Chine, qui correspond à la dette totale, y compris la dette du gouvernement et des ménages privés, on constate que s'il était d'environ 87 % au début des années 1990, il est passé à 211 % en 2010, soit une augmentation de plus de 100 % en vingt ans. Des chiffres datant de la fin de l'année 2023 le rapprochent de 300 %, ce qui signifie que le niveau d'endettement de la Chine est le triple de son PIB. Alors que certaines économies occidentales avancées et le Japon ont un ratio dette/PIB similaire, la Chine est le seul de la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire à avoir une dette aussi élevée. Le ratio moyen dette/PIB des pays en développement à revenu intermédiaire est d'environ 124 %. Cela signifie que le taux d'investissement élevé de la Chine a été partiellement financé par une montagne de dettes. Le marché immobilier en est un exemple typique.

À mon avis, l'éclatement de cette bulle immobilière marque un tournant dans la montée en puissance de la Chine. La raison en

est que les trois facteurs que j'ai mentionnés précédemment comme ayant contribué à l'essor de la Chine ont désormais tous épuisé leur potentiel. Prenons l'héritage colonial de la Chine: ce facteur a toujours été étayé par le compromis historique déjà évoqué. Mais l'anéantissement par Xi de l'autonomie de Hong Kong et la décision d'aller de l'avant dans l'épreuve de force avec les États-Unis ont non seulement privé la Chine d'un centre financier dynamique - dont elle a cruellement besoin en cette période de ralentissement économique - mais l'ont aussi rendue vulnérable face à l'hostilité des États-Unis.

Il en va de même pour le taux d'investissement élevé de la Chine. Ce facteur a toujours dépendu d'un taux de croissance élevé, qui était auparavant alimenté par la conversion d'un grand nombre de petits agriculteurs en ouvriers d'usine. Mais le programme d'urbanisation rapide du régime a entraîné l'assèchement de ce réservoir de main-d'œuvre rurale: alors que 76 % de la population vivait dans des zones rurales il y a quarante ans, ce pourcentage n'est plus que de 35 % aujourd'hui, et ce sont principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées. Ironie du sort, le taux d'investissement très élevé pratiqué par le régime a mis fin à l'avantage initial qu'il tirait de l'immense population rurale de la Chine. Ce problème a été aggravé par la politique de l'enfant unique, qui a elle-même stimulé le taux de croissance élevé de la Chine en permettant d'économiser les coûts financiers engendrés par l'éducation d'un grand nombre d'enfants, même si cela s'est fait aux dépens des générations suivantes.

La tendance accélérée au vieillissement de la population et la pénurie de main-d'œuvre jeune qui en a résulté ont contribué à faire baisser le taux de croissance de la Chine.

En outre, le taux d'investissement élevé antérieur n'a été possible qu'au détriment de la consommation des ménages et grâce à la faiblesse des salaires. Le niveau de consommation des ménages a considérablement baissé depuis le début des années 1990, passant d'environ 50 % du PIB au début des années 1990 à un point bas de 34-35 % en 2014. Il a légèrement augmenté depuis, mais n'a pas atteint 40 %. En conséquence, la Chine se retrouve confrontée à une situation

de surproduction et de surcapacité permanente, tandis que son marché intérieur se rétrécit relativement, car la population est trop pauvre pour acheter ce qui est produit.

Dans la pratique, la réponse du gouvernement chinois a été la suivante: «Nous n'avons pas besoin de faire quoi que ce soit à ce sujet, nous n'avons qu'à exporter notre production et nos capitaux excédentaires.» C'est l'une des raisons pour lesquelles la Chine est devenue l'un des principaux exportateurs de marchandises et, depuis le début du siècle, l'un des principaux exportateurs de capitaux. C'est également la raison pour laquelle les «routes de la soie» ne sont pas seulement un projet géopolitique, mais aussi un débouché pour ces surcapacités. La Chine a pour ainsi dire cherché à exporter son problème.

Mais cela ne peut pas durer éternellement pour la simple raison qu'une nouvelle guerre commerciale se profile à l'horizon. Les pays européens se plaignent que les voitures électriques chinoises sont trop bon marché en raison des subventions de l'État, tandis que le gouvernement américain a déjà déclaré: «Si vous subventionnez vos voitures, nous subventionnerons également les nôtres.»

Nous assistons donc à un deuxième round de la guerre commerciale. Celui-ci est toutefois différent du premier. Ici, je n'ai aucune sympathie pour le gouvernement chinois. Comment peut-on continuer à consacrer plus de 40 % du PIB à l'investissement alors que 600 millions de Chinois sont contraints de vivre avec un revenu mensuel de 1 000 renminbis [environ 140 dollars]? C'est de l'exploitation à outrance et c'est tout le contraire du socialisme.

Le socialisme n'est pas productiviste; son objectif ultime n'a jamais été d'accroître indéfiniment les forces productives. C'est l'état d'esprit capitaliste, pas l'état d'esprit socialiste. En maintenant un niveau d'investissement aussi élevé, le gouvernement nuit au peuple chinois, à l'environnement et au monde. Cela ne veut pas dire que les mesures de rétorsion prises par les gouvernements américain et européen soient justifiées. La nouvelle guerre commerciale est le produit du capitalisme toxique et du productivisme qu'ils mettent en œuvre. Mais la Chine a également joué son rôle en se

faisant le champion du capitalisme et du productivisme toxiques.

Il est vrai que l'un des atouts de la Chine est qu'une grande partie de cette dette n'est pas une dette étrangère. Le gouvernement chinois est très sensible à l'idée que des puissances étrangères puissent exercer une influence en Chine, y compris par le biais de la dette. C'est pourquoi le gouvernement a toujours préféré emprunter beaucoup auprès du peuple chinois. C'est plus sûr pour le régime, car il sait qu'il peut toujours reporter le fardeau sur le peuple chinois sous diverses formes. Par exemple, lorsque la guerre commerciale a commencé en 2016, la Chine a soutenu qu'elle n'en avait pas peur. Un représentant de l'État est même allé jusqu'à dire que les Chinois étaient prêts à manger de l'herbe pendant une année entière si nécessaire, pour indiquer le degré de souffrances que la population était prête à endurer.

Cela nous amène au troisième facteur, le parti-État. Il a été le principal acteur qui a fait converger les deux autres facteurs pour permettre à la Chine de se moderniser à un rythme effréné, ce qui est devenu de plus en plus insupportable pour la société, la population et l'environnement. Aujourd'hui, les deux logiques internes du parti-État - un appétit sans limite pour la corruption et pour le perfectionnement de la coercition d'État - ont créé un monstre où les deux logiques s'alimentent l'une l'autre. Plus la coercition étatique sera « parfaite », plus la bureaucratie sera libérée de toute obligation de rendre compte de ses actes. Cela crée davantage d'incitations à s'enrichir par la corruption, ce qui nécessite à son tour davantage de coercition de la part de l'État pour protéger la bureaucratie. Mais tout a une limite.

La crise du marché de l'immobilier illustre les limites de la première logique. Étant donné que le foncier urbain appartient à l'État et qu'il est géré par les autorités locales, ce marché a été dominé dès le départ par les autorités locales, leurs « véhicules financiers » (LGFV) et leurs copains banquiers et promoteurs. Ce sont eux qui ont été à l'origine de l'accumulation de milliards de dollars de dettes. Ils ont créé une mégabulle dans laquelle tant de nouveaux appartements ont été construits depuis 2009 qu'ils permettraient de loger 250 millions de personnes,

alors que le taux d'inoccupation des logements s'élève actuellement à 25 %.

D'un autre côté, l'émergence du mouvement des feuilles blanches en réponse à la politique « zéro covid » est un exemple des limites de la seconde logique. Celle-ci n'a jamais été un « lock-down », un confinement en règle pour éviter la propagation du virus. C'était ce que j'ai appelé un « lock-up », un enfermement, car pendant trois ans, les gens ont été enfermés dans leurs quartiers ou leurs maisons pour un simple cas de covid, sans se préoccuper de savoir s'ils avaient la nourriture ou les médicaments dont ils avaient besoin. Et pourquoi ? À cause de l'idée naïve qu'il était possible d'atteindre le niveau zéro de covid. Dans le même temps, le régime ne s'est même pas préoccupé d'importer des quantités suffisantes de vaccins occidentaux, plus efficaces. Cette politique a cependant donné au régime une occasion en or de parfaire son contrôle sur la population. Cette apparente folie avait également une autre raison d'être : elle était très rentable pour les fonctionnaires municipaux et leurs acolytes, qu'il s'agisse des distributeurs de produits alimentaires ou des sociétés chargées d'effectuer les tests covid.

La vérité dérangeante pour le régime, cependant, est qu'il y a une limite à la douleur que les Chinois sont prêts à endurer avant de se rebeller. Et ce régime est devenu de plus en plus insupportable, comme nous l'avons vu avec le mouvement des feuilles blanches.

Pourrais-tu nous parler un peu de l'importance de ce mouvement ?

Le mouvement des feuilles blanches a démarré comme une réponse directe à l'enfermement « zéro covid », mais il est devenu un moment historiquement important parce qu'il a remporté une victoire et que, dans une certaine mesure, le régime a essuyé une défaite.

Lorsque l'on parle de ce mouvement, il est important de reconnaître le rôle joué par Peng Zaizhou qui, en pleine pandémie et en plein confinement, a manifesté seul sur le pont Sitong à Pékin dans la matinée du 13 octobre, trois jours seulement avant le 20^e congrès du PCC. Pour ce faire, il a accroché deux banderoles sur le pont, dont l'une était libellée comme suit : « Nous voulons de la nourriture, pas des tests PCR » ; « Nous

voulons la liberté, pas l'enfermement. Nous voulons du respect, pas des mensonges. Nous voulons être des citoyens, pas des esclaves.» Si personne n'a répondu à son appel à ce moment-là, l'incendie de l'immeuble d'Urumqi, le 24 novembre, a donné le coup d'envoi d'une vague de manifestations dans plus de 20 villes contre la politique d'enfermement «zéro covid» du PCC. La colère des manifestants était largement motivée par le fait que les dix morts de l'incendie étaient le produit direct de la politique d'enfermement, qui a fait qu'aucun camion de pompiers n'était suffisamment près pour sauver les victimes.

À partir de là, les manifestations ont rapidement fait écho aux revendications de Peng et ont finalement contraint le gouvernement à revenir sur sa politique de «zéro covid». Bien sûr, d'aucuns pourraient contester ce point de vue, et dire: «Oui, mais l'expert auprès du gouvernement conseillait déjà de mettre un terme à cette politique parce qu'elle ne marchait pas et qu'elle était devenue impossible à mettre en œuvre.» C'est peut-être vrai. Mais tout ce qui se passe en Chine est le résultat de décisions politiques et non de décisions de spécialistes; ce sont les hauts dirigeants, le bureau politique, qui sont responsables de la décision définitive.

Cela nous amène à poser une question légitime: pourquoi ce changement brutal de politique? Nous ne disposons pas de suffisamment d'informations pour déterminer quel a été le facteur décisif: les voix dissidentes au sein de la direction du parti, les recommandations des spécialistes ou les manifestations de masse. Mais ces voix dissidentes et les recommandations des spécialistes ne doivent pas être mises en opposition avec la part prise par les manifestations. Quiconque tente de minimiser ou de négliger le mouvement est dans l'erreur.

Cette victoire a été importante parce que le peuple chinois a été opprimé au point de s'être vu pratiquement privé de son droit à l'estime de soi. Nombreux sont ceux qui se qualifient, avec autodérision, de «ciboulette à l'ail» (*jiucaï*), c'est-à-dire de légumes dont la récolte est continuellement sollicitée par le régime du PCC. D'autres utilisent le terme de *renkuang* («huminéraux»), des minéraux humains exploités par le PCC. Cela nous donne un aperçu du profond pessimisme qui règne

au sein de la population et du sentiment que l'on ne peut rien faire contre la répression et l'exploitation.

Bien sûr, tout le monde ne pense pas la même chose. Il y a eu des mouvements de résistance – des grèves ont été évoquées sur les réseaux sociaux, par exemple – mais ils ont été très fragmentés, très partiels et rarement politiques.

L'importance du mouvement des feuilles blanches réside dans le fait que, même si nous ne pouvons pas dire qu'il reflète un changement complet de mentalité des gens, qui seraient passés de l'acceptation du statu quo à une résistance courageuse, il a réveillé la jeunesse. Il a non seulement incité les citoyens ordinaires à protester contre l'enfermement et les travailleurs à protester contre le fait d'être contraints de travailler, de dormir et de manger au même endroit, mais il leur a aussi permis de conquérir leur propre liberté, même si ce n'est que temporairement.

L'une des terribles séquelles de la répression de l'après-1989 a été la dépolitisation. Pendant trente ans, les jeunes n'ont pas osé parler de politique. Ils se concentraient sur leurs études et leur carrière professionnelle. Mais avec le mouvement des feuilles blanches, ce sont de jeunes étudiants qui ont pris la tête du mouvement de protestation et qui sont devenus plus directs et plus tranchants dans leurs attaques contre le régime. Ils ont commencé à se rencontrer sur Internet



et lors de manifestations et ont commencé à dire: «Nous devrions nous reprocher d'être restés silencieux lors du soulèvement et de la répression à Hong Kong, ainsi que lors de la répression contre les Ouïghours. Nous ne devrions pas laisser le gouvernement nous diviser et nous soumettre.» C'est très important.

Bien sûr, nous devons être prudents quant à l'ampleur de ce réveil - il est très inégal et, en fait, le mouvement s'est essoufflé depuis la fin de la politique du «zéro covid». Alors qu'à l'époque des milliers d'étudiants chinois d'outre-mer manifestaient à New York, Londres, etc., leur nombre s'est réduit assez rapidement, les activistes encore présents ne formant plus que des cercles très restreints. Cela n'est pas surprenant compte tenu de la dureté de la répression et de l'impréparation de ces jeunes. Mais le fait que des discussions aient eu lieu sur les réseaux sociaux entre des étudiants chinois d'outre-mer et des milliers de Chinois continentaux, qui ont pu échanger et partager toutes ces idées et opinions politiques, constitue un progrès significatif par rapport aux trente dernières années de dépolitisation, même s'il reste encore un long chemin à parcourir.

Comment tout cela s'inscrit-il dans la question de la montée en puissance de la Chine? Nous constatons que la modernisation et l'industrialisation rapides de la Chine ont également transformé les structures de classe et les cultures du pays. Aujourd'hui, les travailleurs, en partie à cause de leur concentration dans les villes et en partie grâce à leurs propres luttes spontanées - ainsi qu'au travail réalisé par les ONG de défense des travailleurs au cours de l'étape précédente - ne se laissent plus facilement bernier par leurs employeurs. Quant à la classe moyenne urbaine, pour qui espérait qu'elle prenne la tête du mouvement démocratique, cela ne s'est jamais concrétisé. Mais elle a progressivement fait siennes des idées très rudimentaires sur la notion de responsabilité, sur les droits humains, etc.

Alors que le programme de modernisation du PCC n'a pas encore engendré les forces susceptibles d'ébranler le régime de manière substantielle, il a suscité une impatience croissante à l'égard du parti lui-même. Il devient de plus en plus difficile pour le PCC de maintenir son projet de modernisation à

tout prix. Même si les Chinois n'ont pas encore obtenu de droits démocratiques, le mouvement des feuilles blanches a montré que leur mentalité évolue et que leur conscience politique s'accroît - très lentement, à partir d'un point de départ très bas et de manière très déséquilibrée, mais elle progresse néanmoins.

Bien sûr, personne ne peut dire ce qui se produira ensuite. Nous ne devrions pas essayer de faire des projections sur une sorte de progrès linéaire lorsque nous parlons de l'avenir de la Chine. Le PCC est parfaitement conscient de ce qui se passe et réfléchit aux moyens de retourner la situation. L'une des cartes qu'il pourrait jouer consiste à détourner l'attention de la population des problèmes intérieurs pour la diriger vers des ennemis extérieurs - à moitié réels et à moitié imaginaires. C'est pourquoi le gouvernement chinois adopte de plus en plus une attitude guerrière dans sa diplomatie. Le PCC pense pouvoir résoudre ses problèmes intérieurs par une guerre avec un pays étranger, plus particulièrement sur la question de Taïwan, ou par une forte escalade des tensions existantes.

Il est difficile de deviner ce que le régime fera ensuite. Quoi qu'il en soit, nous entrons de toute évidence dans une nouvelle période et nous devons nous y préparer.

Source : [Links](#), International Journal of Socialist Renewal, 19 juillet 2024. Traduction française pour [Europe solidaire sans frontière](#) par Pierre Vandevorde.

Adresse inaugur@le pour une revue

Adresses, n° 0, 23 janvier 2024

C'était il y a longtemps

Les tambours de guerre du FNL vietnamien annonçaient une incroyable nouvelle : les envahisseurs n'étaient pas invincibles. Partout, ou presque, les campus s'enflammaient, l'insubordination ouvrière se répandait comme une traînée de poudre, le vieux monde était bousculé, Paris, Mexico, Berlin, Berkeley, Turin et Prague ne faisaient plus qu'un.

La jeunesse, celle des facs et celle des usines, secouait la vieille société, les hiérarchies, les pouvoirs de droit divin, la propriété inaliénable, le patriarcat, les bureaucraties prédatrices et liberticides. Les murs prenaient la parole et les barricades ouvraient des voies insoupçonnées.

Désordre climatique dans le monde de Yalta, le cycle des saisons en fut perturbé. Le printemps fut tchécoslovaque et, en France, Mai dura jusqu'en juin. En Italie, Mai fut rampant et l'automne chaud. Dans les années qui suivirent, tout avait semblé possible à Santiago et à Lisbonne qui s'était couvert d'œillelets.

Le fond de l'air était rouge et le souffle long de la révolution mit à mal la propriété privée des moyens de production, la morale établie, les rapports sociaux sexués, les divisions ethniques et les partis uniques. Il y eut de la contestation et de la subversion, des grèves et des conseils ouvriers, des expropriations et de l'autogestion, des livrets militaires brûlés, des batailles pour les droits civiques, des combats pour l'égalité et la libération des femmes, l'émergence nouvelle de l'écologie et, à une échelle inconnue jusque-là, d'un raz-de-marée féministe. Les libertés inabouties ou trahies étaient à portée de main et la chienlit éclaboussait les pères fouettards et les gardes-chiourmes.

Le monde pouvait changer de base : il apparaissait désormais possible de se

réapproprier le contrôle des mécanismes de la vie en société. La démocratie pouvait être sans bornes et ne plus s'arrêter ni à la porte des entreprises ni aux frontières pas plus que dans les quartiers et les relations entre les peuples.

C'est aujourd'hui

Le monde a changé. Le printemps fut brisé à Prague et à Santiago, étouffé à Lisbonne. Un silence de mort est retombé sur la place Tiananmen. Mais le Mur de la prison «soviétique» s'est effondré libérant à la fois un espace pour la liberté et un continent entier aux prédateurs. L'emprise des multinationales sur le monde ne connaît plus guère de limites. Les impérialismes ont désormais de nombreux visages. De même que la barbarie. La planète brûle des prédatations que la civilisation capitaliste lui inflige. Le monde est lourd du péril de la guerre de tous contre tous. Le fond de l'air est sombre, parfois même brun. Les fascismes du 21^e siècle ne portent pas que des chemises noires.

Demain est pourtant déjà commencé

Cela fait plus d'un demi-siècle que d'aucuns avaient annoncé que la «civilisation était à un carrefour». Il fallait choisir un itinéraire qui passait par des politiques démocratiques qui mettent au service du plus grand nombre ce que permettaient les progrès sociaux, culturels, scientifiques, technologiques et humains. Les chars russes, ceux qui pensaient que le bilan était «globalement positif», ceux qui se sont adaptés et accommodés et bien sûr ceux qui étaient partisans de la liberté du renard dans le poulailler en ont décidé autrement.

La civilisation est désormais au bord du gouffre : les forces du capital, celles des impérialismes et des sous-impérialismes, celles des barbaries et celles des fascismes sont à l'offensive sur la planète. Une planète qui brûle.

Quant aux forces émancipatrices, elles ont souvent fait, en partie, ce qu'elles ont pu mais elles se sont également souvent égarées dans diverses impasses dont les noms figurent sur les cartes comme autant d'obstacles à éviter : «campisme», «avant-gardisme», «substitutisme», «étatisme», «sectarisme», «autoritarisme», «relativisme» et bien d'autres encore.

Alors oui, il faut en sortir. D'où l'idée d'une revue

Une de plus, direz-vous. C'est vrai. Cependant son titre se veut un clin d'œil à l'Association internationale des travailleurs de Marx et Bakounine et un appel à la mise en place d'un outil international et internationaliste de réflexion, de partage et d'échanges.

Le projet que vous avez sous les yeux paraissait dans divers tiroirs. Il attendait un déclic. Celui-ci est venu d'outre-Atlantique avec le texte «Pour une gauche démocratique et internationaliste» rédigé par Ben Gidley, Daniel Mang et Daniel Randall, que nous avons été plusieurs à signer en répondant ainsi à leur appel et que nous publions en page 5 de ce numéro 00. C'est un texte qui met les pieds dans le plat et qui appelle au renouvellement des pratiques et des idées afin de rester fidèles à ce pour quoi nous combattons depuis des décennies : nous sommes attachés à une vision et à une pratique révolutionnaire où la démocratie, l'auto-organisation, l'autogouvernement – sous toutes leurs formes – sont au cœur du projet. Non la démocratie comme abstraction mais la démocratie comme objectif. Non l'internationalisme comme abstraction mais l'internationalisme comme pratique.

L'ambition est claire : faire renaître la capacité à discuter et à élaborer ensemble pour que s'ouvre – à la lumière de nos expériences multiples qui se sont souvent frottées les unes aux autres – une large discussion pour faire de la révolution une utopie concrète, pour permettre des synthèses,

pour conserver et transmettre la mémoire des luttes, des expériences, des révolutions, pour contribuer à la socialisation des opprimés et des exploités.

Alors oui, une revue mondiale qui mette en place les conditions d'un échange mondial et qui donne accès «au plus grand nombre» à l'archipel des articles et des textes participant de cette recherche d'une issue à la crise du projet émancipateur.

Une revue pour explorer l'internationalisme et la démocratie

Sa «base politique» sera articulée autour des thématiques suivantes : émancipation du travail, autogouvernement, autodétermination, autogestion, auto-organisation, féminisme et genre, révolution, renversement/dépassement du capitalisme, alternatives, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, démocratie socialiste, reconversion industrielle pour une production socialement utile et écologiquement soutenable, refus du campisme et lutte contre tous les impérialismes et sous-impérialismes...

Une revue singulière composée de «cahiers» comportant des textes et articles piochés sur les sites et revues du monde, une sorte de plateforme, de *hub* où se croiseront les réflexions, selon un dispositif à construire et sans autres lignes directrices que de permettre l'échange et la lecture.

Une revue qui ne fera volontairement aucune concurrence aux publications papier ou internet existantes, bien au contraire, qui agira pour les mettre en synergie.

Une revue qui évitera les polémiques de seconde zone ou les textes étroitement politiques.

Un projet ouvert en construction permanente.

La question chinoise aux éditions Syllepse

